

République Algérienne Démocratique et Populaire  
Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique  
Université A.MIRA-BEJAIA



Faculté des Sciences Economiques, Commerciales et des Sciences de Gestion

Département des Sciences Economiques

## MEMOIRE

En vue de l'obtention du diplôme de  
MASTER EN SCIENCES ECONOMIQUES  
Option : Economie Quantitative

### *Thème*

**Evaluation de l'efficacité des politiques  
budgétaires dans la réduction de la dette publique,  
cas de l'Algérie (1970-2022)**

Présentée par :

- OUBRAHAM Manel  
- ZIANE Lydia

Sous la direction de :

Dr. BOUGHIDENE Rachid

Date de soutenance : 25/06/2024

**Jury:**

Président : BELKHIRI Aimad Edine

Examineur : ATMANI Anissa

Année Universitaire : 2023-2024

# *Remerciements*

Nous tenons à remercier et à exprimer notre profonde gratitude à  
M. BOUGHIDENE Rachid notre encadrant pour son aide,  
ses accompagnements et ses précieux conseils et encouragements.

Nous tenons à gratifier aussi les membres du jury pour l'intérêt  
qu'ils ont porté à notre recherche en acceptant d'examiner notre travail.

Nous tenons à remercier aussi tous les membres de la faculté  
des sciences économiques et de gestion qui ont assuré notre formation durant le  
cursus universitaire.

Enfin nous adressons nos sincères sentiments de reconnaissance à toutes  
personnes qui ont participé de près ou de loin à la réalisation de ce travail.

# *Dédicace*

Je dédie ce modeste travail :

A mes très chers parents, pour leurs soutiens et encouragements tout au long de  
mon parcours d'études.

A mes frères, mes sœurs, ma belle-sœur, mon oncle et ses enfants

A mes petits neveux et nièces

A tous les amis chacun a son nom

Ziane Lydia

# *Dédicace*

## **A Ma Mère**

Tu représentes pour moi le symbole de la bonté par excellence, la source de tendresse et l'exemple du dévouement. Tu n'as jamais cessé de m'encourager et de prier pour moi. Tu as fait plus qu'une mère puisse faire pour ses enfants, en me guidant sur le bon chemin dans ma vie et mes études. Je te dédie ce travail en témoignage de mon profond amour.

## **A Mon Père**

Aucune dédicace ne saurait exprimer l'amour, l'estime, le dévouement et le respect que j'ai pour toi. Ce travail est un hommage sincère à notre lien indéfectible, tissé avec tendresse et complicité. Chaque ligne écrite est une déclaration de gratitude pour tout ce que tu es pour moi. Je suis infiniment reconnaissante pour ta présence dans ma vie.

## **A Mes Grands Parents**

Chaque moment partagé en votre compagnie est une source d'inspiration et de réconfort. Cette dédicace est un humble témoignage de l'impact profond que vous avez eu sur ma vie et sur la personne que je suis devenue. Merci pour votre soutien et pour les valeurs que vous m'avez transmises.

## **A mes frères**

A mes très chers frères Djallil, Ghilas et Anas en témoignage de l'attachement, de l'amour que je porte pour vous, je vous remercie d'être l'épaule sur laquelle je peux toujours compter. Je vous dédie ce travail avec mes vœux de bonheur, de santé et de réussite

## **A ma famille**

A tous les membres de ma grande famille, en particulier à Sirine, Aziza, Zahia, Mohand, Khalissa, Siham, Yanis, et Kahina, je vous remercie pour votre soutien et votre amour constant. Je vous aime

## **A mes chères copines**

Ainsi qu'à toutes mes copines Maissa, Lydia, Sarah, Sonia, Ouardia et ma chère binôme Lydia avec qui j'ai partagé une partie de mon parcours, et avec qui j'ai partagé des moments inoubliables de joie et de folie. Votre complicité et votre amabilité ont été précieuses. Merci du fond du cœur

OUBRAHAM Manel

# Sommaire

<b>Introduction générale</b> .....	1
<b>Chapitre 01 : Quelques aspects de la politique budgétaire</b> .....	5
1. Définition de la politique budgétaire et son évolution historique .....	6
1. Les instruments de la politique budgétaire .....	9
3. L'efficacité de la politique budgétaire et ses objectifs .....	18
<b>Chapitre 02 : L'économie algérienne et l'évolution de ses finances publiques</b> .....	25
1. Bref rappel sur l'évolution de l'économie algérienne .....	26
2. Analyse descriptive des finances publique en Algérie .....	34
<b>Chapitre 03 : Modélisation économétrique des facteurs influençant la dette publique algérienne</b> .....	44
1. Méthodologie et spécification du modèle .....	45
2. Estimation économétrique des facteurs influençant la dette publique algérienne.....	54
<b>Conclusion générale</b> .....	68
<b>Bibliographie</b> .....	70
<b>Annexes</b> .....	73
<b>Table des matières</b> .....	80

## Liste des abréviations et acronymes

**ADF** : Dickey-Fuller Augmenté.  
**AIC** : Critère D'information D'akaike.  
**ARDL** : Auto Régressive Distributed Lag.  
**BM** : Banque Mondiale.  
**C** : Consommation  
**CUSUMSQ**: Cumulative Sum of Squares.  
**DW** : Durbin-Watson.  
**DP** : Dépenses publiques  
**DTP** : Dette publique  
**FMI** : Fonds Monétaire International.  
**G** : Dépenses publiques  
**I** : Investissement  
**IS**: Investment-saving  
**INF**: Inflation  
**L** : La demande de monnaie  
**LM**: Liquidity preference-Money supply  
**LOG** : Logarithme.  
**Md** : Offre nominale de monnaie  
**Ms** : Offre réelle de monnaie.  
**P** : Niveau général des prix  
**PIB** : Produit Intérieur Brute.  
**r** : Taux d'intérêt  
**R<sup>2</sup>** : R-squared.  
**RNB** : Revenu national brut  
**RP** : Recettes publiques  
**SC** : Critère d'Information D'schwartz  
**T** : niveau d'imposition.  
**TCH** : Taux de change  
**Y** : Revenu

## Liste des tableaux et graphes

N°	Titre	Page
Tableau 1	Test de statistiques descriptives avec logarithme	54
Tableau 2	La matrice de corrélation des variables sélectionnées	55
Tableau 3	Test de stationnarité « ADF » des séries.	57
Tableau 4	Estimation du modèle ARDL	58
Tableau 5	Bound test	60
Tableau 6	ECM Regression	61
Tableau 7	Test d'autocorrélation (Breusch-Godfrey)	64
Tableau 8	Test d'hétéroscédasticité (Breusch-Pagan-Godfrey)	65

N°	Titre	Page
Graphe 1	Modèle IS/LM : l'équilibre simultané sur les deux marchés	22
Graphe 2	Répartition budgétaire des dépenses du PSRE 2001-2004. (10 <sup>6</sup> DA).	30
Graphe 3	Structure du PCSC en % du budget total. 2005-2009.	31
Graphe 4	Taux de croissance du PIB algérien (2000-2017)	32
Graphe 5	Evolution de la dette publique en Algérie (1970-1989)	35
Graphe 6	Evolution de la dette publique en Algérie (1990-1999)	35
Graphe 7	Evolution de la dette publique en Algérie 2000-2022	36
Graphe 8	Evolution du stock de la dette extérieure	37
Graphe 9	Evolution du stock de la dette 2011-2022	38
Graphe 10	Evolution du stock de la dette extérieure en RNB	39
Graphe 11	Evolution des recettes budgétaires en Algérie (1990-2022)	39
Graphe 12	Evolution des dépenses publiques en Algérie 1990-2022	41
Graphe 13	Le solde budgétaire en % du PIB	42
Graphe 14	Vue d'ensemble des variables (1070-2022)	49
Graphe 15	Evolution de la dette publique (LDTP) 1970-2022.	50
Graphe 16	Evolution du produit intérieur brut (LPIB) 1970-2022.	51
Graphe 17	Evolution des dépenses publiques 1970-2022	51
Graphe 18	Evolution des recettes publiques (RP) 1970-2022	52
Graphe 19	Evolution de l'inflation (INF) 1970-2022	53
Graphe 20	Evolution du taux de change (TCH) 1970-2022	53
Graphe 21	Nombre de retards optimal du modèle	58
Graphe 22	Test de normalité des résidus	65
Graphe 23	résultat du teste CUSUM	66
Graphe 24	résultat du teste CUSUM of Squares	67

## Introduction générale

### Contexte de l'étude

Les politiques budgétaires occupent une place importante parmi les politiques économiques, car elles concernent les mesures adoptées par l'État en matière de dépenses publiques, de recettes publiques et de dette publique afin d'influencer les variables macroéconomiques et de préserver la stabilité économique.

Le développement du concept de politique budgétaire a été étroitement associé au développement du rôle de l'État dans l'économie. Cependant, le passage du rôle de l'État d'un « État neutre » à un « État ingérence » a conduit à l'effondrement de l'un des principes fondateurs du courant classique en matière de politique budgétaire qui est « la neutralité fiscale » et qui avait comme objectif fondamental la nécessité de respecter le principe de l'équilibre budgétaire.

Cette rupture dans la conception du rôle de la politique budgétaire dans la sphère économique et a été appuyée par les travaux et analyses de Keynes en réponse à la Grande Dépression de 1929. Ce dernier propose des idées qui peuvent être interprétées comme la base de « la finance compensatoire ». Selon Keynes, en période de récession économique, le secteur privé ne peut souvent pas générer une demande suffisante pour maintenir le plein emploi. Par conséquent, il incombe au gouvernement de compenser cette insuffisance de la demande par des dépenses publiques accrues et d'autres politiques fiscales. Le prolongement de cette rupture a été apporté par Lerner en 1943, qui justifie l'intervention de l'État dans la sphère économique par ce qu'il appelle « la finance fonctionnelle ». Dans cette conception, la politique budgétaire devrait être jugée uniquement sur ses effets économiques et sociaux, et non sur des critères idéologiques ou traditionnels.

Ces deux grandes révolutions dans la conception traditionnelle des finances publiques justifient amplement l'application alternative de politiques de déficit et d'excédent dans le budget de l'État afin d'atteindre et de maintenir la stabilité économique dans les pays développés. Par contre, dans les pays en développement, le concept de finance fonctionnelle a été modifié pour

inclure le déficit budgétaire comme outil indispensable à la réalisation de croissance économique.

L'Algérie, comme le reste de ces pays, a élargi l'utilisation des outils de politique budgétaire dans le cadre légal qui permettent au ministère des Finances de définir ses dépenses et recettes publiques afin d'atteindre les objectifs de la politique économique du pays, mais la forte dépendance de l'économie algérienne vis-à-vis des ressources pétrolières comme principale source de devise étrangère a rendu l'économie algérienne vulnérable. Après le choc pétrolier de 1986, l'économie algérienne a été perturbée et de graves déséquilibres structurels sont apparus dans la structure de ses finances publiques. Cette situation a contraint le pays à engagé des réformes et entreprendre des accords avec les institutions financières internationales pour corriger ces déséquilibres structurels qui se sont aggravés après la crise politique de 1989.

Ainsi, l'État a cherché à réduire le développement des dépenses publiques en réduisant la masse salariale, afin d'éviter l'inflation et réduire le volume de la demande globale, permettant la formation des ressources financières pour le rééquilibrage budgétaire. Cependant, ces efforts se sont heurtés à une lourde contrainte : la détérioration des finances publiques causée par l'alourdissement de la dette publique, suite aux déficits chroniques liés à la chute des recettes pétrolières. À partir de 1999, la hausse des prix du pétrole brut a permis une politique budgétaire conservatrice jusqu'en 2001. Puis, avec des perspectives favorables, l'Algérie a mis en œuvre une politique keynésienne de relance économique à travers des programmes d'investissements massifs de 2001 à 2014. Cependant, malgré l'injection de centaine de milliards de dollars dans l'économie, les taux de croissance restent très insignifiants et la dette publique est restée à des niveaux préoccupants, grevant les marges budgétaires.

### **La problématique**

Pour faire face à cette situation, le gouvernement algérien a mis en place diverses mesures pour gérer sa dette publique. Cela comprend des politiques visant à diversifier l'économie, à réduire la dépendance aux revenus pétroliers et à promouvoir d'autres secteurs tel que l'agriculture, le tourisme et l'industrie. C'est là que les politiques budgétaires entrent en jeu. Ces politiques qui impliquent des décisions sur les dépenses et les recettes gouvernementales peuvent avoir un impact significatif sur l'évolution de la dette publique. Dès lors une question mérite une attention particulière de notre part et elle constitue, à cet effet, la question principale de notre présente étude : **Comment évaluer l'efficacité de ces politiques dans la réduction de la dette publique ?**

L'objectif de notre travail est d'essayer d'analyser et d'évaluer l'efficacité des politiques budgétaires sur la dette publique. Pour parvenir à répondre à cette question principale, nous attèlerons à répondre aux questions subsidiaires suivantes :

- Quels sont les indicateurs clés qui permettent d'évaluer l'impact de ces politiques sur la dette publique algérienne ?
- Dans quelle mesure la dépendance de l'Algérie aux revenus des hydrocarbures affecte-t-elle la viabilité de sa dette publique et de ses finances publiques ?

### **Hypothèses de travail**

Pour canaliser notre réflexion nous avons émis les deux hypothèses suivantes :

*H1* : La nature des chocs de réponses sur la variable de la dette publique en Algérie sont conformes à la théorie économique de type keynésien (court terme).

*H2* : La dette publique en Algérie est plus causée par les dépenses que par les recettes publiques.

### **Justification du choix du sujet**

Notre thème de recherche porte sur l'évaluation des politiques budgétaires dans la réduction de la dette publique. Il présente un double intérêt. D'abord, il permettra d'approfondir les connaissances théoriques sur les liens entre les décisions budgétaires d'un pays et l'évolution de sa dette publique. C'est un enjeu fondamental en économie, car un niveau d'endettement trop élevé peut fragiliser la solidité des finances d'un État. Ensuite, ce travail de recherche aura aussi un intérêt très concret en analysant la situation réelle d'un pays et en évaluant l'efficacité des différentes mesures budgétaires mises en œuvre pour tenter de réduire sa dette. Cela donnera des pistes d'action précieuses aux décideurs politiques pour assainir la situation. Pour un pays comme l'Algérie qui dépend beaucoup des revenus des hydrocarbures, cela sera essentiel d'identifier les meilleurs leviers budgétaires à actionner en cas de baisse des cours pétroliers, afin d'éviter une crise de la dette.

### **Méthodologie et structure**

Afin d'atteindre nos objectifs fixés et vérifier les hypothèses, nous avons scindé notre travail de recherche en trois chapitres. Dans le premier, nous brasserons un ensemble d'aspects de la politique budgétaire. Dans le deuxième chapitre nous retracerons l'évolution de l'économie

algérienne ainsi que ses finances publiques. Enfin le troisième chapitre portera sur une analyse statistique et empirique, en utilisant les modèles économétriques tel que le model ARDL sur des séries chronologiques liées aux finances et à la dette publique en Algérie, et ce en prenant la période de 1970 jusqu'à 2022.

# Chapitre 01 : Quelques aspects de la politique budgétaire

## Introduction

Jusqu'au début du 20<sup>e</sup> siècle, les finances publiques étaient neutres. Les impôts devaient être imposés de manière à ce qu'ils aient le moins d'impact sur la production, les prix, la consommation et les dépenses publiques devaient rester limitées. Cependant, les crises économiques, en particulier la grande dépression de 1930 et les guerres mondiales, ont profondément changé cette conception classique des finances publiques. Cette rupture de conception a conduit les gouvernements à une intervention massive via leurs budgets et surtout à accepter des déficits budgétaires pour assurer la sécurité mais surtout réaliser de la croissance économique et assurer le bien-être social pour l'ensemble de la population.

Le concept de politique budgétaire, ses méthodes et ses domaines ont connu d'importants développements. De nos jours, elle est définie comme la partie de la politique économique gouvernementale qui traite des impôts, des dépenses publiques et des dettes publiques. Dans le but d'obtenir des effets souhaitables et d'éviter les effets indésirables sur la production de revenus nationaux et l'emploi, où les impôts et les dettes ne sont plus considérés comme un moyen d'obtenir des revenus financiers non seulement pour le trésor, mais aussi pour atteindre certains objectifs économiques et sociaux.

L'importance de la politique budgétaire a considérablement augmenté à la fois dans les pays développés et les pays en développement. Dans les pays développés, la politique budgétaire est utilisée comme un outil pour atteindre le plein emploi et la stabilité économique, tandis que dans les pays sous-développés, elle est de plus en plus utilisée comme un moyen d'accélérer la croissance économique.

Dans ce premier chapitre, nous essaierons de cerner, sans être trop exhaustives, l'ensemble des aspects liés à la politique budgétaire. Ainsi, le premier point porte sur la définition de la politique budgétaire et son évolution historique. Le deuxième point étudie les instruments de la politique budgétaire. Enfin le troisième point analyse l'efficacité de la politique budgétaire et ses objectifs.

## 1. Définition de la politique budgétaire et son évolution historique

La politique budgétaire a acquis une grande importance dans les pays modernes afin d'influencer la structure de la production nationale, l'emploi et les prix ...etc.

Après la publication de J. M. Keynes pour son célèbre livre « La Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie » en 1936, l'intérêt pour l'utilisation de la politique budgétaire pour atteindre et maintenir le plein emploi et la stabilité des prix dans l'économie a augmenté au cours des dernières décennies en raison de divers facteurs comme :

- L'inefficacité de la politique monétaire comme moyen d'éliminer le chômage de masse pendant la Grande Dépression des années trente ;
- Le développement de la « Nouvelle Économie » par J. M. Keynes, soulignant le rôle de la demande globale efficace<sup>1</sup>.
- La croissance de l'importance des dépenses publiques et des impôts par rapport au revenu et à la production nationaux.

Cette section examinera la notion de politique budgétaire, en explorant sa définition ainsi que son évolution historique.

### 1.1. Définition de la politique budgétaire

La politique budgétaire consiste à se servir des dépenses publiques et de la fiscalité pour influencer sur l'activité économique. Elle permet aux autorités de promouvoir une croissance forte et durable et de réduire la pauvreté.<sup>2</sup>

Avant les années 1930, la fonction principale du budget de l'État était d'assurer le financement des administrations. On ne lui attribuait pas de rôle économique<sup>3</sup>. La gravité de la crise de 1929 va conduire les pouvoirs publics à considérer le budget de l'État comme un levier de la politique économique. Les travaux de l'économiste britannique J. M. Keynes montrant que l'utilisation du budget pouvait avoir une influence sur la demande des agents économiques, et par conséquent sur le niveau de l'activité, vont donner un fondement théorique à cette nouvelle approche.

La politique budgétaire est donc un levier de la politique de régulation de la conjoncture. Elle peut être utilisée dans deux situations opposées. En période de ralentissement de la croissance

---

<sup>1</sup> V. MIGNON, « IV. La nouvelle économie keynésienne », p. 72-101

<sup>2</sup> FMI, « Finance & Développement, ABC de l'économie », juin 2009.

<sup>3</sup> F. HUART, « Introduction. L'évolution des finances publiques sur longue période », p. 1-11.

ou de crise, elle va servir à soutenir l'activité économique. Au contraire, dans les phases de forte croissance, pendant lesquelles la surchauffe de l'activité économique peut provoquer de l'inflation ou des déficits extérieurs importants, elle permet de freiner l'activité en réduisant la demande des agents économiques.<sup>4</sup>

## 1.2. L'évolution de la politique budgétaire

Les changements observés dans le système économique, social et politique ont contribué à l'évolution du rôle de l'État d'un « État gardien » à un « État interventionniste ».

Le concept de politique budgétaire et ses méthodes ont représenté la plus grande partie de ce développement jusque dans les années quarante, différant par leur concept et leur cadre de ceux qui prévalaient jusqu'à la fin des années vingt (la pensée classique) a été influencée par la pensée économique telle que le modèle keynésien de Alvin Hansen, dans lequel une autre perspective qui tentait d'expliquer la théorie de Keynes appelée modèle de Weintraub a ouvert la voie au développement fondamental des politiques économiques à l'ère moderne.

### 1.2.1. La politique budgétaire dans la pensée classique

Les économistes classiques affirment que la politique budgétaire devrait inclure un nombre limité d'activités et le budget du gouvernement devrait être un budget restreint mais équilibré.<sup>5</sup> D'après la loi du marché de Say « l'offre crée sa propre demande », cette loi est considérée comme le fondement de la pensée macroéconomique, justifiant la vision classique selon laquelle l'économie évolue toujours vers le plein emploi, où quel que soit le niveau de l'offre, il y aura toujours une demande à la fois pour la consommation directe et finale ou pour une production future (investissement ou formation de capital). La loi interdit un équilibre en dessous du plein emploi, et cela élimine également la possibilité d'un excédent général dû à la surproduction ou au chômage.

L'équilibre entre l'offre globale et la demande globale ne signifie pas qu'il n'y a pas de déséquilibre dans les différents secteurs, la plupart des biens peuvent être produits en excédent de la demande et d'autres en moindre quantité que le niveau de la demande. Et ces déséquilibres sont rapidement éliminés grâce à une relative flexibilité des prix, de sorte que les fabricants peuvent faire confiance au mécanisme du marché dans la gestion de leurs produits. Ainsi, la loi de Say repose sur l'hypothèse de base selon laquelle l'État n'interviendra pas dans les

---

<sup>4</sup> Vie Publique. « Qu'est-ce qu'une politique budgétaire ? » consulté le 03/03/2024.

Disponible sur : <https://www.vie-publique.fr/fiches/270251-quest-ce-quune-politique-budgetaire>

<sup>5</sup> J-F. BOUDET, « Fiche 12. Les principes classiques de la vie financière », p. 126-139

activités économiques car cela perturberait le mécanisme d'autorégulation et d'ajustement automatique de l'économie<sup>6</sup>.

En conséquence, l'État doit adopter une politique de « Laisser-Faire », c'est-à-dire qu'il doit remplir un certain nombre de fonctions nécessaires à la survie de la société, que les économistes classiques ont identifiées en trois fonctions :

- L'obligation de protéger et de maintenir la sécurité intérieure et extérieure
- L'obligation de créer et de maintenir des tribunaux capables de résoudre les conflits entre les particuliers.
- L'obligation de créer et d'entretenir un nombre spécifique de projets publics, tels que des ponts, des autoroutes ou des ports...en plus des frais d'éducation, l'État doit être responsable de ces activités.

Ainsi, les dépenses gouvernementales pendant cette période étaient principalement liées à ces activités et en quantités relativement faibles. En outre, étant donné que la plupart de ces responsabilités étaient de nature administrative, les dépenses de l'État étaient également de cette nature.

### **1.2.2. La politique budgétaire dans la pensée keynésienne**

Le célèbre économiste J. M. Keynes a critiqué la théorie classique dans son livre "La Théorie Générale de l'Emploi, de l'intérêt et de la monnaie" en proposant une théorie moderne de la macroéconomie basée sur les leçons de la Grande Dépression de 1929. Keynes a observé que le plein emploi n'est pas la norme dans une économie capitaliste développée, et a également montré la possibilité d'équilibre à un niveau inférieur au niveau de plein emploi, en raison d'une pénurie de demande agrégée. Les entreprises ajustent leur niveau de production en fonction de la demande effective, ce qui détermine le niveau d'emploi, mais ne garantit absolument pas le plein emploi, laissant ainsi la possibilité d'un chômage involontaire.

Keynes a également provoqué une attaque féroce contre la loi du marché de Say, car d'après cette théorie « un niveau d'emploi plus élevé entraîne un revenu plus élevé »<sup>7</sup>. Du point de vue de Keynes, une partie du revenu supplémentaire est dépensée en biens de consommation, et la partie restante est épargnée, mais il n'y a aucune garantie que la partie épargnée du revenu sera dépensée en biens d'investissement, et donc il y aura une insuffisance de demande, ce qui

---

<sup>6</sup> Ph. GILLES , « Chapitre 1 - De la « Loi des débouchés » aux questions de l'équilibre, de la demande effective et des crises », p. 15-60.

<sup>7</sup> N. PILUSO, « Autour de Keynes. Les équilibres multiples du marché du travail », p. 56-61.

peut conduire au chômage, car Keynes a invalidé la loi de Say en expliquant que la ( $p_{mc} < 1$ )<sup>8</sup>. L'approche keynésienne reconnaît que le système de marché ne doit pas nécessairement être corrigé ou ajusté automatiquement, mais il peut être sauvé de l'effondrement grâce à un peu d'orientation et de soutien du gouvernement, car ce dernier doit injecter une demande globale dans l'économie lorsqu'il y a des signes de récession et de dépression, donc la gestion de la demande globale est la solution keynésienne pour parvenir à la stabilité économique.

Keynes a expliqué le concept de la main invisible prôné par les classiques et a souligné qu'il y a beaucoup de contradiction entre l'intérêt de l'individu et l'intérêt de la société, et que l'individu à la poursuite de son propre intérêt n'a pas toujours un comportement rationnel, et peut entraîner plus de préjudices que de bienfait. Comme c'est le cas, l'intervention de l'État dans certaines activités est plus rationnelle que les individus, car l'État ne privilégie pas un intérêt personnel mais plutôt l'intérêt de la société en raison de sa structure.

Ainsi que, Keynes affirme la responsabilité de l'État d'intervenir dans l'activité économique en utilisant les politiques économiques et financières pour atteindre les objectifs économiques, sociaux et politiques de la société, et l'analyse keynésienne souligne aussi l'importance de la politique budgétaire et la considère comme l'outil le plus puissant que le gouvernement puisse utiliser pour sortir l'économie de la récession ou de la dépression.

## **2. Les instruments de la politique budgétaire**

La politique budgétaire est mise en œuvre par l'utilisation d'instruments financiers, tel que :  
Les dépenses publiques, les impôts et la dette publique.

L'implication de l'État à l'activité économique a fait des dépenses publiques un outil clé parmi les instruments financiers, elle génère un impact important sur la demande globale et les activités de développement dans le pays, car un changement approprié de la taille et de la composition des dépenses publiques a un impact direct sur le niveau de l'activité économique. Les impôts sont également un outil puissant entre les mains des pouvoirs publics, ils affectent moralement les variations du revenu disponible, de la consommation et de l'investissement, et donc le système économique peut être orienté vers la voie souhaitée en apportant des modifications appropriées aux taux et à la structure des impôts. D'autre part, la dette publique est apparue au cours des dernières décennies comme un nouvel outil de politique budgétaire, auquel l'État l'utilise pour financer son déficit budgétaire, ainsi que pour lutter contre la

---

<sup>8</sup>  $p_{mc}$  : propension marginale à consommer

dépression économique et le chômage. Dans cette section, nous aborderons en détails les différents instruments de la politique budgétaire.

## 2.1. La fiscalité

La fiscalité est l'ensemble de la légalisation et réglementation en vigueur en matière fiscale des mesures et pratiques relatives à l'administration fiscale (fisc) et aux prélèvements fiscaux (impôts) et des autres prélèvements obligatoires.<sup>9</sup>

### 2.1.1. Les caractéristiques de la fiscalité

- **L'impôt est une obligation financière** : l'impôt est payé sous forme d'argent conformément aux exigences du système économique, et n'est donc imposé que dans des circonstances exceptionnelles, telles que les guerres et les crises, lorsque l'État oblige les individus dans ces circonstances à effectuer un travail forcé ou à les obliger à renoncer à certains de leurs biens.
- **L'impôt est un devoir obligatoire** : un individu est obligé de payer les impôts à l'État quelle que soit sa volonté ou son désir de payer, car les impôts sont imposés uniquement par l'État, et en cas d'évasion fiscale, l'État doit prendre les mesures juridiques nécessaires contre ceux qui font défaut.
- **L'impôt est payé d'une façon irrévocable** : cela signifie que le citoyen est obligé de payer l'impôt à l'État sans possibilité de remboursement, contrairement aux emprunts publics où l'État est obligé de rembourser le montant emprunté, qu'il soit facultatif ou obligatoire.
- **La taxe est payée sans traitement de faveur** : le financier ne peut pas bénéficier d'un traitement de faveur de la part de l'État en fonction de la somme d'impôt payée, même si l'individu continue de bénéficier des services publics fournis par l'État en tant que citoyen.
- **Réaliser un bénéfice public** : l'État s'est engagé à utiliser l'argent des impôts pour les dépenses publiques, afin de créer des avantages publics pour la société, à mesure que l'État intervient davantage sur le plan économique et social, dans la réalisation de divers objectifs économiques et sociaux, il n'y a aucun doute sur son intérêt public. Les impôts sont de plus en plus utilisés pour atteindre divers objectifs sociaux et économiques, démontrant ainsi leur utilité pour l'intérêt public.

---

<sup>9</sup> L.MEHL, P. BELTRAME, « Science et techniques fiscales », Collection Thémis Paris

### 2.1.2. Les objectifs de la fiscalité

La fiscalité poursuit un ensemble d'objectifs différenciés, qui peuvent être classés comme suit :

- **Objectif financier** : il s'agit de la mise à disposition de ressources publiques, cette définition est basée sur le fait qu'il s'agit d'un outil pour couvrir les charges générales de l'État, et malgré le développement du rôle de l'impôt, il reste l'outil privilégié pour fournir des ressources publiques en raison des problèmes liés aux autres formes de financement public par des prêts et des émissions de liquidités.
- **Objectifs économiques** : il existe de nombreux objectifs économiques qui peuvent être atteints grâce à la politique fiscale, dont les plus importants sont :
  - **Correction des défaillances du marché**: la politique fiscale cherche à assurer une allocation optimale des matières économiques, et en cas de marché complet, cela peut être réalisé, mais le marché complet, même s'il existe théoriquement, il n'existe pas dans la réalité, et donc les marchés actuels ne sont pas compétitifs, c'est-à-dire incapables d'allouer efficacement les ressources, en raison de l'existence de ce que l'on appelle dans la littérature économique des effets externes qui réduisent les coûts supportés par les agents économiques du fait de la pratique d'une certaine activité économique par rapport aux coûts supportés par la société ou l'économie dans son ensemble.
  - **Guider les décisions des employeurs** : la taxe peut être utilisée pour influencer le volume et la qualité des heures de travail, le volume de l'épargne, puis elle peut être utilisée pour modifier la structure fonctionnelle de la société en redistribuant les ressources humaines entre diverses activités économiques.
  - **Atteindre la croissance économique** : c'est-à-dire la croissance de la production de ressources et de services pour chaque individu au fil du temps, et la croissance économique est l'un des objectifs généraux que l'État cherche à atteindre en améliorant le niveau de vie des individus. L'État utilise la taxe comme un outil pour contribuer à la croissance économique à travers plusieurs mécanismes dans le domaine fiscal, dont les plus importants sont l'exonération fiscale et la réduction d'impôt.

## 2.2. Les dépenses publiques

Les dépenses publiques correspondent à l'ensemble des sommes dépensées par les organismes publics afin de satisfaire l'un des besoins publics.<sup>10</sup> A travers cette définition, on constate que les dépenses publiques reposent sur trois bases principales :

- La charge publique est un montant imposable en espèces.
- La dépense par la sphère publique
- La finalité d'intérêt général.

### 2.2.1. Les fonctions des dépenses publiques

L'économiste américain Richard Musgrave a créé une classification très célèbre des raisons d'être de l'intervention publique<sup>11</sup>. Il distingue ainsi trois grandes fonctions économiques de l'Etat. Pour lui l'Etat n'effectue des dépenses que pour répondre à ces trois grandes fonctions qui sont :

- **La fonction d'allocation des ressources** : À travers les dépenses publiques l'Etat participe à la production des biens et services non marchands (la sécurité intérieure, la justice, la défense...) au profit de la population. Il peut également mettre en œuvre des mesures d'incitation qui ont des effets sur l'offre et la demande (par exemple en appuyant un secteur d'activité).
- **La fonction de répartition des revenus** : L'Etat peut intervenir pour corriger la répartition primaire des revenus en mettant en œuvre une répartition secondaire fondée sur des prestations sociales. Cela est favorable à l'activité économique et réduit les inégalités sociales.
- **La fonction de stabilisation de la conjoncture** : L'État conduit des politiques contracycliques en relançant l'activité face à une dépression et en restreignant les dépenses publiques face à l'inflation.

---

<sup>10</sup> S.N. CHAND, « Public Finance », page 138.

<sup>11</sup> Ph. BOUCHEIX et R. JUILLARD, « Les finances publiques », p 6.

### 2.2.2. Les principes des dépenses publiques

D'après Ch. Farquet<sup>12</sup>, Les dépenses publiques suivent certains principes afin d'atteindre les effets et les objectifs attendus, appelé les règles des dépenses publiques où G. Findlay Shirras a proposé quatre règles.:

#### 2.2.2.1. Principe de bénéfice (*Canon of benefit*)

Selon G.F. Shirras, aucune partie des dépenses publiques ne devrait être allouée au profit d'une personne en particulier ou d'une certaine catégorie, mais plutôt à la société dans son ensemble, c'est-à-dire que les fonds publics devraient être dirigés de manière à garantir la réalisation de l'intérêt ou du bénéfice public. Le bien-être social maximal est atteint lorsque l'utilité marginale des dépenses publiques marginales est égale dans chaque cas et que, par conséquent, l'État doit répartir ses dépenses de manière à ce que les avantages marginaux soient égaux dans chaque cas, par conséquent, cette règle peut également être appelée une règle égale à l'avantage social marginal.<sup>13</sup>

#### 2.2.2.2. Principe de l'économie (*Canon of Economy*)

Selon cette règle, l'État ne devrait affecter ses dépenses qu'aux activités de base qui favorisent les avantages économiques et sociaux.<sup>14</sup> Lors de la fixation des dépenses publiques, deux points principaux doivent être pris en compte :

- Éviter le gaspillage et l'extravagance ;
- La contribution des dépenses publiques à l'augmentation de la capacité de production du pays.<sup>15</sup>

Comme l'a souligné G.F. Shirras, il est préférable que les dépenses publiques contribuent à augmenter le volume des recettes de l'État.<sup>16</sup> Actuellement, les économistes appliquent de nombreuses méthodes afin de réduire l'utilisation abusive des dépenses publiques et d'en faire bon usage, notamment : analyse coûts-avantages (*Cost-benefit analysis*), cette analyse permet de faire des estimations sur le montant de l'économie dans les dépenses publiques.

---

<sup>12</sup> Ch. FARQUET , « Le déclin de la finance *offshore* et l'exception du paradis fiscal suisse. De la crise des années 1930 au milieu des années 1950 », p. 137-202.

<sup>13</sup> J.R. GUPTA; "Public Economics in India: Theory and Practice"; page 109.

<sup>14</sup> T.R. Jain, O.P. Khanna; page 475

<sup>15</sup> R.K. Sur et al. " A Text Book of I.S.C Economics ", p. 408

<sup>16</sup> J.R. Gupta, "Public economics in India, Theory and practice", p. 111

### 2.2.2.3. Principe de sanction (Canon of sanction)

Selon G.F. Shirras, il ne devrait engager aucune dépense publique sans l'autorisation préalable de l'autorité compétente, afin de garantir que les dépenses sont allouées de manière à maximiser les avantages sociaux et à éviter toute forme de gaspillage ou d'extravagance et de détournement de fonds.<sup>17</sup>

### 2.2.2.4. Principe du surplus (Canon of surplus)

Du point de vue de G.F. Shirras, La règle de l'excédent fait référence à la vérification que les dépenses publiques ne dépassent pas les recettes publiques, car le gouvernement doit maintenir ses dépenses dans les limites requises et autorisées, mais les nouveaux économistes ne sont pas d'accord avec cette règle, car le déficit budgétaire est considéré comme une condition nécessaire pour stimuler la demande et la production globales pendant les périodes de dépression, et les pays en développement doivent dépenser plus d'argent au-delà de leurs revenus pour parvenir au développement économique, ce qui nécessite de recourir au financement du déficit.<sup>18</sup>

## 2.3. La dette publique

La dette publique est l'ensemble des emprunts contractés par l'État, les entités fédérées et les pouvoirs locaux pour faire face à leur besoin de financement.<sup>19</sup>

Selon E.P Taylor, la dette publique est une garantie du gouvernement pour rembourser aux détenteurs la valeur de la dette principale en plus de fournir des intérêts sur cet actif dans la plupart des cas. L'emprunt est utilisé afin de fournir les fonds nécessaires pour financer le déficit actuel.<sup>20</sup>

La dette publique n'est pas fixe mais résulte de l'accumulation dynamique de déficits budgétaires consécutifs sur de nombreuses années. Lorsque les recettes de l'État ne suffisent pas à couvrir toutes les dépenses, le solde budgétaire sera négatif et le gouvernement devra emprunter sur le marché pour financer ce déficit.

La pensée économique classique favorisait une politique budgétaire équilibrée et considérait les prêts publics comme des sources exceptionnelles auxquelles il ne fallait recourir que dans

---

<sup>17</sup> H.L. Bhatia; " Public Finance", p 234.

<sup>18</sup> J.R. Gupta, "Public economics in India, Theory and practice", p. 115

<sup>19</sup> Business AM. "Mais au fait, c'est quoi la dette publique?" consulté le 08/03/2024.

Disponible sur : <https://fr.businessam.be/mais-au-fait-cest-quoi-la-dette-publique/>

<sup>20</sup> S.N. Chand, " Public Finance " p. 224.

les limites les plus strictes, car ces prêts entraînent une pénurie de capitaux alloués à l'investissement privé, et donc le déficit budgétaire affecte négativement le taux de croissance de la formation de capital et réduit le revenu national et le niveau de vie des individus à l'avenir.

Tandis que, la théorie keynésienne critiquait le point de vue classique en montrant qu'une économie libre pouvait avoir tendance à s'équilibrer à un niveau inférieur au niveau du plein emploi, ce qui indique l'existence de ressources sans emploi dans le secteur privé pendant une période relativement longue en l'absence d'interventions de l'État, d'où l'importance du financement et la dette publique. Il est préférable d'avoir une dette publique élevée en période de faible demande globale et de chômage élevé afin de rétablir le plein équilibre de l'emploi.

### 2.3.1. Les facteurs de l'endettement public

Pour les pays aux ressources insuffisantes, la dette publique est nécessaire. Ces pays se tournent vers cette forme de financement pour atteindre les objectifs fixés par leur processus de développement.

### 2.3.2. Financement des déficits budgétaires

En droit financier et fiscal, le déficit budgétaire est le découvert : « c'est l'excédent éventuel de l'ensemble des charges inscrites dans une loi des finances sur l'ensemble de ses ressources ».

En comptabilité budgétaire publique, « le déficit résulte d'une insuffisance des recettes du budget par rapport aux dépenses de ce budget. Le résultat varie selon que l'on y inclut ou non le solde des opérations avec la FMI et des opérations du Fond de stabilisation des changes.

L'emprunt public permet à l'État de combler les déficits budgétaires, lorsque ses dépenses dépassent ses recettes fiscales. Ce déséquilibre budgétaire peut avoir deux origines principales :

- **Insuffisance des recettes** : cela peut être causé par la baisse des rentrées fiscales en période de ralentissement économique ou le maintien des dépenses publiques malgré la diminution des ressources.
- **Hausse des dépenses publiques** : peut être causé par une augmentation des dépenses de fonctionnement, de protection sociale ou d'investissement.

Dans ces deux cas, l'État doit alors faire appel à l'endettement public pour financer ce manque de ressources à court terme, en attendant un rééquilibrage futur de ses finances.

Ainsi, Le déficit budgétaire est égal au produit net de l'emprunt. Les dépenses d'amortissement du principal de la dette en sont exclues.

$$\text{Déficit budgétaire} = \text{Dépenses globales} - \text{Service de la dette} - \text{recettes propres}$$

Le déficit budgétaire est égal à la différence entre les dépenses globales et les recettes propres.

$$\text{Déficit budgétaire} = \text{Dépenses globales} - \text{Recettes propres}$$

### 2.3.3. Soutien de l'activité économique

La dette publique peut également servir de soutien conjoncturel à l'activité économique. En effet, en période de ralentissement économique, les pays peuvent choisir de poursuivre une politique budgétaire expansionniste.

- **Mesure de relance budgétaire** : en augmentant les dépenses publiques (investissements, transferts sociaux, etc.) ou en baissant les prélèvements obligatoires (impôts, cotisations) pour soutenir la demande
- **Financement de la relance par l'emprunt** : par les emprunts publics permettent de financer ces mesures de relance budgétaire ou l'objectif est de stimuler la consommation et l'investissement privés.

Cette politique vise à relancer la demande globale et soutenir la croissance économique ainsi qu'à stimuler l'activité à court terme, elle peut contribuer à la sortie de récession.

## 2.4. Les modalités de la dette publique

La dette publique implique des emprunts publics, qui peuvent être classés de différentes manières selon le critère sur lequel chaque classement est basé :

### 2.4.1. Le type de prêt

Les prêts publics sont classés selon leur nature en prêts volontaires et en prêts obligatoires.

- **Prêts volontaires (Voluntary Loans)** : Les emprunts publics sont facultatifs, et font référence aux prêts que l'État sollicite volontairement auprès des citoyens, où ils sont libres de décider de souscrire ou non au prêt public, et donc l'État peut obtenir les fonds dont il a besoin par le biais du prêt public facultatif sans contraindre les individus et dans ce cas, l'État paie la dette avec intérêts selon les termes du contrat.<sup>22</sup>
- **Prêts Obligatoires (Compulsory Loans)** : Ces prêts sont des emprunts que l'État obtient des particuliers de manière obligatoire, où l'État exerce ses pouvoirs et autorités légaux, et oblige les particuliers et les organismes à souscrire à ces prêts<sup>23</sup>, et l'État a généralement recours à ce type de prêts dans des situations d'urgence telles que les guerres, les crises et pendant les périodes d'inflation afin de réduire le pouvoir d'achat dont disposent les

<sup>22</sup> - R.K. Suri, J.K. Budhiraja, Namita Rajput; " A Text Book of I.S.C. Economics " ;op.cit; p. 414

<sup>23</sup> M. Maria John Kennedy; " Public Finance "; op.cit ; p. 202

particuliers. Dalton a souligné qu'un prêt obligatoire est une rareté dans les finances publiques modernes, car il combine les inconvénients d'un prêt fiscal et d'un prêt facultatif, tout en manquant des avantages des deux.<sup>24</sup>

#### 2.4.2. Les sources du prêt

Les prêts publics sont classés selon leur source en prêts internes et Prêts externes.

Selon H. Dalton, le prêt est interne si des particuliers ou des institutions situés dans la zone sous le contrôle de l'autorité publique emprunteuse souscrivent à ses obligations, ces prêts internes sont émis sur le marché intérieur et souscrits en monnaie nationale, et peuvent être facultatifs ou obligatoires.

#### 2.4.3. La durée du prêt à rembourser

Les emprunts publics sont classés en termes de leurs durées en prêts permanents ou non remboursables, et en prêts temporaires ou remboursables.

- **Prêts permanents ou non remboursables (Irredeemable Loans) :** Cela signifie que les prêts dans lesquels l'État est obligé de payer régulièrement ses intérêts sans fixer une date pour rembourser le montant du prêt aux souscripteurs<sup>25</sup>, et ensuite l'État a la liberté absolue de choisir le bon moment pour rembourser.<sup>26</sup> Ce type de prêt peut inciter les gouvernements à ne pas rembourser, ce qui conduit à l'accumulation de dettes et l'augmentation des intérêts à payer.
- **Prêts temporaires ou remboursables (Redeemable Loans) :** Il s'agit des prêts que l'État doit rembourser à une certaine date précise, avec des intérêts à payer régulièrement, ce qui conduit à réduire son endettement et augmente ainsi sa capacité à emprunter à l'avenir. Les prêts temporaires peuvent être divisés en termes de durée en prêts à court terme, prêts à moyen terme et prêts à long terme.<sup>27</sup>

Les prêts à court terme sont les prêts qui ne dépassent pas une période d'un an, ce sont des obligations à court terme allant de 3 à 6 mois ou jusqu'à un an, émises par le trésor public afin de couvrir les besoins des dépenses publiques en période de déficit budgétaire saisonnier résultant de la perception tardive de certains impôts, notamment les impôts directs.

Quant aux prêts à moyen terme, ils incluent ceux d'une durée d'un à dix ans. Les prêts à long terme sont ceux qui dépassent une période de dix ans, et ils sont généralement émis pour financer des projets d'investissement public tels que : les transports, la mise en place de

<sup>24</sup> M. Maria John Kennedy; " Public Finance "; op.cit ; p. 202

<sup>25</sup> J.R. Gupta ; op.cit ; p. 223

<sup>26</sup> M.C. VAISH; op.cit; p. 388

<sup>27</sup> R.K. Suri et al. ; op.cit ; p. 413

certaines industries nécessaires au développement économique du pays, ou afin de couvrir les dépenses de guerres ou de défense nationale.

### **3. L'efficacité de la politique budgétaire et ses objectifs**

J.R. Hicks a décrit le modèle IS-LM en 1937 dans son article : "M. Keynes et les classiques", dans lequel il combinait les théories keynésiennes liées au marché de production et au marché monétaire pour montrer comment l'équilibre de ces deux marchés coïncide au même niveau de revenu et de taux d'intérêt.<sup>28</sup>

Le modèle IS-LM constitue la base de la macroéconomie à court terme<sup>29</sup> et comprend :

- La courbe IS (Investissement-Épargne) représente l'équilibre sur le marché des biens et services qui détermine le niveau de production
- La courbe M (Liquidité-Argent) représente l'équilibre sur le marché monétaire qui détermine le taux d'intérêt dans l'économie.<sup>30</sup>

Par conséquent, le modèle IS-LM, qui représente un modèle d'équilibre général, détermine les combinaisons de revenus (Y) et de taux d'intérêt (r) qui atteignent un équilibre instantané sur le marché des biens et services et le marché monétaire. En général, ce modèle peut être utilisé pour montrer l'impact des chocs macroéconomiques sur le niveau d'équilibre du revenu réel et du taux d'intérêt. Toutefois, stimuler l'activité économique par le biais de la politique budgétaire entraîne inévitablement une augmentation des déficits publics et par conséquent de la dette publique. Une augmentation de la dette peut mettre en péril la stabilité des finances publiques si elle n'est pas considérée comme durable par les marchés financiers. Cela entraînerait une augmentation des taux d'intérêt, compensant en partie les effets de relance budgétaire. Cette introduction nous amène à étudier le lien entre l'utilisation de la politique budgétaire pour relancer l'économie, comme on peut l'analyser avec le modèle IS-LM, et les objectifs ultime de cette politique.<sup>31</sup>

#### **3.1. Détermination de l'équilibre macroéconomique à l'aide du modèle IS-LM**

##### **3.1.1. L'équilibre du marché des biens et services : la courbe IS**

L'équilibre sur le marché des biens et services est atteint lorsque la demande globale et l'offre

---

<sup>28</sup> D.N. Dwivedi ; " Macroeconomics : Theory and Policy " ; 3rd edition ; op.cit ; p. 265

<sup>29</sup> Deepashree, Vanita Agarwal ; " Macroeconomics " ; Tata McGraw-Hill Publishing Company Limited ; New Delhi ; 2007 ; p. 3.1

<sup>30</sup> Graeme Chamberlin, Linda Yueh ; " Macroeconomics " ; Thomson Learning ; London ; 2006 ; p. 178

<sup>31</sup> Frederick Fourie ; " How to think and reason in Macroeconomics " ; 2nd edition ; Juta and Company Ltd. ; Cape Town ; South Africa ; 2001 ; p. 64

globale de biens et services sont égales<sup>32</sup>, où la courbe (IS) montre tous les rapprochements du niveau de revenu réel (Y) et du taux d'intérêt (r) où les dépenses sont égales au revenu.<sup>33</sup>

---

<sup>32</sup> Brian Snowdon, Howard R. Vane; " Modern Macroeconomics : Its Origins, Development and Current State "; Edward Elgar ; Cheltenham, UK and Northampton, MA, USA; 2005; p. 103

<sup>33</sup> Pierre-Yves Hénin; " Macrodynamics : Fluctuations and growth : A Study of the economy in equilibrium and disequilibrium "; Routledge Library Editions; London and New York; First published in 1986; reprinted in 2003; p. 52

Lorsque les dépenses sont au revenu réel, on peut écrire ce qui suit :

$$Y = C + I + G \dots\dots$$

Où : Y : le niveau de production ou de revenu.

C : consommation.

I : investissement.

G : dépenses publiques.

- **Fonction de consommation** :  $C = C_0 + c Y_d$

Avec :  $C_0$  : consommation indépendante du revenu.

c : Propension marginale à consommer.

$Y_d$  : revenu disponible, Où :  $Y = Y - T$  avec : Y : revenu réel, T : niveau d'imposition.<sup>34</sup>

- **Fonction d'investissement** :  $I = f(r)$

Où : I = Niveau d'investissement

r = Taux d'intérêt réel

\* Dépenses publiques

- **Fonction de dépenses** :  $G = G(Y)$

Où : G = Dépenses publiques totales

Y = Revenu national (ou PIB)

- **Fonction fiscale** :  $T = T' + tY$

Où :  $T'$  = Recettes fiscales totales (impôts)

t = taux d'imposition

Y = Revenu national (ou PIB)

La courbe (IS), qui exprime l'équilibre sur le marché des biens et services, a une pente négative car une baisse du taux d'intérêt augmente le niveau d'investissement. Et par conséquent, la demande globale et le niveau de production auquel l'équilibre du marché des biens et services est atteint.

$$Y = C_0 + c Y_d + I(r) + G(Y)$$

$$Y = C_0 + c (Y - T) + I(r) + G(Y)$$

<sup>34</sup> Graeme Chamberlin, Linda Yueh; " Macroeconomics "; op.cit; p. 179

$$Y = C_0 + c [ Y - (T' + tY) ] + I(r) + G(Y)$$

$$Y = C_0 + c Y - c T' - c tY + I(r) + G(Y)$$

$$Y - c Y + c tY = C_0 - c T' - I(r) - G(Y)$$

$$Y = \frac{1}{1 - c(1 - t)} (C_0 - c T' + I(r) + G(Y)) \dots \dots \dots (1)$$

Ainsi, l'équation (1) représente l'équation de la courbe (IS)

### 3.1.2. L'équilibre du marché monétaire : la courbe LM

Le marché monétaire est en équilibre lorsque l'offre de monnaie est égale à la demande de monnaie.<sup>35</sup> On suppose que la masse monétaire est une variable externe qui est généralement contrôlée par la banque centrale<sup>36</sup>, tandis que la demande de monnaie est déterminée par trois motifs principaux de détention de monnaie : le motif des transactions, réserve et la spéculation. Selon la théorie de J.M Keynes, La demande de monnaie basée sur les transactions et les réserves augmente avec le revenu, tandis que la demande de monnaie diminue avec le taux d'intérêt.<sup>37</sup>

La demande de monnaie correspond à la demande de soldes de trésorerie réels, et non de soldes nominatifs. La fonction de demande de soldes de trésorerie réels peut être décrite par l'équation suivante

$$\frac{M^d}{P} = L = k Y - f r$$

Où :  $M^d$  : offre nominale de monnaie

$P$  : Niveau général des prix

$L$  : la demande de monnaie

$Y$  : niveau de revenu.

$r$  : taux d'intérêt.

$f, k$  : ils indiquent le degré de sensibilité de la demande de monnaie aux variations du niveau de revenu et du taux d'intérêt, respectivement

Avec  $k, f > 0$

<sup>35</sup> M.C. VAISH; " Essentials of Macroeconomic Management "; op.cit ; p. 216

<sup>36</sup> Errol D'Souza, " Macroeconomics " ; Dorling Kindersley (India) Pvt. Ltd. Licensees of Pearson Education in South Asia ; New Delhi ; 2008 ; p. 243

<sup>37</sup> Brian Snowdon, Howard R. Vane; " Modern Macroeconomics : Its Origins, Development and Current State "; op.cit; p. 104

Il est supposé que l'offre de monnaie nominale soit une variable externe contrôlée par la banque centrale, avec un montant donné au niveau ( $M_s$ ). En supposant un niveau de prix fixe à ( $p$ ), pour que la masse monétaire réelle soit obtenue en divisant  $\frac{M_{MM}}{P}$

La courbe LM représente tous les rapprochements des taux d'intérêt et des niveaux de revenu auxquels l'offre et de la demande de monnaie sont égales, c'est-à-dire qu'il s'agit d'une série de points d'équilibre.

La courbe (LM) a une pente positive, où une augmentation du taux d'intérêt entraîne une diminution de la demande de soldes réels, mais pour maintenir la demande de soldes réels à un niveau d'offre constant, le niveau de revenu doit augmenter, et donc l'équilibre sur le marché monétaire indique qu'une augmentation du taux d'intérêt est suivie d'une augmentation du niveau de revenu.

L'équation de la courbe (LM) peut être obtenue en utilisant la condition d'équilibre du marché :

La demande de soldes en monnaie réelle est égale à la masse monétaire réelle, et donc :

$$\frac{M_s}{P} = L \Leftrightarrow \frac{M_s}{P} = k Y - f r$$

$$Y = \frac{1}{k} \left( \frac{M_s}{P} \right) + \left( \frac{f}{k} \right) r$$

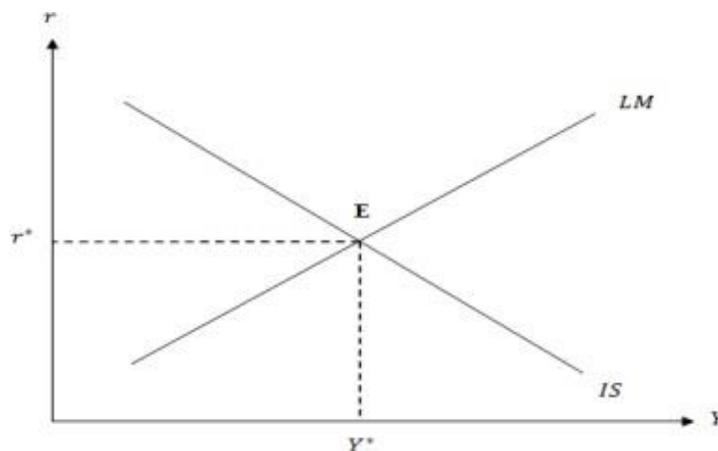
$$r = \frac{1}{ff} (k Y - \frac{M_{MM}}{P}) \dots \dots \dots (2)$$

Ainsi, l'équation (2) représente l'équation de la courbe (LM)

### 3.1.3. Marché d'équilibre des biens et services et marché monétaire : IS-LM

L'équilibre du marché des biens et services et du marché monétaire se situe à l'intersection de la courbe (IS) avec la courbe (LM). Selon la figure (1-1), l'équilibre se trouve au point (E), où le revenu équilibré est  $Y^*$  et le taux d'intérêt équilibré est  $r^*$ . Un seul point représente cet équilibre instantané, et s'il y a un écart par rapport à la position d'équilibre, certaines forces interagiront entre elles de manière à rétablir l'équilibre.<sup>38</sup>

<sup>38</sup> Raj Kumar; " International Economics "; EXCEL Books ; New Delhi ; 2008 ; p. 69

**Grphe 1 : Modèle IS/LM : l'équilibre simultané sur les deux marchés**

Source: Brian Snowdon, All, " Modern Macroeconomics: page 105

### 3.2. Les objectifs de la politique budgétaire

La politique budgétaire qui se caractérise par les décisions de dépenses et de prélèvement obligatoire de l'Etat, vise à atteindre plusieurs objectifs économiques tels que :

#### 3.2.1. Atteindre l'efficacité économique dans l'allocation des ressources

La politique budgétaire vise à atteindre l'allocation optimale des ressources entre les usages publics et privés en transférant des ressources du secteur privé vers le secteur public pour financer des dépenses publiques dédiés à la production de biens et services tout en garantissant la bonne utilisation de ces ressources. Par conséquent, une utilisation efficace des ressources nécessite d'atteindre la quantité maximale de production possible par ce moyen.<sup>39</sup>

#### 3.2.2. Atteindre la croissance économique

La croissance économique est un processus dans lequel le revenu réel augmente de manière cumulative et continue sur une période donnée, de sorte que cette augmentation soit supérieure au taux de croissance démographique tout en fournissant des services productifs et sociaux, en protégeant les ressources renouvelables et en préservant les ressources non renouvelables de l'épuisement. la politique budgétaire vise également à augmenter les taux de croissance économique tout en augmentant le produit national réel moyen par habitant au fil du temps.<sup>40</sup>

#### 3.2.3. Parvenir à la stabilité économique

La politique budgétaire joue un rôle important dans la réalisation de la stabilité économique en raison de son impact direct sur le niveau d'exploitation, le niveau des prix et le niveau du

<sup>39</sup> S.N. Chand; " Public Finance "; op.cit; p. 266

<sup>40</sup> A.C. Fernando; " Corporate Governance : Principles, Policies and Practices "; Dorling Kindersley (India) Pvt. Ltd.; New Delhi; 2006; p. 412

revenu national, il existe deux types fondamentaux de causes et de sources de déséquilibres et de fluctuations économiques qui déterminent la stabilité économique.

- L'émergence d'une augmentation ou d'un déficit de la demande globale dans l'économie nationale.
- L'existence de forces monopolistiques qui déterminent les règles de la concurrence.

Pour parvenir à la stabilité économique, la politique économique s'appuie sur des instruments de politique budgétaire grâce à leur impact sur la demande globale par le biais de la politique fiscale et des dépenses.<sup>41</sup>

#### **3.2.4. Atteindre le plein emploi**

La politique budgétaire vise à atteindre le plein emploi qui est un objectif majeur des politiques budgétaires menées par les gouvernements de divers pays, après la crise de la grande dépression. Dans les périodes de ralentissement, il est possible de mettre en place des mesures budgétaires expansionnistes en augmentant les dépenses, réduire les impôts, ou en combinant les deux en même temps, afin de favoriser la consommation et l'investissement. Généralement, le gouvernement tient beaucoup à cet objectif pour des raisons purement économique. Plus il y a de personnes affectées à différentes tâches, plus il y a des chances d'augmenter et d'améliorer la production locale.

#### **3.2.5. Redistribution du revenu national**

La répartition des revenus dans chaque société est déterminée par la propriété des moyens de production, où la répartition va principalement en faveur de ceux qui possèdent les moyens de production, c'est-à-dire que le processus de répartition des revenus est affecté par la répartition de la propriété des facteurs de production et la répartition des revenus entre les ménages peut ne pas être équitable du point de vue de la société. Cependant, l'objectif de la politique budgétaire dans ce cas est de rétablir l'équilibre grâce aux instruments de cette politique.

#### **3.2.6. Réaliser le développement économique**

Le développement économique consiste à mettre en place des actions et des politiques visant à modifier la structure de l'économie nationale, afin d'obtenir une augmentation rapide et permanente du revenu réel moyen sur une longue période, permettant à l'État d'atteindre les objectifs de développement économique, grâce au développement de politiques monétaires et fiscales à court et moyen terme pour réduire l'augmentation excessive des taux d'inflation.<sup>42</sup>

<sup>41</sup> D.N. Dwivedi ; " Macroeconomics : Theory and Policy " ; 3rd ed. :op.cit; p. 610

<sup>42</sup> S.N. Chand; " Public Finance " ; op.cit; p. 268

## Conclusion

Au terme de ce chapitre, on constate que la politique budgétaire est un outil de base indispensable des finances publiques modernes, en fait il s'agit d'un ensemble de mesures économiques du gouvernement en relation avec les dépenses publiques, les recettes publiques, la dette publique ou les emprunts publics, et détermine également l'impact de l'utilisation des ressources sur le niveau de la demande globale en affectant le niveau des dépenses de consommation et d'investissement dans l'économie, en outre, il fait également référence à des mesures de contrôle des fluctuations économiques qui constituent un obstacle au développement économique.

Keynes a souligné que les impôts, les dépenses publiques et la dette publique sont des outils de politique publique efficaces capables de déterminer le niveau de production et d'emploi, et en appliquant ces outils financiers, la politique budgétaire cherche à atteindre certains objectifs, à savoir :

- Le plein emploi, en augmentant les dépenses publiques et en réduisant les impôts, ce qui permet d'augmenter les dépenses du secteur privé et le niveau de la demande globale, ce qui entraîne à son tour une augmentation du niveau de production et d'emploi.
- La stabilité économique, qui cherche à réduire les variations de l'activité économique en suivant une politique budgétaire contracyclique qui ajoute à la demande globale pendant les récessions en augmentant les dépenses publiques et en réduisant les impôts, et qui freine la demande pendant les périodes de croissance en réduisant les dépenses publiques et en augmentant les impôts.
- La croissance économique, qui est devenue de plus en plus importante dans les pays en développement par rapport aux pays développés en raison du fait que la politique monétaire seule pour les pays en développement est incapable d'obtenir de bons résultats en raison de la faiblesse des marchés monétaires et des capitaux, et donc la politique budgétaire est utilisée comme un outil auxiliaire de la politique monétaire afin d'augmenter le taux de formation de capital, qui est le seul facteur décisif pour augmenter la production et l'emploi dans ces pays.

L'État utilise généralement sa politique budgétaire pour influencer le niveau des revenus et des taux d'intérêt afin de créer des effets souhaitables ou d'éviter des effets indésirables sur le niveau de l'activité économique.

## **Chapitre 02 : L'économie algérienne et l'évolution de ses finances publiques**

### **Introduction**

Au cours des dernières décennies, la situation des finances et de la dette publique en Algérie a connu des changements considérables suite aux différentes stratégies qui ont été mises en œuvre pour remédier au déficit structurel de ses finances publiques. Cependant, la situation actuelle qui semble, à priori satisfaisante, a traversée des périodes de croissances et de grave crises qui ont conduit le pays à adopter des réformes structurelles de son économie.

En effet, depuis son indépendance, l'Algérie a opté pour stratégie de planification centralisée et une implication significative du gouvernement dans les activités économiques, bénéficiant d'un marché pétrolier mondial favorable, où l'État a suivi une politique budgétaire expansionniste en augmentant ses dépenses de consommation et d'investissement.

Le choc pétrolier de 1986 est considéré comme un tournant dans l'évolution des finances publiques algériennes. En effet, la chute des prix du pétrole a entraîné l'amenuisement des recettes fiscales et la déstabilisation des fondements économiques du pays. Cette situation s'est aggravée à la fin des années 1990 entraînant le pays dans une situation de cessation des paiements et l'obligeant à contracter une dette extérieure conséquente. L'évolution de la situation a amené le pays à négocier cette dette avec le FMI et les pays créanciers et à adopter en contrepartie des réformes structurelles et une stratégie économique orientée vers l'économie de marché loin des fondamentaux des années 1970 et 1980.

Ainsi, et afin de pouvoir comprendre l'évolution des finances et de la dette publique en Algérie, nous évoquerons, sous l'angle de l'historicité économique, un bref rappel sur l'évolution de l'économie de l'Algérie dans un premier point. Dans le second point de ce chapitre, nous rappellerons l'évolution des finances publiques en Algérie en analysant certains indicateurs comme la dette publique et le déficit budgétaire.

## 1. Bref rappel sur l'évolution de l'économie algérienne

Au lendemain de son indépendance, l'Algérie hérita d'une économie désarticulée, extravertie et fortement dépendante. Une économie structurée en fonction des seuls intérêts économiques de la métropole et de la minorité d'européens vivants sur le sol algérien. Les conséquences directes du pacte colonial laissèrent d'importantes vulnérabilités économiques liées à la structure productive (agriculture et industrie), à la structure commerciale (importations et exportations) mais aussi à la situation de l'emploi (chômage de masse). Dès lors, on comprend pourquoi la stratégie de développement engagée à partir de 1967 vise à réaliser l'intégration et l'introversion du système productif national, envisagées comme conditions *sine qua non* pour concrétiser un développement économique et social qui se veut indépendant<sup>1</sup>.

### 1.1. La période de planification 1965-1980

En 1966, le parc industriel en Algérie offrait moins de 50 000 emplois. Le taux d'analphabétisme était de 85% et l'espérance de vie à la naissance ne dépasse pas les 50 ans. La Guerre de Libération et la volonté d'asseoir l'égalité au sein de la population a profondément marqué les décisions politiques et économiques de l'Algérie de l'époque. Cette situation s'affine et donne naissance dès 1966 à « un Modèle de Développement Algérien » qui s'appuie sur des plans successifs<sup>2</sup>. En réalité, ce qui était visé n'était rien de moins que de rattraper le niveau de vie des pays développés et le meilleur moyen d'y parvenir était la voie d'une industrialisation massive de l'économie<sup>3</sup>.

La tâche de l'identification des industries qui pourront générer les effets d'entraînement souhaités est confiée à De Bernis qui en 1971 donna une classification en trois parties :

- Le bloc des 4 secteurs qui fournissent les biens de capital aux autres secteurs : l'équipement industriel, les machines-outils, les moteurs et turbines et l'outillage.
- Les grands secteurs de l'industrie chimique qui se déploient en chimie minérale (soufre et dérivés, électrochimie) et la fabrication d'engrais d'une part et en chimie organique, avec les grands produits de base, les grands intermédiaires, les matières plastiques et les caoutchoucs synthétiques, d'autre part.
- L'énergie qui est un input indispensable dans la production de tous les biens.

---

<sup>1</sup> R. BOUGHIDENE, « Analyse de l'efficacité des politiques budgétaires à travers la théorie des cycles. Cas de l'Algérie ». Thèse de Doctorat. 2019.

<sup>2</sup> H. BENISSAD, « Economie du développement de l'Algérie ». p 35

<sup>3</sup> M. KHELLADI, « L'Algérie pays immergeant, D'un géant sur papier à un géant en papier » p 54.

Ainsi élaborée, la stratégie de développement initiée en Algérie à partir des années 60-70 a nécessité d'importants capitaux et une importation massive de technologie.

### **1.2. Tentatives de restructuration des années 1980**

Les années 1980 sont inscrites par les autorités sous le thème des « restructurations ». Toute la stratégie devrait se focaliser sur les actions susceptibles de pallier les dysfonctionnements de l'économie et donner de l'efficacité à la sphère économique et annihiler le déficit des entreprises publiques. Cette stratégie s'est traduite par un plan quinquennal qui porte sur la période 1980-1984 et un deuxième plan quadriennal qui n'a pas pu être entamé à cause de la crise pétrolière de 1986. L'ensemble des actions visées dans le premier plan était entre autres celles de redonner la place au secteur agricole avec notamment l'augmentation de la part des investissements allouée à ce secteur et l'encouragement de la propriété foncière privée, et la restructuration organique et financière des sociétés nationales. Le morcellement de ces sociétés a, par exemple, porté leur nombre de 70 grandes sociétés nationales en plus de 400 entreprises nationales et régionales.

Les résultats escomptés de cette réforme ont été très modestes et la continuité a pris le dessus sur le changement. En 1985, la chute brutale du prix du pétrole, à laquelle s'ajoute celle du dollar provoqua un choc sur l'économie algérienne. Les exportations baissent de 55,5% en valeur entre 1984 et 1987 et les importations diminuent également de 54%. Le déficit d'exploitation hors hydrocarbures des entreprises publiques était évalué à 125 milliards de DA, alors qu'il était de 1880 millions de DA en 1978 et de 408 millions de DA en 1973<sup>4</sup>. (Aissaoui, 2001, Ecrèment, 1986).

A la fin des années 1980, l'Algérie engage un processus de réformes économiques que l'on désigna plus tard comme une « transition vers l'économie de marché ». Ces réformes n'ont malheureusement pas abouti. Ainsi, à la fin des années 1980, le déficit du trésor auprès de la Banque Centrale atteignit 200 milliards de dinars celui du secteur public 160 milliards et 50% de la masse monétaire échappa totalement aux circuits bancaires<sup>5</sup>.

### **1.3. Arrêt des réformes et ajustement structurel**

Les réformes promises au lendemain du contre-choc pétrolier sont remises en causes et une série de lois ont été promulguées. Ainsi, la Banque Centrale est remise sous tutelle du gouvernement et la loi sur la monnaie et le crédit a été révisée. Les fonds de participations de

---

<sup>4</sup> A. AISSAOUI, « Algeria: the political economy of oil and gas », 2001.

<sup>5</sup> Idem.

l'Etat dans les entreprises ont été supprimés et une réorganisation des entreprises par branches homogènes comme dans les années 1970 a été adoptée. Le code du commerce a été modifié et un comité *ad hoc* interministériel chargé du suivi du commerce extérieur et de la nature des engagements commerciaux avec l'extérieur est créé. Ce comité avait pour mission de fixer, en relation avec le système bancaire, les normes d'accès aux devises et aux crédits pour les importateurs. A nouveau, selon le gouvernement de l'époque, la rareté des ressources en devises (contexte macroéconomique) exige ce type de mesure<sup>6</sup>.

L'ensemble des mesures de replâtrage apportées par le gouvernement n'ont pas pu dynamiser l'économie. Les taux de croissance du PIB sont devenus négatifs (-1,2% en 1991, 1,8% en 1991 et -2,10% en 1993). Le dinar a connu une dévaluation par rapport au dollar américain passant de 8,96 en 1990 pour atteindre 23,35 en 1993. Le taux chômage a atteint 23,8% en 1992 et le taux d'inflation a franchi les 31,7%<sup>7</sup>. Ces conditions économiques intenable ont conduit l'Algérie à une situation de cessation de paiement en 1994. Le gouvernement demande le rééchelonnement de sa dette extérieure et négocie un Programme d'Ajustement Structurel avec le FMI et la banque mondiale (1994-1998).

Les accords de rééchelonnement conclus avec les Clubs de Paris (1994) et de Londres (1995) apportent 20 à 22 milliards de dollars d'argent frais entre 1994 et 1998. En contrepartie, le gouvernement engage l'Algérie auprès de ses créanciers sur un plan d'ajustement structurel comprenant des mesures de stabilisation macro financière (réduction de l'inflation, dévaluation et convertibilité du dinar dans les transactions commerciales avec l'extérieur, libération des prix, libéralisation du commerce extérieur, restauration des équilibres internes et externes) comme préalable à des réformes de structure.

#### **2.4. Hausse des revenus des hydrocarbures et relance budgétaire post-années 2000**

Le redressement des prix des hydrocarbures au début des années 2000 a permis à l'Algérie de conforter ses finances publiques et de corriger les déséquilibres budgétaires hérités de la période des années 1990. Les ambitions affichées par le gouvernement sont traduites par la mise en place, pour une nième fois depuis l'indépendance, de programmes quinquennaux dans le but de relancer la croissance économique qui demeure jusqu'à cette date terne. Les politiques économiques bâtis sur les « plans » semblent perdurer dans les cercles de décisions politiques de l'Etat. Ainsi, les trois programmes ou plans tracés (de 2001 à 2016) reposent sur des

---

<sup>6</sup> M..E. BENISSAD, « L'ajustement structurel: objectifs et expériences », p 8.

<sup>7</sup> Données tirées du site de l'Office National des Statistiques. [www.ONS.dz](http://www.ONS.dz)

politiques de relances de types keynésiennes, où l'Etat intervient massivement dans la sphère économique par une injection de plus de 500 milliards de dollars américains. Les objectifs principaux assignés à ces différents programmes peuvent être résumés comme suit :

- La relance de la croissance économique par la politique des grands travaux publics et la dotation du territoire national d'infrastructure de base ;
- La réduction des inégalités en termes d'infrastructure et de pouvoir d'achat entre les zones urbaine et rurales pour une meilleure équité régionale
- Améliorer le climat social et le niveau de vie, réduire le chômage, garantir un meilleur accès à aux soins et à l'éducation...

Bien entendu, en plus de ces objectifs repris dans chacun des plans mis en place durant cette période, s'ajoutent d'autres objectifs de court terme spécifique à chaque plan. Le plan de soutien à la relance économique (2001-2004) se fixe comme priorité, par exemple, la réduction du taux de chômage et l'atténuation des effets du programme d'ajustement structurel en créant 850 milles emplois.

#### ***Le plan de soutien à la relance économique (PSRE) 2001-2004<sup>8</sup>***

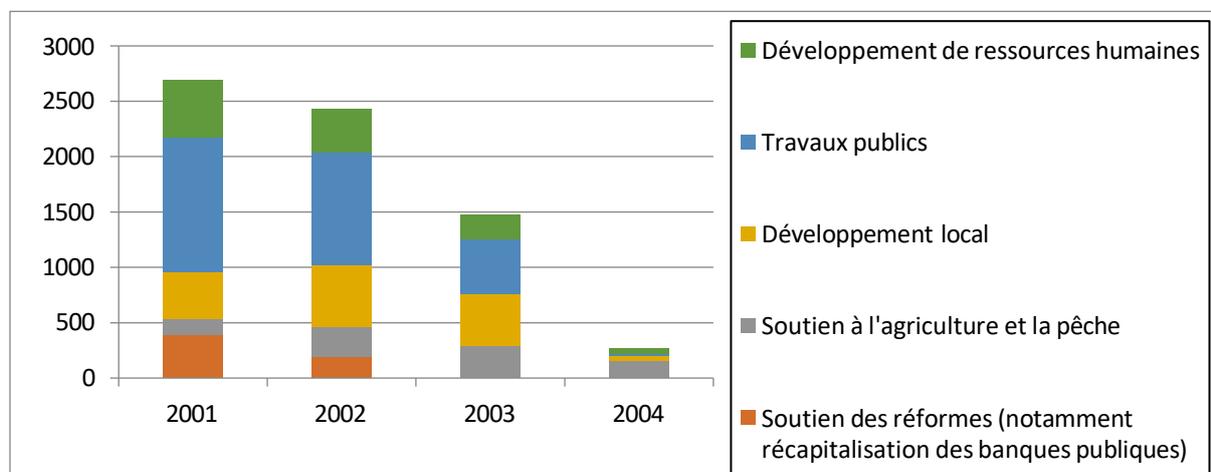
Un plan triennal de soutien à la croissance économique (PSRE) a été lancé en 2001 dont les ambitions sont de répondre aux énormes besoins d'une économie en pleine transformation et asseoir une croissance économique à même d'entraîner un décollage effectif. En termes de chiffres, le PSRE prévoit une dépense budgétaire de l'ordre de 7 milliards de dollars sur toute la durée du plan, soit 525 milliard de DA. Les montants annuels prévus dans le cadre de ce programme représentent environ 13 % du PIB sur trois ans avec des décaissements dégressifs allant de 2,68 milliards de dollars en 2001 à 268 millions de dollars US en 2004. Quant à la répartition de ce budget, elle est effectuée selon des priorités jugée urgentes par le gouvernement. Ainsi, sur l'ensemble du plan, le secteur qui s'accapare la plus grande part est bien le secteur des travaux publics (qui incorpore l'habitat aussi) avec une part de 33% et un montant de 2,253 milliards de dollars. S'ensuit le développement local avec 22% et le développement des ressources humaines avec 17% de l'ensemble du budget. Enfin le secteur de l'agriculture et de la pêche avec un montant 850 millions de dollars et une part de 12% et le

---

<sup>8</sup> Ministère des finances, « Note sur le Programme Complémentaire de Soutien à la Croissance (PCSC) et la loi de finances complémentaire pour 2005 », Juillet 2015.

soutient des réformes (notamment recapitalisation des banques publiques) avec 8% et un montant de 589 millions de dollars (figure 2).

**Figure 2 : Répartition budgétaire des dépenses du PSRE 2001-2004. (10<sup>6</sup> DA).**



Source : construit par nous même à partir des données de l'ONS.

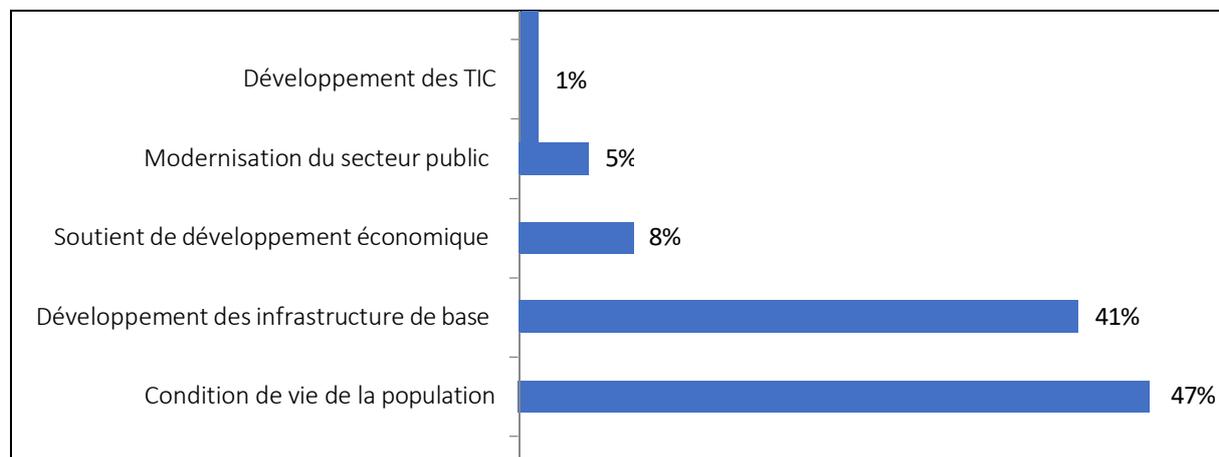
Dans ce sens, plusieurs mesures ont été entreprises pour le renforcement et la promotion des conditions d'instauration d'un environnement favorable à l'application des mécanismes du marché. Ce plan intègre aussi des mesures d'allègement fiscal en faveur des entreprises nationales et des investisseurs étrangers. Notons aussi, qu'en parallèle au PSRE, il a été mis en place en juillet 2002, un plan national de développement agricole PNDA, pour soutenir la croissance dans ce secteur mais induit des dépenses supplémentaire au PSRE.

### ***Le plan complémentaire de soutien à la croissance (PCSC) 2005-2009***

Le PSRE étant arrivé à terme, l'Etat algérien a jugé utile d'élaborer et de mettre en œuvre un deuxième programme quinquennal afin de combler les échecs du précédent et d'asseoir son intention d'investir dans les grands projets. Ainsi, et en prolongement logique du PSRE, l'année 2005 est marquée par le lancement du plan complémentaire de soutien à la croissance (PCSC). Les montants affectés au PCSC n'étaient pas fixés, car d'autres programmes spéciaux pour les régions du Grand Sud et les Hauts Plateaux ont été rajoutés au cours de cette période. Ainsi, les montants sont passés successivement de 55 milliards de dollars fin 2004 à 100 milliards de dollars fin 2005, puis fin 2006 à 140 milliards de dollars US (Banque Mondiale, 2007), et a été clôturé fin 2009 à presque 200 milliards de dollars. Cette action budgétaire s'inscrit comme la précédente dans le soutien à la croissance économique, l'amélioration du climat des affaires, et l'incitation du secteur privé à s'impliquer davantage dans le

développement économique du pays. Les infrastructures économiques et sociales se sont taillées la part du lion dans l'enveloppe globale destinée à ce programme, le développement humain (santé, logement, éducation..) connaîtront à leur tour des avancées remarquables, 25% sont destinées à l'habitat et au cadre de vie (loi de finances de 2005).

**Graphe 3 : Structure du PCSC en % du budget total. 2005-2009.**



Source : Construit par nous même à partir des données de l'ONS.

### ***Le programme d'investissement public (PIP) 2010-2014***

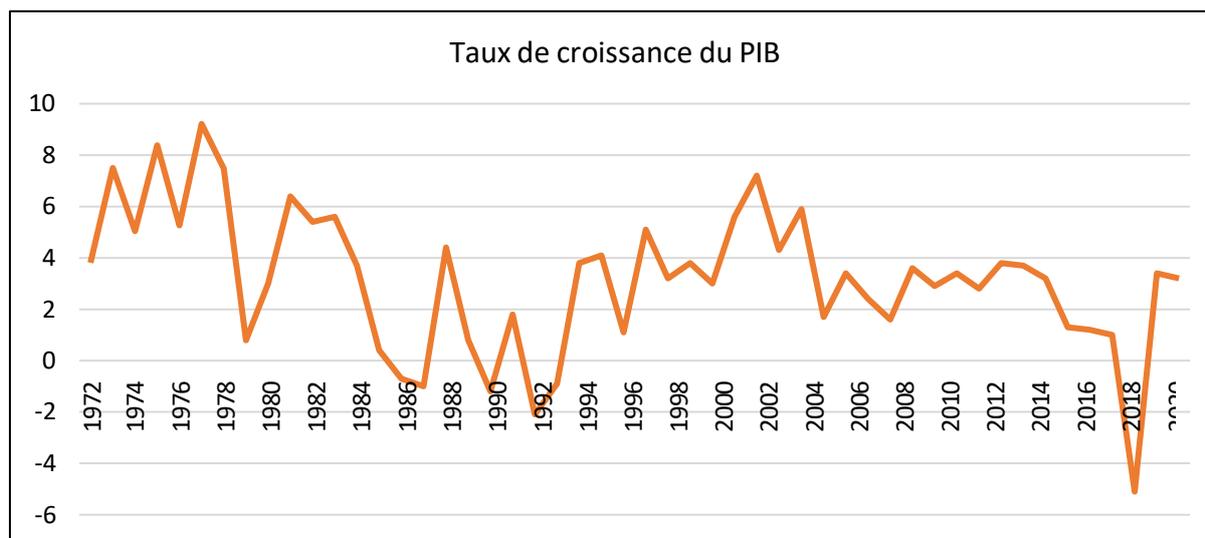
Nonobstant toute réflexion sur la crise financière et économique de 2008 qui a touché la plupart des économies mondiales et s'appuyant encore une fois sur l'envolée des prix pétroliers sur le marché international, le gouvernement algérien a présenté en 2009 un troisième plan quinquennal de relance économique qui s'étalait sur la période de 2010-2014. Cet ambitieux programme était conçu dans la continuité des deux premiers programmes et dans une approche purement keynésienne de relance de la croissance par une intervention budgétaire massive. Ce programme est doté d'une enveloppe budgétaire globale de 286 milliards de dollars US, soit 21 124 milliards de DA et retient deux grands axes (Document du conseil des ministres du 24 mai 2010). Le premier étant le parachèvement des grands projets déjà entamé (routes, rail, eau...) pour un montant de 130 milliards de dollars US, soit 9700 milliards de dinars. Le second axe est l'engagement de nouveaux projets pour un montant de 156 milliards de dollars US, soit 11 534 milliards de dinars. En détail, ce programme prévoit entre autre de réaliser :

- Plus de 40% des ressources seront réservées à l'amélioration du développement humain (projet de réalisation de 2 millions de logements, 172 hôpitaux, 5000 établissements de l'Education nationale, 80 stades, 35 barrages...);

- 40% des ressources seront affectées aux infrastructures de base et des services publics (3100 milliards de DA pour l'extension et la modernisation du réseau routier, 2800 milliards pour le rail et le transport urbain...);
- Appui au développement de l'économie nationale avec plus de 1500 milliards de dinars, dont 1000 milliards pour le soutien du développement agricole et 150 milliard pour la promotion des PME à travers la réalisation des zones industrielles, la mise à niveau et la bonification des crédits bancaires (300milliards de dinars);
- Le développement industriel mobilise plus de 2000 milliards de dinars (350 milliards sont destinés à l'encouragement de la création d'emplois)
- Economie de la connaissance a mobilisé plus de 250 milliards de dinars à travers le soutien à la recherche scientifique et la généralisation de l'usage de l'outil informatique dans tout le système national d'enseignement de dans le service public.

Après quinze années de cumul de rente pétrolière, de dépenses et d'investissements, les résultats escomptés semblent toujours médiocres. Le taux de croissance du PIB algérien sur l'ensemble de cette période est de 3,69%, avec des taux bas de 1,6% en 2003 et 2009. La contribution du secteur des hydrocarbures dans le PIB total semble toujours prépondérante car elle avoisine les 37% sur la même période. Les finances publiques sont dans état critiques en 2018.

**Graphe 4 : Taux de croissance du PIB algérien (2000-2017)**



Source : Construit par nous même à partir de la base de données de la Banque Mondiale.

## 2.5. L'Algérie post-COVID (2018-2023)

La production d'hydrocarbures et les recettes d'exportation continuent d'occuper une place centrale dans l'économie algérienne. Le secteur pétrolier et gazier a représenté 19 % du produit intérieur brut (PIB), 93 % des exportations de marchandises et 38 % des recettes budgétaires entre 2016 et 2021. Le taux de chômage aura atteint 12,7 % de la population active totale en 2021 et 31,9 % chez les 15-24 ans<sup>9</sup>.

Le redressement soutenu de la production d'hydrocarbures a contribué à la reprise de l'économie après la récession provoquée par la COVID-19 : le PIB a progressé de 3,4 % en 2022, après une contraction de 5,1 % en 2020. La croissance du PIB hors hydrocarbures s'est accélérée (+3,7 %), tirée par la consommation privée et la baisse des volumes d'importation. L'activité hors hydrocarbures a bénéficié d'un redressement de la production dans l'agriculture ainsi que dans les industries manufacturières et le secteur des services.

Les soldes extérieur et budgétaire se sont nettement redressés en 2022, à la faveur de la hausse des prix mondiaux des hydrocarbures. Malgré le faible niveau des investissements intérieurs et des politiques d'importation plus strictes, les importations de marchandises ont augmenté de 7,4 % en 2022, à la suite de la hausse des cours mondiaux des matières premières. Les réserves internationales ont augmenté pour atteindre 61,7 milliards de dollars à la fin de 2022, soit de quoi couvrir environ 16,3 mois d'importations de biens et de services<sup>10</sup>. La dette publique a atteint 50,9 % du PIB à la fin de 2022 selon les estimations, et elle reste majoritairement détenue par des créanciers nationaux, avec des échéances à long terme et des taux d'intérêt réels négatifs. Malgré une accalmie au quatrième trimestre, l'inflation a atteint 9,3 % en 2022; nourrie par la hausse des prix des denrées alimentaires, elle touche plus durement les populations vulnérables, l'alimentation représentant plus de la moitié des dépenses des ménages au sein des 40 % les plus pauvres de la population.<sup>11</sup>

Au cours des deux dernières décennies, le boom des hydrocarbures a permis à l'Algérie de progresser sur le plan du développement économique et humain. Le pays a pratiquement apuré sa dette multilatérale en 2008, investi dans des projets d'infrastructures propices à la croissance économique et mis en place des politiques sociales à caractère redistributif qui ont contribué à faire reculer la pauvreté et à fortement améliorer les indicateurs de développement humain.

---

<sup>9</sup> Données tirées de l'ONS.

<sup>10</sup> Banque d'Algérie, « Note de conjoncture 2023 ». disponible sur : <https://www.bank-of-algeria.dz/stoodroa/2023/03/Note-de-conjoncture-neuf-premiers-mois-2022.pdf>

<sup>11</sup> Idem.

## **2. Analyse descriptive des finances publique en Algérie**

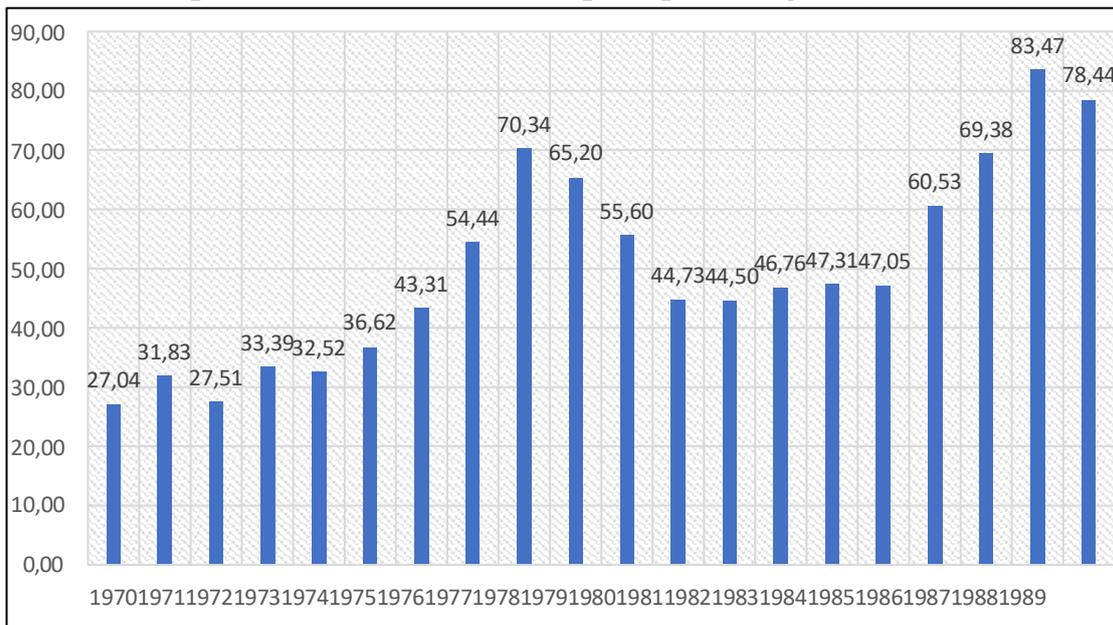
L'analyse descriptive de la dette publique en Algérie révèle une dynamique complexe influencée par divers facteurs économiques et politiques. Au fil des années, la dette publique algérienne a fluctué en réponse aux changements dans les prix des hydrocarbures, qui constituent une part substantielle des revenus de l'État. Les périodes de baisse des prix du pétrole ont souvent conduit à une augmentation de la dette, tandis que les hausses ont parfois permis de la réduire. En outre, les politiques budgétaires et fiscales, les dépenses publiques, ainsi que les réformes économiques ont joué un rôle crucial dans l'évolution de cette dette.

Nous adopterons dans cette section la même démarche que dans la première. Nous essaierons d'analyser les composantes de la dette publique en Algérie par période. Nous estimons que cela nous offre d'une part une vision détaillée de la situation financière de l'Algérie, et d'autre part une perspective essentielle pour comprendre les défis actuels et futurs auxquels le pays est confronté en matière de gestion de sa dette publique.

### **2.1. La période 1970-1989**

Au cours des années 1970, le taux d'endettement public a eu une augmentation significative, passant de 27 % du PIB en 1970 à plus de 70 % au cours de la période 1978-1979. Cette forte augmentation s'explique par les importants investissements publics lancés par l'Algérie, notamment dans les secteurs de l'industrie et des infrastructures, financés principalement par l'endettement. Après avoir atteint le pic de 83,47% en 1988, le niveau de dettes semble s'être légèrement stabilisé pour revenir à 78,44% en 1989. Et malgré la hausse des prix du pétrole durant cette période, l'Algérie n'a pas réussi à utiliser les revenus des hydrocarbures pour réduire sa dette.

**Graphe 5 : Evolution de la dette publique en Algérie (1970-1989)**

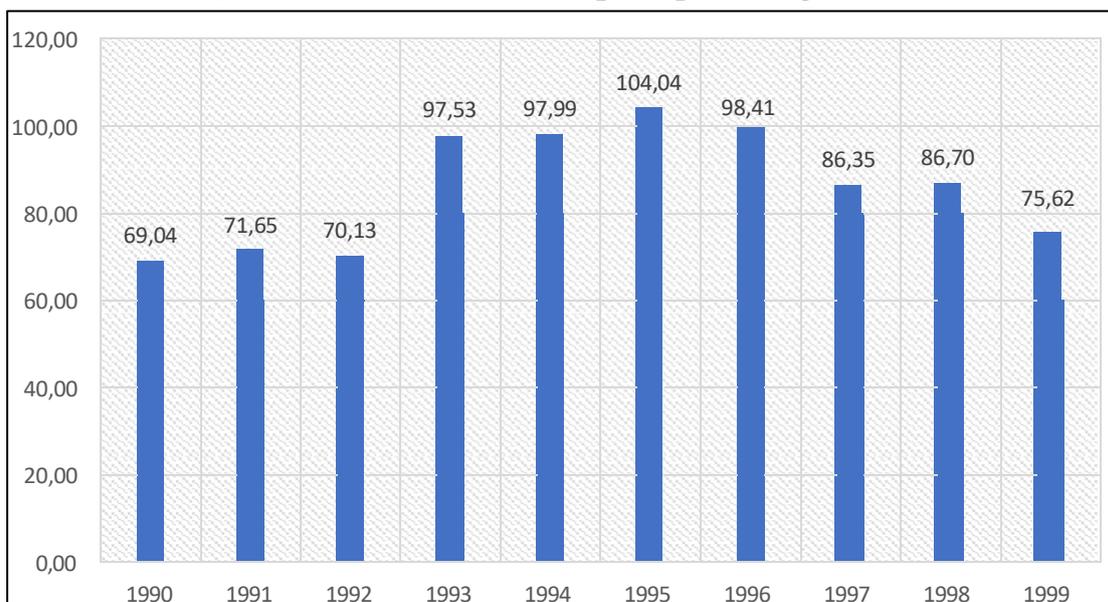


Source : Elaboré par nous-même à partir des données de la banque mondiale

## 2.2. La période 1990-1999

D'après le graphe 6, le ratio de la dette publique a connu une forte augmentation dans la première moitié des années 90, passant de 69% du PIB à 104% en 1995 en raison du choc pétrolier qui a fortement réduit les recettes d'exportation d'hydrocarbures, ainsi la crise économique qui a fragilisé l'équilibre macro-économique et budgétaire.

**Graphe 6 : Evolution de la dette publique en Algérie (1990-1999)**



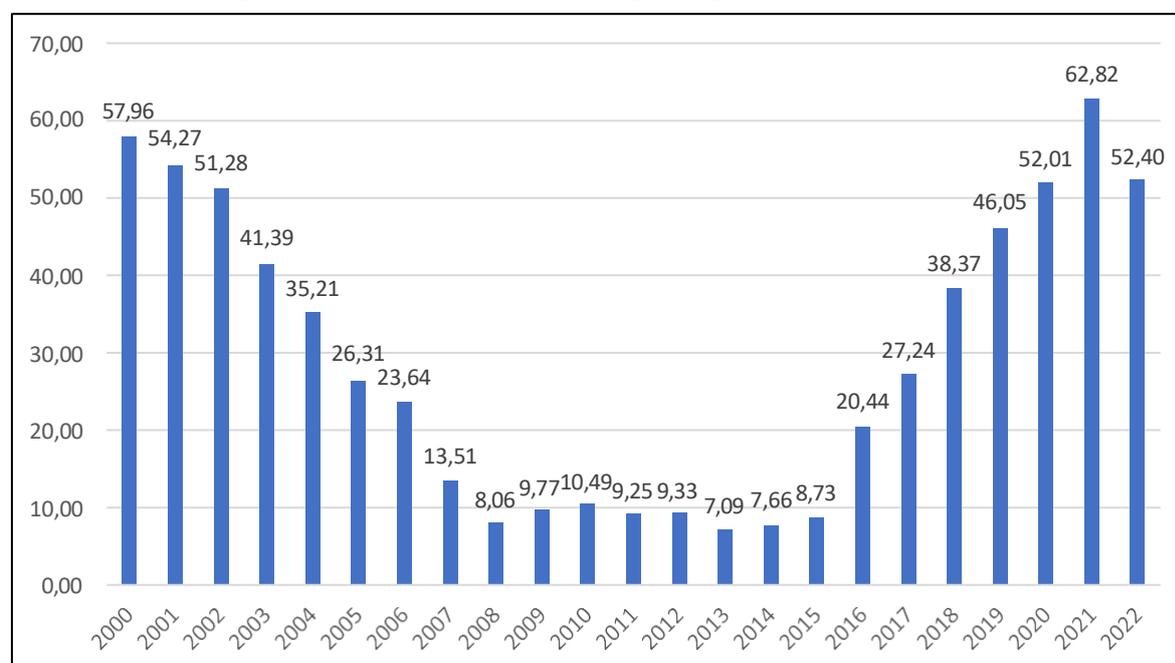
Source : Elaborer par nous même à partir de données de la banque mondiale

Après avoir atteint son maximum en 1995, il y a eu une légère diminution ramenant le ratio à 98,41% en 1996. Cependant, ce n'est qu'en 1997 que l'on a observé un réel changement significatif à la baisse, le ratio retombant en dessous de 90%. Cette réduction de la dette a été rendu possible grâce à la hausse des prix du pétrole. Malgré une légère baisse à 75,62% du PIB en 1999, le ratio reste supérieur à celui de 1990, ce qui montre l'impact négatif et les dommages causés par les années 90 sur la stabilité budgétaire de l'Algérie.

### 2.3. La période 2000-2022

Au début des années 2000, la dette publique de l'Algérie était financée principalement par des fonds étrangers, représentant 57% du PIB. Grâce aux réformes structurelles exigés par le FMI, la dette publique diminue une année après l'autre arrivée jusqu'à 26% en 2005.

**Graph 7 : Evolution de la dette publique en Algérie 2000-2022**



Source : Elaborer par nous même à partir de données de la banque mondiale

En 2006, les autorités ont pris la décision de rembourser par anticipation l'encours de la dette extérieure en raison de la hausse des prix du pétrole. Dans cette optique, le taux de dette publique par rapport au PIB a considérablement diminué pour se stabiliser entre 13 et 8% du PIB entre 2007 et 2015.

On constate aussi que la période de croissance positive a pris fin avec le choc pétrolier de 2014. Suite à la diminution des revenus provenant de la vente de pétrole et de gaz, l'Algérie a de nouveau fait face à d'importants déficits budgétaires, qu'elle a dû combler en contractant rapidement des emprunts. De 2016 à 2022, le taux d'endettement par rapport au PIB a

fortement augmenté, presque triplant pour atteindre 52,40% selon les estimations les plus récentes. Le retour au surendettement compromet la viabilité des finances publiques à moyen terme.

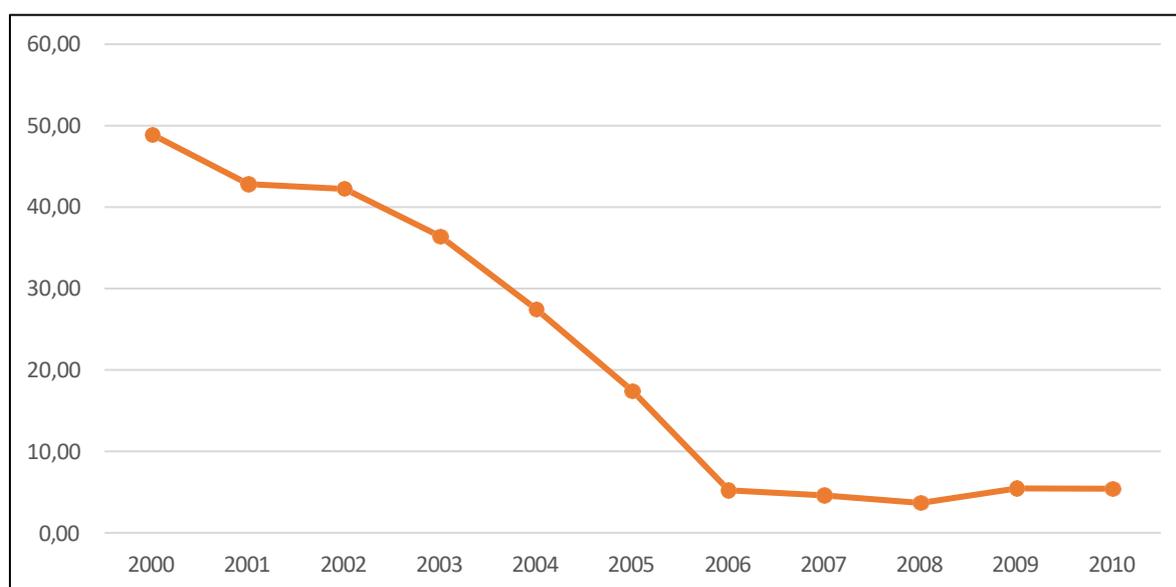
Cette analyse graphique illustre bien les difficultés structurelles de l'Algérie à maintenir une trajectoire soutenable de désendettement sur longue période. Par ailleurs, il est important de souligner que la principale raison de l'augmentation de la dette publique est le non-respect des règles budgétaires, notamment la règle d'or qui impose l'équilibre budgétaire, d'une part, et l'échec des autorités publiques à atteindre l'objectif de diversification de l'économie algérienne, d'autre part. Parce que chaque fois que les prix du pétrole baissent, l'économie algérienne se retrouve en crise, les déficits budgétaires augmentent et la dette publique augmente.

## 2.4. Evolution du stock la dette extérieure en % RNB

### 2.4.1. La période 2000-2010

Les données présentées dans le tableau démontrent une baisse significative et constante du stock de la dette extérieure sur la période 2000-2010. Après avoir débuté à un niveau très élevé de 48,88% en 2000 en raison d'un endettement massif, le stock de la dette extérieure a progressivement diminué pour atteindre 5,41% en 2010, ce qui représente une diminution de près de 90%. Après avoir stagné pendant trois ans à environ 40 % du RNB, 2004 a marqué un retournement de situation, avec une baisse impressionnante à 27,42 %.

**Graphe 8 : Evolution du stock de la dette extérieure**



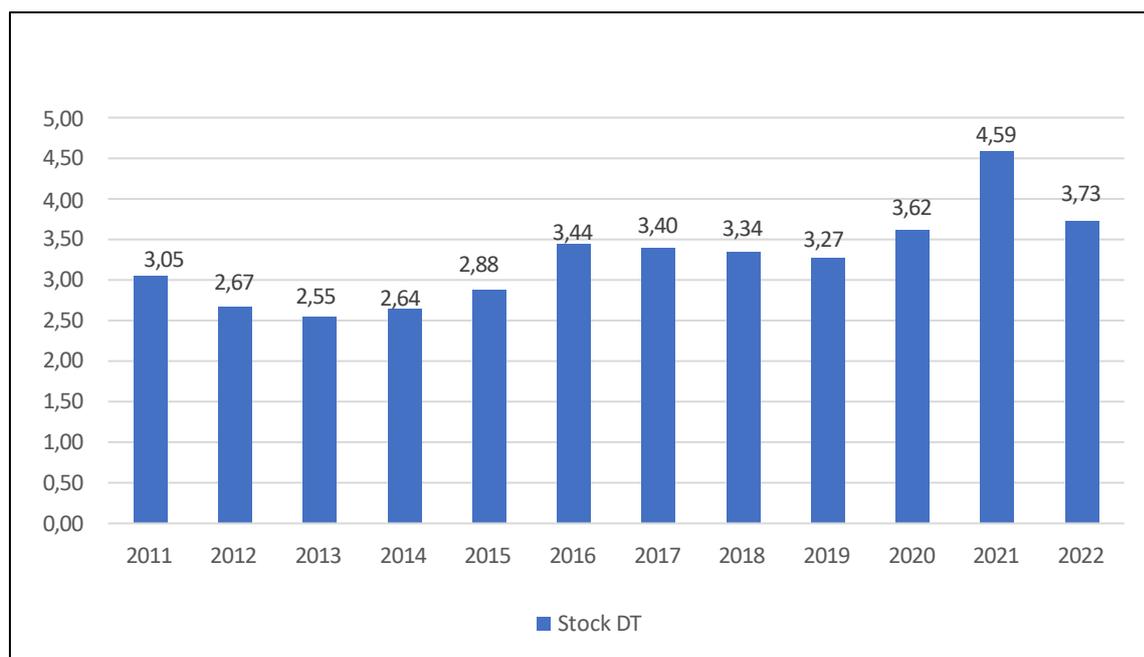
Source : Elaborer par nous même à partir de données de la banque mondiale

Ce tournant a permis une baisse continue d'une année sur l'autre jusqu'à un creux de 5,41 % en 2010. Les développements récents démontrent la mise en œuvre de mesures stratégiques au cours des dix dernières années pour améliorer la situation financière internationale et la résilience aux pressions extérieures en réalignant les paiements courants. En effet, La réduction impressionnante de la dette étrangère a renforcé la capacité économique et budgétaire.

#### 2.4.2. La période 2011-2022

Les données présentées dans le graphe 9 démontrent une période de stabilisation modérée, représentant environ 3 % du RNB, au cours de la période 2011 à 2022, suite à des progrès significatifs dans la réduction de la dette extérieure au cours de la dernière décennie. En effet, l'encours de la dette extérieure reste dans une fourchette relativement étroite entre 2,55% en 2013 et 4,59% en 2021, ne dépassant pas le seuil de 5% atteint à la fin de la période précédente.

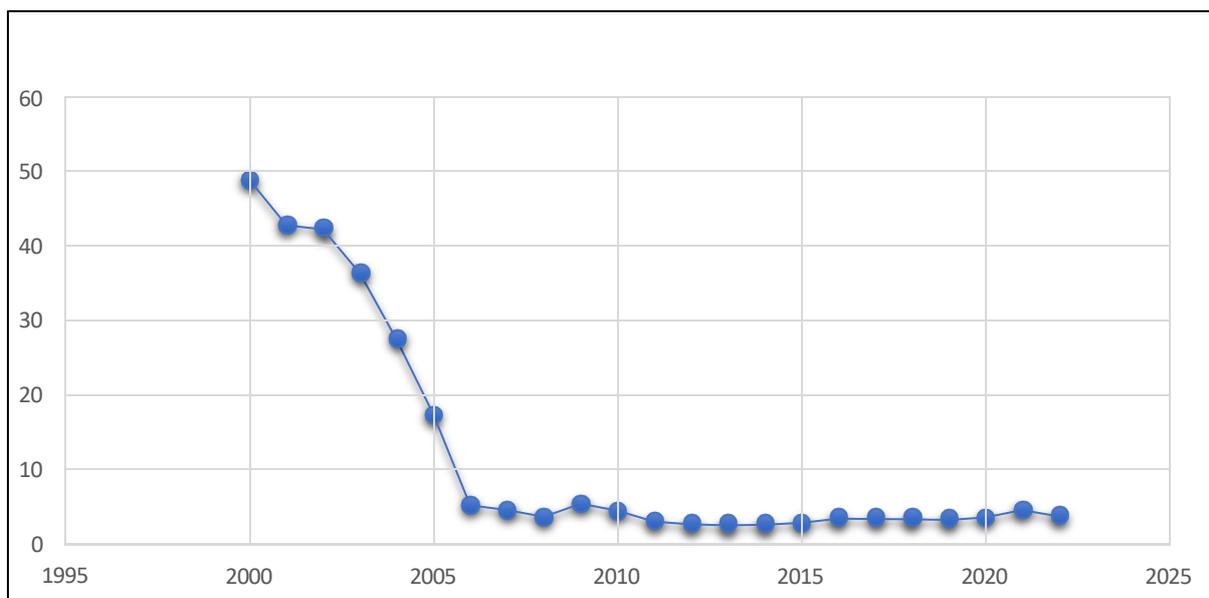
**Graphe 9 : Evolution du stock de la dette 2011-2022**



Source : Elaborer par nous même à partir de données de la banque mondiale

Cette stabilité reflète les efforts soutenus visant à maintenir une situation financière extérieure saine et une maîtrise durable du recours aux emprunts non concessionnels. Cependant, bien qu'il y ait eu une légère augmentation entre 2015 et 2017, suivie d'un renversement en 2019 et d'une éventuelle reprise en raison des chocs pandémiques en 2021, l'indice de la dette est resté nettement inférieur à des seuils importants.

**Graphe 10 : Evolution du stock de la dette extérieure en RNB**



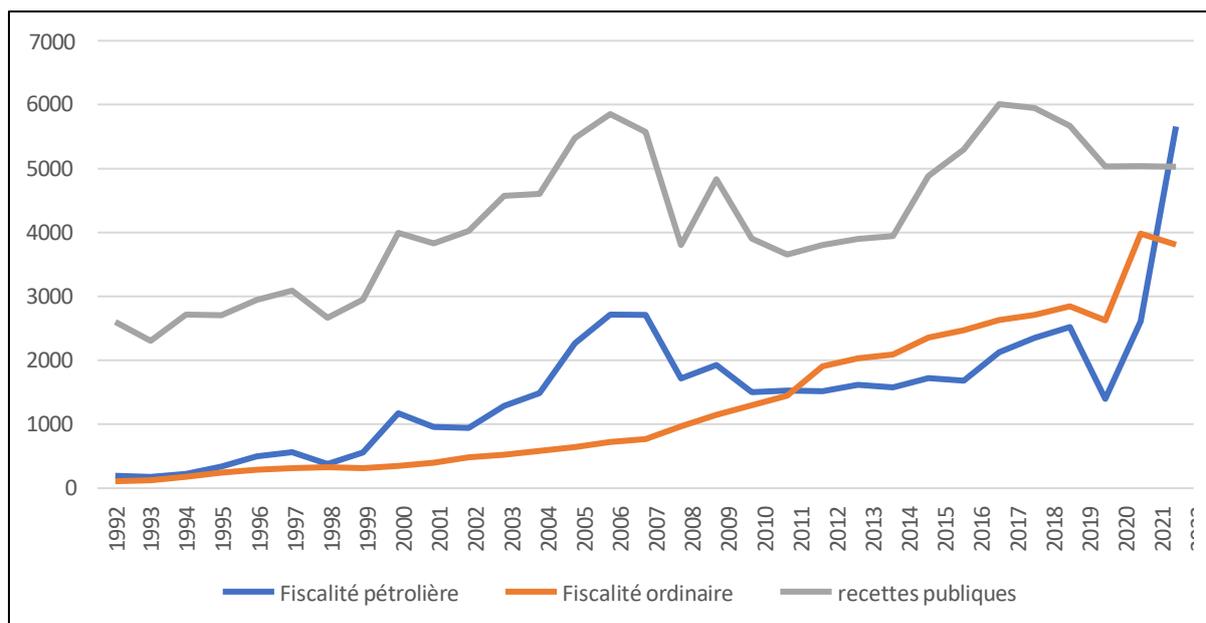
Source : Elaborer par nous même à partir de données de la banque mondiale

## 2.5. Évolution du solde budgétaire

### 2.5.1. Les recettes budgétaires en Algérie dans la période (1990-2022)

La figure montre l'évolution des recettes budgétaires de l'Algérie sur la période 1990-2022. La fiscalité pétrolière a connu une augmentation significative entre 1990 et 1996.

**Graphe 11 : Evolution des recettes budgétaires en Algérie (1990-2022)**



Source : Elaborer par nous même à partir de données de la banque mondiale

En 1990, le montant est passé de 76,2 à 161,5 milliards de dinars algériens en 1991, puis à 495 milliards de dinars en 1996 grâce à la dévaluation du dinar. Cette augmentation des taxes pétrolières a eu un impact important sur l'économie algérienne. Durant cette période, les recettes pétrolières représentaient une proportion importante mais instable des recettes totales, et avec la hausse des prix du pétrole brut dans les années 2000, cette dépendance s'est accentuée. En 2007, Les recettes pétrolières ont atteint leur plus haut niveau, avec près de la moitié des recettes publiques totales représentant près de 2700 milliards de dinars. La diminution des revenus pétroliers causée par la crise de 2009 a été suivie d'une reprise jusqu'en 2014. Cependant, les finances algériennes ont été fortement touchées par le contre-choc pétrolier de 2014-2016, avec des recettes pétrolières chutant à moins de 1400 milliards de dinars en 2020, un niveau plus bas depuis 20 ans. Face à cette chute, les recettes fiscales ordinaires ont progressivement pris le relais grâce aux changements visant à élargir les impôts hors hydrocarbures. Elles sont ainsi passées de 524 milliards de dinars en 2003 à près de 2 700 milliards de dinars en 2018. Malgré des années positives, leur part reste relativement faible par rapport aux revenus pétroliers.

En 2021 et 2022, la hausse des prix mondiaux permet d'augmenter les recettes pétrolières à respectivement 2 609 et 5 657 milliards de dinars, soulageant en partie les finances publiques de l'Algérie. Mais l'économie dépend encore largement des recettes pétrolières.

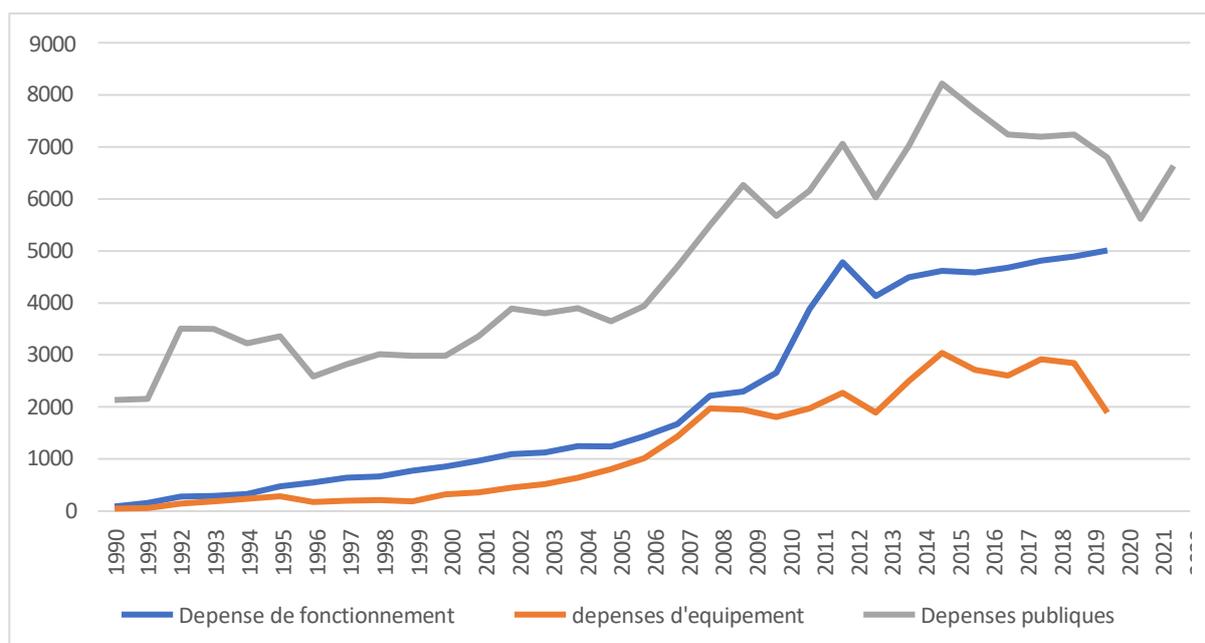
### **2.5.2. Les dépenses publiques (1990-2022)**

Le graphique nous donne un aperçu complet des dépenses publique en algériennes sur plus de 30 ans. On observe tout d'abord une forte augmentation des dépenses publiques en 1991 avec 212,1 milliards de dinars, qui s'explique par l'impact de la guerre civile. Cette augmentation a été suivie d'une augmentation encore plus importante en 1992, avec une dépense totale de 420,131 milliards de dinars, en grande partie due aux dépenses d'équipements élevés cette année-là. Entre 1998 et 2000, les dépenses de fonctionnement ont connu une hausse significative, représentant environ 73,4% des dépenses totales. Alor que les dépenses d'équipement n'ont augmenté que de 26,6% des dépenses totales en 2000.

Depuis les années 2000 l'état Algérien ont connu une très forte évolution des dépenses publiques. En 2002 Les dépenses ont atteint 1 550,646 milliards de dinars, reposit 34.8% du PIB, contre 31.1% en 2001 et 28.8% en 2000, en 2003, elles sont estimées à 1 639,265 milliards de dinars, soit une augmentation de 13% par rapport à 2002. En 2006, les dépenses représentaient 30% du PIB, estimé à 2453,014 milliards de dinars. En 2007 s'élèvent à

3108,669 milliards de dinars, représentant 33,18% du PIB. Elles ont connu une forte augmentation entre 2007 et 2008, passant de 3 108,669 milliards de dinars algériens en 2007 à 4 191,053 milliards de dinars algériens en 2008, ce qui représente une augmentation de près de 35 %. Cette augmentation importante peut être attribuée en partie à la hausse du prix des hydrocarbures qui a permis à l'Algérie de bénéficier de recettes supplémentaires.

**Graph 12 : Evolution des dépenses publiques en Algérie 1990-2022**



Source : Elaborer par nous même à partir de données de la banque mondiale

En 2009, les dépenses ont augmenté de manière significative, avec une croissance de 6,3% par rapport à l'année précédente. Le budget de fonctionnement a augmenté de 9,8%, tandis que le budget d'équipement a augmenté de 3,1%. Cette évolution a entraîné une hausse globale des dépenses budgétaires, passant de 4882,2 milliards de DA en 2008 à 5191,5 milliards de DA en 2009. Les dépenses budgétaires totales ont atteint un montant de 7169,9 milliards de dinars en 2012 contre 5853,6 milliards de dinars en 2011, soit une augmentation de 22,5% contre 31% en 2011, 5,2% en 2010. En 2014, les dépenses budgétaires totales s'établissent à 6 980,2 milliards de dinars contre 6024,2 milliards de dinars en 2013, soit une hausse de 15,9 % contre une baisse de 14,6 % en 2013. Les dépenses de fonctionnement et d'équipement ont été budgétisées respectivement à 4 714,4 milliards de dinars et 2 914,7 milliards de dinars dans la loi de finances de 2014. Ces dépenses ont été consommées à hauteur de 95,2 % pour les dépenses de fonctionnements et à hauteur de 85,6 % pour les dépenses d'équipement. En 2017, les dépenses budgétaires totales ont connu une stabilité relative passant de 7279,5 milliards de dinars à 7282,6 milliards de dinars en 2016, augmenté que 1,3% du PIB, Cette augmentation a

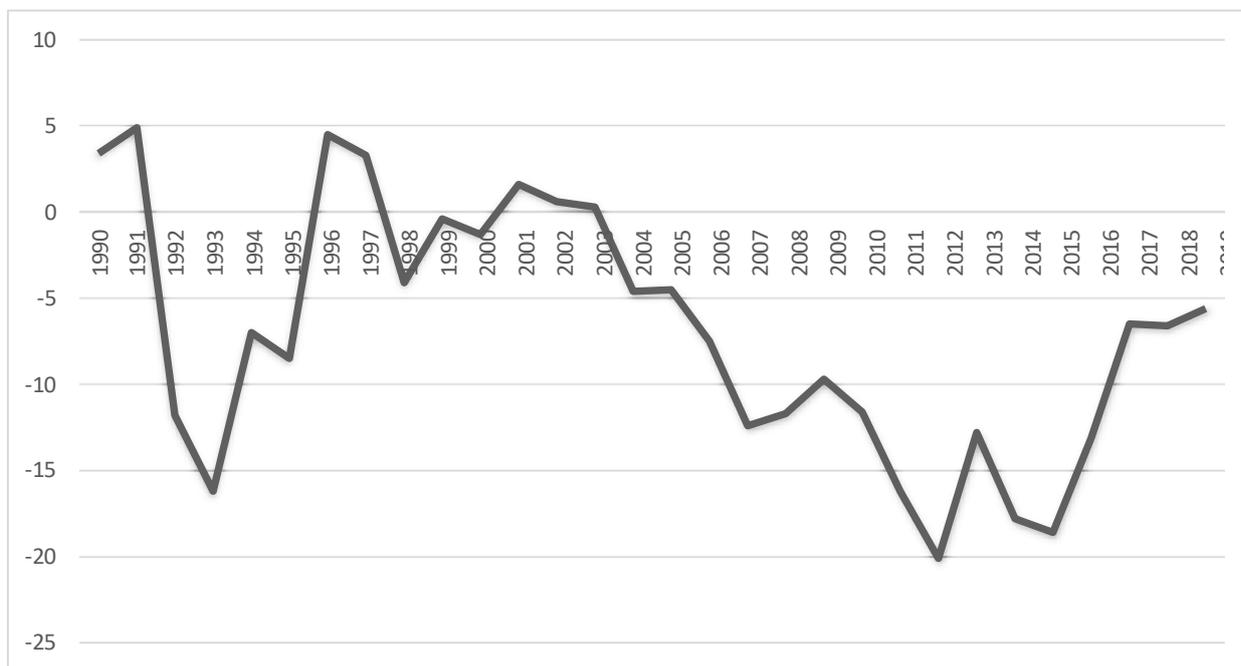
été attribuée à une augmentation des dépenses courantes de 3,8%, compensant une baisse de 3% des dépenses en capital.

Entre 2017 et 2020, Les dépenses budgétaires totales qui se sont stabilisées en 2017 et 2018 et n'ont augmenté que de 0,1 % en 2019, ont diminué de 10,8 % en 2020 et s'établissent à 6 902,9 milliards de dinars contre 7 741,3 milliards de dinars en 2019. Cette baisse des dépenses totales résulte intégralement de celle des dépenses en capital (-33,5 %) alors que les dépenses courantes ont augmenté de 2,3%. En ce qui concerne les dépenses en capital, après avoir légèrement diminué en 2019, elles ont chuté en 2020 pour s'établir à 1 893,5 milliards de dinars contre 2 846,1 milliards de dinars, soit un recul de 33,5 % en une année.

### 2.5.3. Le solde budgétaire 1990-2019

Le tableau présente le solde budgétaire de l'Algérie exprimé en pourcentage du PIB sur la période 1990-2019. L'équilibre entre les recettes et les dépenses publiques d'un pays pour une année donnée est représenté par ce solde, qu'il soit positif ou négatif.

**Graphe 13 : Le solde budgétaire en % du PIB**



Source : Elaborer par nous même à partir de données de la banque mondiale

L'Algérie a connu des périodes de surplus et de déficits budgétaires qui ont principalement été influencées par l'évolution des prix mondiaux du pétrole. Les années 1990 ont été marquées par une mauvaise performance des recettes pétrolières, ce qui a entraîné des déficits considérables, atteignant -16,2% du PIB en 1993. En revanche, la décennie 2000 a été une période de croissance économique grâce à la hausse des prix du brut. Au départ, avec des

excédents modestes (3,3% en 1997), le solde a atteint un niveau record de +11,7% en 2008, ce qui a permis à l'Algérie de former de grandes réserves de change. Cependant, la crise financière mondiale de 2009 a été un tournant, le solde étant à nouveau en baisse à environ -5,7%. Même si les prix du pétrole ont connu une hausse de 2010 à 2013, la chute brusque des prix à partir de 2014 a profondément affecté les finances publiques algériennes. Après avoir chuté de 17,8% en 2014, le déficit a atteint 20,1% du PIB en 2015 avant de s'effondrer temporairement. Mais son niveau est demeuré élevé dans les années suivantes, allant de -13,1% en 2016 à -6,5% en 2017, ce qui montre la forte dépendance aux hydrocarbures en termes de budget. Afin de faire face, l'Algérie a été contrainte de faire appel à ses réserves de change et de réduire certaines dépenses tout en maintenant un niveau de dépenses sociales pour éviter les problèmes.

Cependant, il est difficile de retrouver l'équilibre, le déficit restant à -5,6% en 2019, malgré quelques mesures fiscales. Il demeure donc essentiel de diversifier les revenus en dehors des hydrocarbures afin de garantir la durabilité des finances publiques algériennes à long terme.

### **Conclusion**

L'analyse menée dans ce chapitre a démontré les difficultés structurelles auxquelles l'Algérie a fait face en ce qui concerne la gestion de sa dette publique et de ses finances publiques. Et d'après les données fournies, on constate qu'il y a une forte corrélation entre les performances économiques du pays et l'évolution de ces deux indicateurs principaux. En raison de la forte dépendance aux revenus des exportations d'hydrocarbures, l'Algérie a connu une transition entre l'endettement et le désendettement tout au long de ces dernières décennies, ce qui a fragilisé les finances publiques au choc extérieur, provoquant des déficits budgétaires lors de la crise pétrolière. En effet, la hausse des prix du pétrole dans les années 2000 a permis à l'Algérie de rembourser sa dette extérieure, mais la dernière décennie a marqué un changement à cause de la chute des prix des hydrocarbures, ce qui a obligé le gouvernement Algérie à utiliser ses réserves de change et augmenter la dette intérieure pour équilibrer le déficit.

Finalement, dans ce chapitre nous concluons que l'Algérie est structurellement dépendante de la variation des prix des hydrocarbures, et pour assurer une croissance durable et une stabilité macroéconomique, il faut mener une évolution économique et budgétaire.

## Chapitre 03 : Modélisation économétrique des facteurs influençant la dette publique algérienne

### Introduction

L'Algérie, à l'instar de nombreux pays, fait face à des défis économiques significatifs, notamment en ce qui concerne la gestion de sa dette publique. Dans ce chapitre, nous entreprendrons une estimation économétrique en utilisant le modèle ARDL (Autoregressive Distributed Lag) pour examiner la relation entre la dette publique de l'Algérie et plusieurs variables macroéconomiques clés. Ces variables incluent les recettes publiques, le produit intérieur brut (PIB), les dépenses publiques, le taux d'inflation et le taux de change.

La dette publique, un indicateur crucial de la santé financière d'un pays, peut être influencée par divers facteurs économiques qui reflètent la politique fiscale et monétaire ainsi que la performance économique globale. Les recettes publiques, par exemple, sont une source essentielle de financement pour le gouvernement et peuvent affecter directement sa capacité à rembourser ou à gérer sa dette. De même, le PIB est un indicateur de la richesse économique d'un pays et de sa capacité à générer des revenus pour financer ses obligations.

Les dépenses publiques jouent également un rôle dans l'équation économique, car elles représentent l'investissement du gouvernement dans l'économie, pouvant stimuler la croissance ou, si mal gérées, augmenter le fardeau de la dette. Le taux d'inflation est un autre facteur critique car il érode la valeur réelle de la dette et peut influencer les décisions de politique monétaire qui ont des répercussions sur l'économie dans son ensemble. Enfin, le taux de change affecte la valeur des dettes libellées en devises étrangères et peut donc avoir un impact significatif sur le montant réel de la dette publique.

Dans cette perspective, nous présenterons dans le premier point de ce chapitre la méthodologie et la spécification du modèle et dans un deuxième point, nous établirons notre modèle économétrique et analyserons les facteurs influençant la dette publique algérienne

## 1. Méthodologie et spécification du modèle

Pour avancer une réponse à notre problématique, il convient de définir une méthodologie de recherche qui dans notre cas repose sur une étude quantitative de nature statistique et économétrique basée sur un modèle qui englobe une variable endogène et de variables exogènes. Dans ce cadre, les modèles dynamiques de type régression autorégressive à retards distribués (ARDL) sont plus appropriés pour évaluer et analyser le déficit budgétaire de l'Algérie.

Il est aussi important de souligner que notre étude est de type keynésien qui privilégie l'analyse à court terme et qui étudie les déficits budgétaires en se concentrant sur les effets de la politique budgétaire sur l'économie. Ainsi, ce type d'analyse porte principalement sur les fluctuations économiques à court terme et sur les moyens de stabiliser l'économie via la politique budgétaire et monétaire.

### 1.1 Justification du choix des variables et du modèle

Pour justifier l'utilisation des variables spécifiques dans notre modèle économétrique, il est important de démontrer leur pertinence théorique et empirique en relation avec la variable dépendante. Ainsi, notre choix qui s'est porté sur six variables peut être justifiée dans le contexte d'un modèle où la dette publique (DP) est la variable dépendante comme suit :

#### 1.1.1. Variable Dépendante (endogène)

- **Dette Publique (DTP)** : La dette publique mesurée en pourcentage du PIB est une variable clé qui reflète l'endettement d'un gouvernement par rapport à la taille de son économie. Elle est souvent utilisée pour évaluer la soutenabilité de la politique budgétaire et la capacité d'un pays à honorer ses obligations financières.

#### 1.1.2. Variables Indépendantes (exogènes)

- **Dépenses Publiques (DP)** : Les dépenses publiques sont une composante directe de la dette publique. Une augmentation des dépenses publiques, sans une augmentation correspondante des recettes, peut entraîner un déficit budgétaire, augmentant ainsi la dette publique. De nombreuses études empiriques ont montré une corrélation entre les niveaux élevés de dépenses publiques et une augmentation de la dette publique.
- **Recettes Publiques (RP)** : Les recettes publiques, principalement composées des impôts et taxes perçus, sont cruciales pour financer les dépenses publiques. Un déficit entre les recettes et les dépenses conduit à une augmentation de la dette publique. Une

analyse empirique des finances publiques montre souvent que des niveaux insuffisants de recettes par rapport aux dépenses entraînent une accumulation de la dette.

- **Produit Intérieur Brut (PIB) :** Le PIB est une mesure de la taille de l'économie et de sa capacité à générer des revenus pour le gouvernement. Un PIB plus élevé signifie plus de recettes fiscales potentielles et une plus grande capacité à rembourser la dette. Empiriquement, une croissance économique robuste (augmentation du PIB) tend à réduire le ratio dette/PIB, même si le montant nominal de la dette reste constant ou augmente, car le dénominateur (PIB) augmente.
- **Taux d'Inflation (INF) :** L'inflation peut affecter la dette publique de plusieurs manières. Une inflation plus élevée peut réduire la valeur réelle de la dette existante (si celle-ci est libellée en monnaie nationale) mais peut également augmenter les taux d'intérêt et les coûts de service de la dette. Historiquement, les périodes d'hyperinflation ou de forte inflation ont souvent coïncidé avec des augmentations significatives de la dette publique en termes nominaux.
- **Taux de Change (TCH) :** Le taux de change influence la dette publique surtout lorsqu'une partie de la dette est libellée en monnaie étrangère. Une dépréciation de la monnaie nationale augmente le fardeau de la dette en termes de monnaie nationale. Les crises de la dette dans les pays en développement, par exemple, sont souvent exacerbées par des fluctuations défavorables des taux de change.

### 1.1.3. Intégration des Variables dans le Modèle

En intégrant ces variables dans un modèle économétrique, on cherche à capturer les dynamiques complexes (de court et de long terme) qui déterminent l'évolution de la dette publique. Ainsi la forme linéaire du modèle que nous avons adopté dans le cadre de notre étude s'écrit comme suit:

$$DTP_t = \alpha + \beta_1 PIB_t + \beta_2 DP_t + \beta_3 RP_t + \beta_4 TCH_t + \beta_5 INF_t + \epsilon_t$$

## 1.2. Les sources des données utilisées

Notre recherche a été menée en utilisant une base de données issues de différents sites web officiels d'institutions et de banques internationales et nous avons porté une attention particulière à la forme et au contenu de nos variables d'intérêt. Pour parvenir à notre objectif et répondre à notre problématique, nous avons utilisé les bases de données du ; Fonds Monétaire International, la Banque Mondiale, la Banque d'Algérie, l'Office National des

Statistiques ainsi que les rapports et données tirées du site officiel du Ministère des Finances algérien. Nos données sont annuelles et couvrent une période allant de 1970 à 2022.

### 1.3. Généralités sur le modèle ARDL

Le modèle ARDL (Autoregressive Distributed Lag) est une technique économétrique utilisée pour analyser les relations dynamiques entre une variable dépendante et une ou plusieurs variables indépendantes à court et à long terme. Le modèle ARDL combine les termes autorégressifs (AR) et les termes à retards distribués (DL).

Dans un modèle dynamique, une variable dépendante ( $Y_t$ ) peut être expliquée à la fois par :

- Ses propres valeurs décalées. Un tel modèle dynamique est appelé « modèle autorégressif » (AR) et peut s'écrire :

$$Y_t = a_0 + a_1 Y_{t-1} + \dots + a_p Y_{t-p} + \epsilon_t \quad \text{Avec } \epsilon_t : \text{ terme d'erreur}$$

$$Y_t = a_0 + \sum a_i Y_{t-i} + \epsilon_t \quad i = 0, 1, 2, \dots, p$$

- Des valeurs présentes des variables indépendantes ( $X_t$ ) et leurs valeurs décalées dans le temps ( $X_{t-i}$ ). Il s'agit ici des « modèles à retards échelonnés » (DL) qui ont la forme:

$$Y_t = \beta + b_0 X_t + \dots + b_q X_{t-q} + Z_t$$

$$Y_t = \beta + \sum b_j Y_{t-j} + Z_t$$

Les modèles autorégressifs à retards échelonnés, ou distribués (ARDL), combinent les caractéristiques de ces deux types de modèles précédents. Ci-dessous leurs formes :

$$Y_t = \varphi + a_1 X_{t-1} + \dots + a_p X_{t-p} + b_0 X_t + \dots + b_q X_{t-q} + \epsilon_t$$

$$\text{Ou } Y_t = \varphi + \sum a_i Y_{t-i} + \sum b_j X_{t-j} + \epsilon_t$$

L'avantage de ce modèle est qu'il prend en considération toutes les variables intégrées d'ordre différents inférieures à I(2), c'est à dire stationnaires au niveau I(0) et à la première différence I(1). Donc, pour l'appliquer, nous procédons aux tests de stationnarités pour vérifier l'ordre d'intégration des séries. S'adosse à l'estimation du modèle ARDL, la vérification de l'existence d'au moins une relation de cointégration, ainsi pour des séries intégrées du même ordre différent de I(0). On applique le test de Johansen (1988,1991), pour des séries intégrées d'ordre I(0) et I(1), le test de cointégration aux bornes de Persan et Al (2001), où Bounds Test est le plus adéquat. Outre, Pour valider le modèle, une série de tests statistiques est effectuée : le test d'autocorrélation des résidus, le test d'hétéroscédasticités, ainsi que le test de normalité de

Jarque Berra. Enfin, nous testons la stabilité des paramètres du modèle en utilisant le test de CUSUM et le test de CUSUM Squares.

#### **1.4. Présentation des variables et du modèle**

L'analyse des variables économiques retenues dans notre étude pour le cas de l'Algérie couvre la période de 1970 à 2022. Le choix de cette période n'est pas fortuit car il représente d'une part le début de ce que nous pouvons appeler « une économie algérienne » après 8 ans d'indépendance. D'autre part, cela nous permet de couvrir les années les plus récentes et d'obtenir assez d'observations pour justifier l'utilisation de notre modèle économétrique.

Nous précisons également que les variables retenues dans notre études sont toutes exprimées en valeur réelle et en dinars algérien constant. Pour les obtenir, nous avons eu recours à l'utilisation du déflateur fourni par la Banque mondiale. A titre d'exemple :

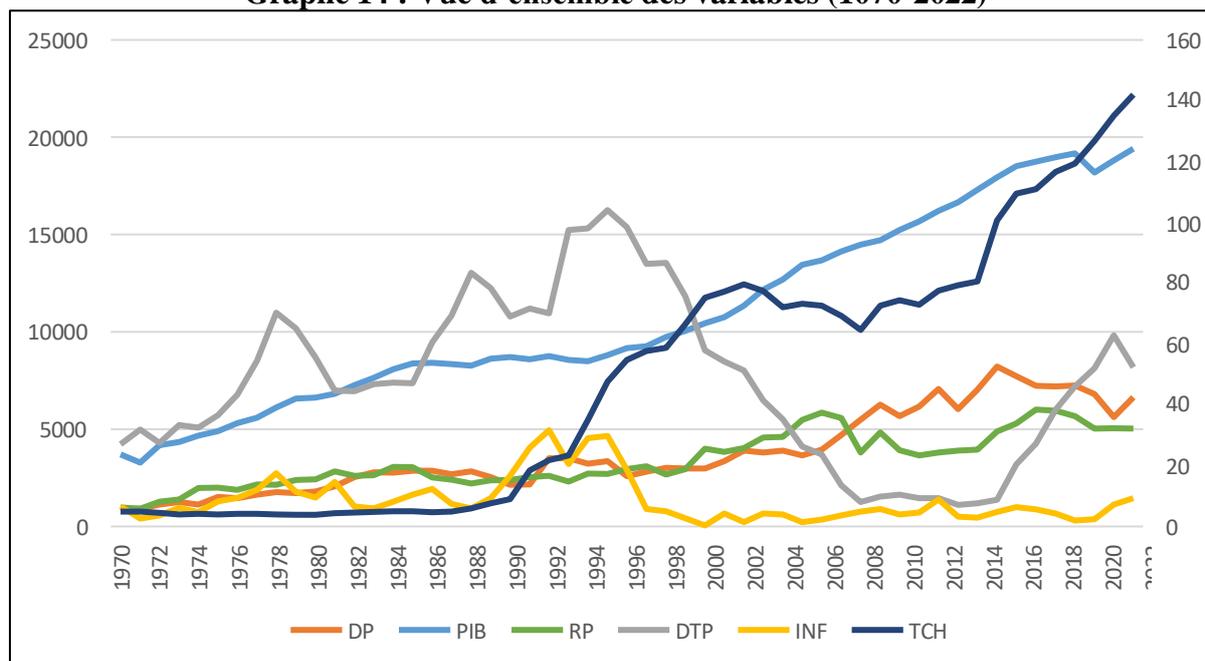
Le PIB réel = (PIB courant/déflateur)\*100.

##### **1.4.1. Présentation graphique de l'ensemble des variables**

Avant de présenter les séries individuelles de notre étude, nous estimons qu'une vue d'ensemble peut nous révéler de prime à bord une analyse globale de l'évolution de l'économie algérienne. Ainsi, d'après le graphe 14 ci-dessous, la représentation graphique des séries brutes nous révèle une économie marquée par des dépenses publiques croissantes, une dette publique présentant une évolution en dents de scie et très instable, des périodes d'inflation volatile et une dévaluation progressive du dinar algérien par rapport au dollar américain.

Cette lecture nous permet de conclure, que ces tendances sont corrélées avec les chocs externes (prix du pétrole), les politiques économiques internes conjoncturelles et les ajustements structurels. Ainsi, nous pouvons conclure que graphiquement, ces séries ne sont pas stationnaires.

**Graphe 14 : Vue d'ensemble des variables (1970-2022)**



PIB, DP, RP : Axe de gauche, en milliards de DA.

DTP, INF, TCH : axe de gauche en %.

Source : Construit par nous même à partir des bases de données déjà définies

### 1.4.2. Présentation graphique individuelle des variables

L'utilisation du logarithme dans l'analyse des séries temporelles ou chronologiques offre plusieurs avantages et justifications, notamment en termes de transformation des données, d'interprétation des résultats, et de conformité aux hypothèses des modèles économétriques. L'utilisation du logarithme dans nos séries d'étude peut nettement stabiliser la variance, linéariser les relations entre variables, interpréter les coefficients comme des élasticités et surtout l'amélioration de la stationnarité des séries qui est un élément essentiel dans la modélisation économétrique.

Ainsi, tout au long de cette étude, nous transformerons nos séries brutes en séries logarithmiques.

#### 1.4.2.1. Dette Publique (LDTP)

L'évolution de la série Dette Publique algérienne, comme le montre le graphe 15 a connue des périodes de hausses et de baisses très significatives. Statistiquement, cela nous permet de déduire que notre série n'est pas a priori stationnaire.

En effet, la visualisation graphique de cette série nous permet de distinguer, globalement, 4 périodes de fortes fluctuations :

**Graphe 15 : Evolution de la dette publique (LDTP) 1970-2022.**  
LDTP



Source : Elaboré par nous-même, à partir du logiciel Eviews 12

En effet, la visualisation graphique de cette série nous permet de distinguer, globalement, 3 périodes de fortes fluctuations :

De 1970 à 1995 : La dette publique reste relativement faible jusqu'à la fin des années 1975, car les revenus pétroliers permettent de financer les projets sans recourir massivement à l'endettement extérieur puis une augmentation jusqu'au début des années 1980 où l'Algérie emprunte pour financer ses programmes de développement industriel et agricole. De 1980 jusqu'à 1995 : La dette publique commence à augmenter en raison de la nécessité de financer les déficits budgétaires et les projets en cours malgré la baisse des revenus pétroliers. Au milieu des années 1990, l'Algérie entre en crise de la dette et doit restructurer ses dettes avec l'aide du FMI et de la Banque mondiale.

De 1995 à 2015 : la baisse de la dette publique est due en partie au rééchelonnement et la hausse des prix du pétrole permet de commencer à réduire l'endettement jusqu'à 2008 pour enregistrer ensuite une relative stabilité

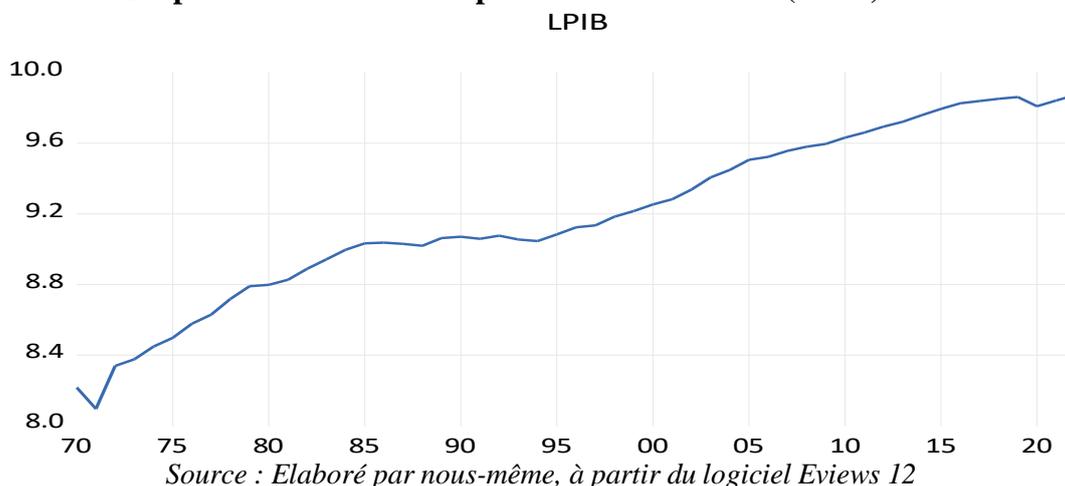
De 2015 à 2022: La dette publique augmente à nouveau en raison de la baisse des revenus pétroliers et des déficits budgétaires croissants. L'Algérie doit recourir à l'emprunt intérieur et extérieur pour financer ses déficits.

#### **1.4.2.2. Le Produit Intérieur Brut (LPIB)**

L'évolution de la série LPIB est marquée par une tendance à la hausse durant toute la période et la visualisation du graphe 16 montre que la série n'est pas stationnaire. En effet, cette tendance haussière du PIB algérien n'est pas uniforme. On remarque que cette variable s'est

relativement stabilisée durant la période 1985 jusqu'à 1995. Ce qui correspond à la période de crise économique qu'à traversée l'Algérie. Après le rééchelonnement de la dette, le PIB enregistre un bond de plus de 50%, passant de 8800 Milliards de DA à plus de 19000 Milliards de DA.

**Graphe 16 : Evolution du produit intérieur brut (LPIB) 1970-2022.**

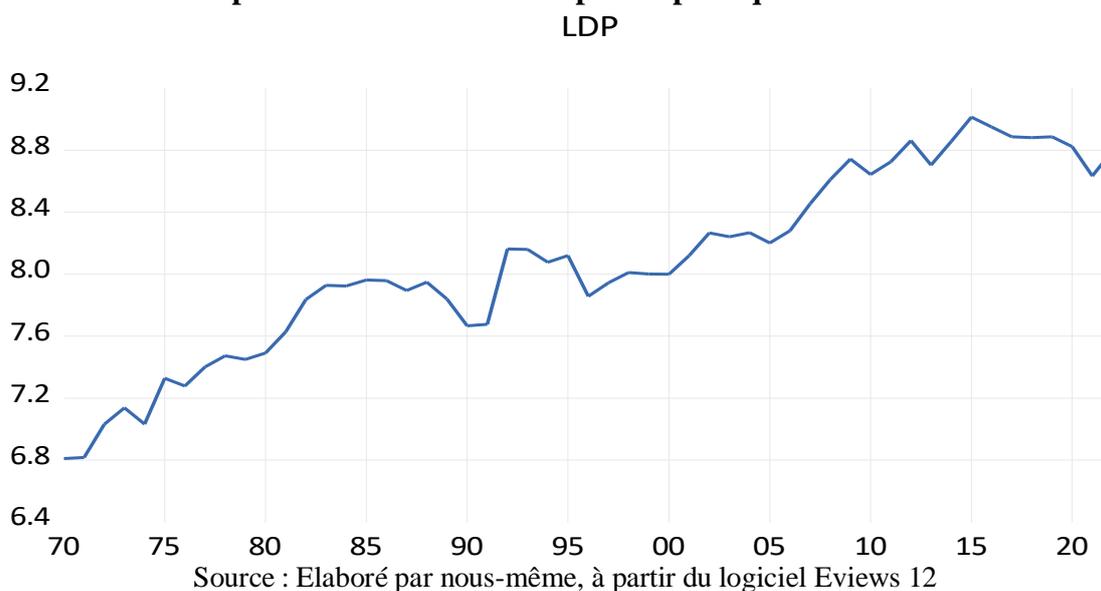


#### 1.4.2.3. Dépenses Publiques (LDP)

Les dépenses publiques ont connu une tendance haussière continue, indiquant une augmentation des dépenses gouvernementales au fil du temps.

On observe des pics dans les années 1980 et après 2000, correspondant à des périodes de hausse des prix du pétrole, des investissements en infrastructures ou des programmes sociaux.

**Graphe 17 : Evolution des dépenses publiques 1970-2022**



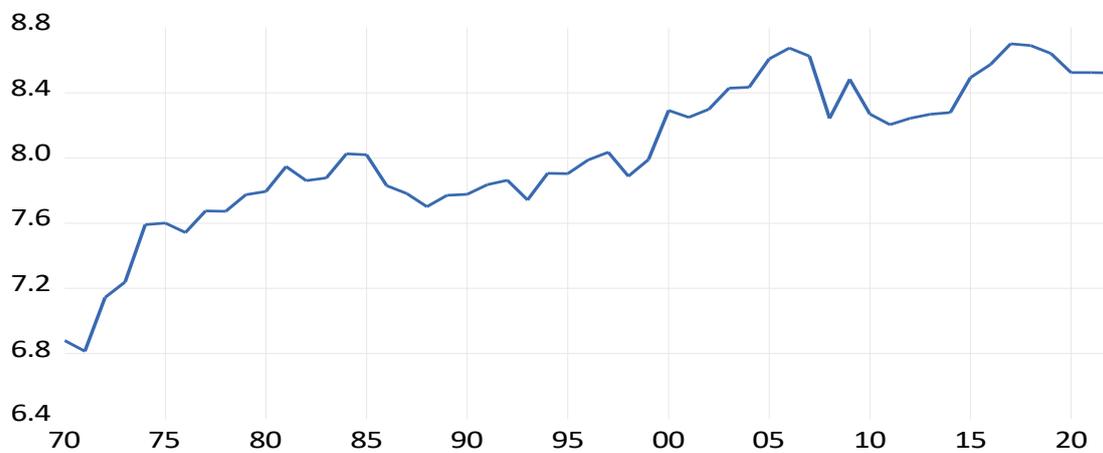
Les augmentations des dépenses publiques peuvent refléter des politiques expansionnistes pour stimuler l'économie ou répondre à des crises. Les investissements en infrastructures, l'éducation et la santé sont des domaines possibles de ces dépenses accrues.

La série LDP a enregistré des fluctuations à la hausse et la baisse, pour remonter encore sur le reste de la série, cela nous permet de dire que cette série n'est pas stationnaire.

#### 1.4.2.4. Les recettes publiques (LRP)

La série LRP a enregistré des fluctuations à la hausse et des fois à la baisse par période, mais dans sa globalité, elle a connu une augmentation significative depuis 1970.

**Graph 18 : Evolution des recettes publiques (RP) 1970-2022**  
LRP

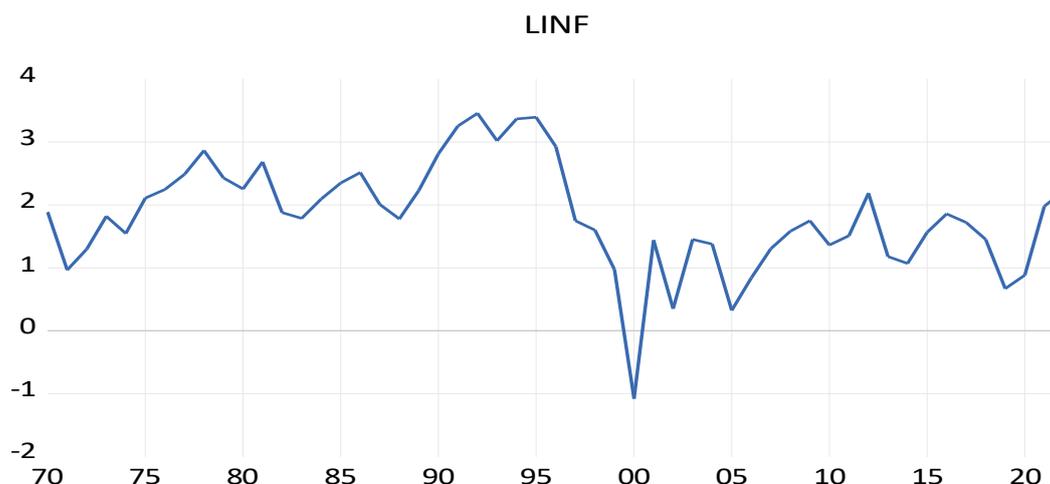


Source : Elaboré par nous-même, à partir du logiciel Eviews 12

Cette tendance haussière de la série LRP, nous permet de conclure que cette série n'est pas stationnaire.

#### 1.4.2.5. Le taux d'inflation (LINF)

Le graph 19 ci-dessous montre des fortes fluctuations du taux d'inflation en Algérie entre 1970 et 2022. On observe une forte inflation dépassant le seuil de trois sur l'échelle logarithmique durant les années 70, 80 et 90. A d'autre moment, on remarque que l'inflation a chuté à des niveaux inférieurs, atteignant parfois zéro ou légèrement en dessous. En 2000, la variable a enregistré une déflation de -1%.

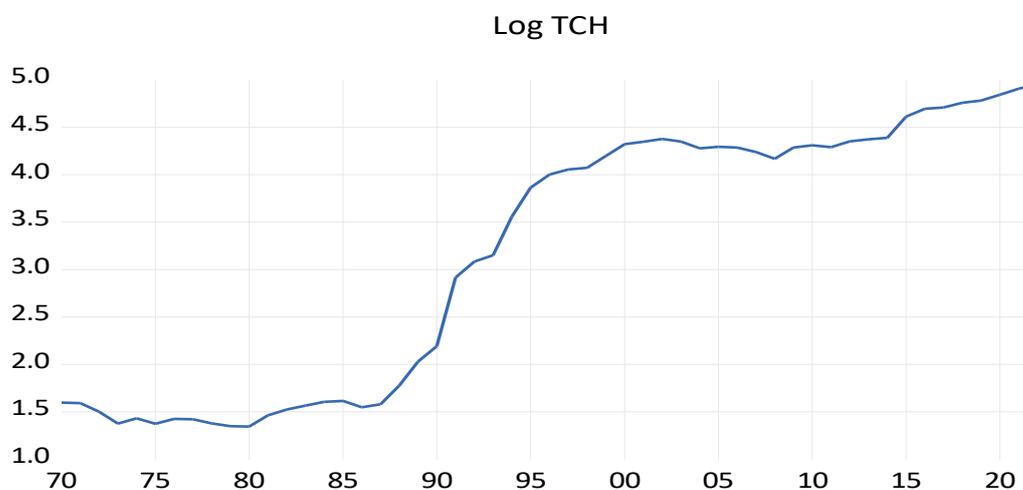
**Graphe 19 : Evolution de l'inflation (INF) 1970-2022**

Source : Elaboré par nous-même, à partir du logiciel Eviews 12

#### 1.4.2.6. Le taux de change (LTCH)

On remarque que la tendance de la variable taux de change est en hausse à partir de l'année 1987 jusqu'à 2004 et une baisse légèrement d'une période de dix ans (10) puis s'amortissent en 2014. La dévaluation drastique du dinars algérien durant les années 1990 coïncidait avec la libéralisation du commerce extérieur algérien, qui était entre les mains de l'Etat depuis l'indépendance.

Graphiquement, nous pouvons également constater une tendance haussière de cette variable, ce qui laisse présager à une non-stationnarité de cette série.

**Graphe 20 : Evolution du taux de change (TCH) 1970-2022**

Source : Elaboré par nous-même, à partir du logiciel Eviews 12

## 2. Estimation économétrique des facteurs influençant la dette publique algérienne

Dans cette deuxième et dernière section de notre travail, nous procéderons à l'estimation et l'analyse des facteurs influençant la dette publique algérienne tenant compte des variables utilisées. Pour y parvenir, nous suivrons les étapes usuelles des modèles ARDL en commençant tout d'abord par une analyse ses statistiques descriptives des séries de notre étude puis nous élaborerons notre modèle.

### 2.1. Test de statistiques descriptives

L'analyse des statistiques descriptives des séries chronologiques économiques de l'Algérie révèle des tendances importantes et des dynamiques complexes. D'après le tableau 01 ci-dessus :

**Tableau 01 : Test de statistiques descriptives avec logarithme**

	<b>LDTP</b>	<b>LPIB</b>	<b>LDP</b>	<b>LRP</b>	<b>LINF</b>	<b>LTCH</b>
<b>Mean</b>	3.642562	9.189084	8.069837	8.033263	1.825681	3.179413
<b>Median</b>	3.844928	9.123612	8.011153	7.990004	1.786272	4.002758
<b>Maximum</b>	4.644790	9.873482	9.013967	8.700825	3.455359	4.955792
<b>Minimum</b>	1.959180	8.096491	6.809101	6.814194	-1.081274	1.344808
<b>Std. Dev.</b>	0.760554	0.475642	0.592665	0.447791	0.853381	1.387449
<b>Skewness</b>	-0.894705	-0.316395	-0.253600	-0.583672	-0.478801	-0.256845
<b>Kurtosis</b>	2.757236	2.311053	2.292639	3.198303	4.307825	1.273066
<b>Jarque-Bera</b>	7.201203	1.932450	1.673057	3.096120	5.802192	7.168645
<b>Probability</b>	0.027307	0.380517	0.433212	0.212660	0.054963	0.027755
<b>Sum</b>	193.0558	487.0215	427.7014	425.7629	96.76110	168.5089
<b>Sum Sq. Dev.</b>	30.07898	11.76424	18.26506	10.42686	37.86950	100.1007
<b>Observations</b>	53	53	53	53	53	53

Source : Elaboré par nous-même, à partir du logiciel Eviews 12

- Les valeurs médianes sont proches des moyennes pour toutes les variables, suggérant une distribution relativement symétrique de la plupart des séries.
- Pour le test de Skewness, toutes les variables montrent une asymétrie négative, sauf LPIB et LTCH, indiquant que les queues des distributions sont plus étendues à gauche pour la plupart des séries.
- Pour le test d'aplatissement de Kurtosis, la variables LINF (4.307825) a un coefficient kurtosis élevée, indiquant des distributions possède un pic plus élevés tandis que les autres variables ont des valeurs proches de 3 (distribution normale) sauf LTCH qui montre une distribution plus aplatie.
- Pour le test de Jarque-Bera, les p-values de LDTP et LTCH sont inférieures à 0.05, rejetant l'hypothèse de normalité pour ces séries. Pour les autres séries, les p-values sont supérieures à 0.05, suggérant que les distributions ne s'écartent pas significativement de la normalité.

## 2.2. Test de Corrélation

Le test de corrélation sur les variables étudiées, tel qu'il figure dans le tableau 2, nous renseigne que :

**Tableau n° 02 : La matrice de corrélation des variables sélectionnées**

<i>Covariance Analysis: Ordinary</i>						
<i>Sample: 1970 2022</i>						
<i>Included observations: 53</i>						
<i>Correlation</i>						
Probability	LDTP	LPIB	LDP	LRP	LINF	LTCH
LDTP	1.000000					
LPIB	-0.387027	1.000000				
LDP	-0.423172	0.976519	1.000000			
LRP	-0.305726	0.934134	0.890474	1.000000		
LINF	0.378664	-0.287983	-0.226333	-0.337781	1.000000	
LTCH	-0.318317	0.876598	0.841048	0.813351	-0.389113	1.000000

Source : *Elaboré par nous-même, à partir du logiciel Eviews 12*

- Les variables LDTP et LINF : il y a une relation négative entre le déficit public et l'inflation, ce qui conforme la théorie économique. Toute augmentation (diminution) de l'inflation entraîne une augmentation (diminution) de déficit public en terme nominale. Cela peut également être expliqué par la nature de la mesure de nos variables DTP et PIB, cela veut dire que toute augmentation de l'inflation (la diminution de la valeur réelle de la monnaie) entraîne une aggravation du déficit public
- Les variables LPIB, LDP, LRP et LTCH : la corrélation est également positive entre le PIB et les Dépenses publiques, Les recettes publiques et Le taux de change. Donc toute augmentation (diminution) de dépenses ou de recettes entraînent une augmentation (diminution) du PIB. Également, une augmentation des taux de change (une diminution de la valeur de la monnaie par rapport aux autres monnaies) entraîne automatiquement une augmentation du PIB en terme nominal. Ce qui conforme à la théorie économique.
- Les variables LDP, LPIB, LRP et LTCH : Dans ce cas, toute augmentation (ou diminution) des dépenses publiques entraîne une augmentation du PIB, des recettes publiques et influence positivement sur les taux de change est positivement influencer par les dépenses publiques dans le cadre d'un système de change flexible.
- Les variables LRP, LPIB, LDP et LTCH : Le même constat pour les recettes publiques.
- Les variables LTCH, LPIB, LDP et LRP : Dans ce cas, les taux de changes sont positivement influencés par le PIB, les recettes publiques et les dépenses publiques. En effet, toute augmentation du taux de change entraîne une augmentation du PIB des dépenses et recettes publiques.

### 2.3. Etude de la stationnarité

Dans le but d'examiner l'ordre d'intégration des variables, nous utiliserons les tests de stationnarité de Dickey-Fuller Augmenté (ADF). Ce test permet de vérifier l'existence d'une racine unitaire (unit root) et le type de processus (déterministe ou stochastique). Grâce à ce test, nous avons pu dresser un tableau 3 ci-dessus et dans lequel nous résumons l'essentiel des résultats.

D'après les résultats, les variables LDTP, LDP, LRP et LTCH sont toutes stationnaires en première différence car les p-value associées aux probabilités des tests M1, M2, M3 sont toutes supérieures à 5%. Par contre les variables LPIB et LINF sont stationnaires en première différence. Toutes ces variables sont des processus de type DS.

**Tableau 3 : Test de stationnarité « ADF » des séries.**

Séries	ADF				Ordre d'intégration
	Niveau			1 <sup>e</sup> diff	
	M3	M2	M1		
<b>LDTP</b>	[-1.80] (0.68)	[-1.65] (0.44)	[-0.23] (0,59)	[-4.44] (0.005)*	I(1)
<b>LPIB</b>	[-4.60] (0,002)**	/	/	/	I(0)
<b>LDP</b>	[-2.90] (0,16)	[-1.81] (0.37)	[1.99] (0.98)	[-7.56] (0.00)*	I(1)
<b>LRP</b>	[-3.11] (0.11)	[-2.49] (0.12)	[1.57] (0.97)	[-7.56] (0.00)*	I(1)
<b>LINF</b>	[-3.30] (0.07)***	[-3.14] (0.02)**	/	/	I(0)
<b>LTCH</b>	[-2.33] (0.41)	[-0.48] (0.88)	[1.55] (0.96)	[-4.45] (0.004)*	I(1)

\*, \*\*, \*\*\* : Stationnaire à 1%, 5% et 10% respectivement.

t-stat [ ]

Probabilités du test Fischer ( ).

Source : Elaboré par nous-même, à partir du logiciel EvIEWS 12

## 2.4. Choix du retard optimal

Nous allons nous servir du critère d'information de Aikaike (AIC) pour sélectionner le modèle ARDL optimal, celui qui offre des résultats statistiquement significatifs avec le moins de paramètres. Ci-dessous dans le tableau 4 et le graphe 21 figurent les résultats d'estimation du modèle ARDL et le nombre de retard optimal retenu.

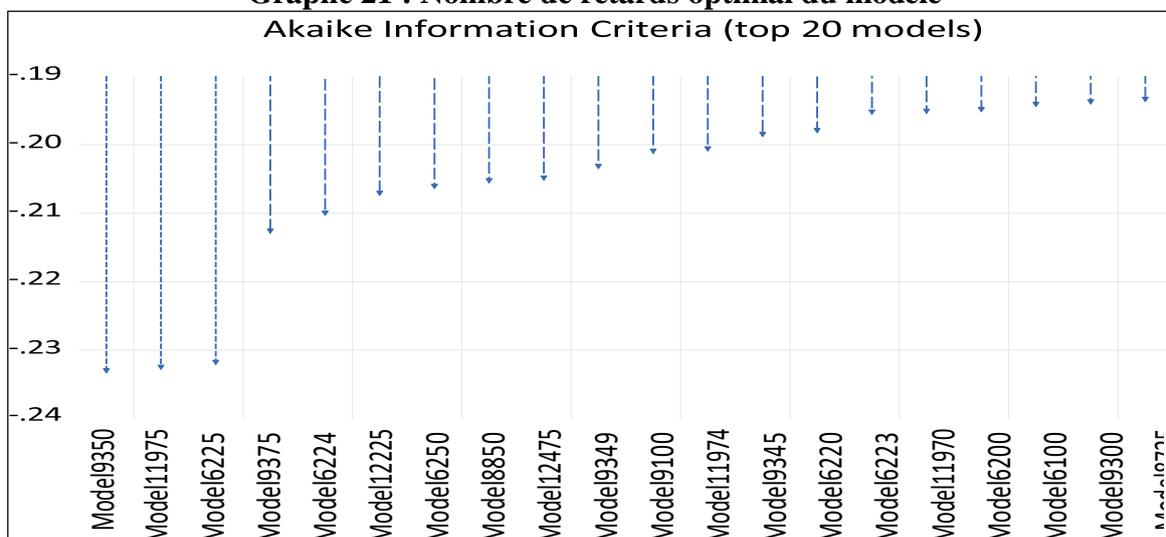
Le choix du retard optimal est une étape importante dans le choix du modèle car il permet de minimiser les Critères d'Information (AIC), dans notre cas pour trouver le modèle avec le meilleur équilibre entre la qualité de l'ajustement et la complexité du modèle. Il permet aussi d'assurer l'absence d'autocorrélation en vérifiant que les résidus du modèle ne présentent pas d'autocorrélation, ce qui est crucial pour des estimations non biaisées et efficaces. Enfin, il permet des prédictions fiables en augmentant la fiabilité des prévisions en utilisant des retards optimaux qui capturent les dynamiques sous-jacentes sans introduire de bruit inutile.

**Tableau 4 : Estimation du modèle ARDL**

Dependent Variable: LDTP				
Method: ARDL				
Sample (adjusted): 1972 2022				
Included observations: 51 after adjustments				
Maximum dependent lags: 4 (Automatic selection)				
Model selection method: Akaike info criterion (AIC)				
Dynamic regressors (4 lags, automatic): LPIB LDP LRP LINF LTCH				
Fixed regressors: C @TREND				
Number of models evaluated: 12500				
Selected Model: ARDL(2, 0, 1, 0, 0, 0)				
Note: final equation sample is larger than selection sample				
Huber-White-Hinkley (HC1) heteroskedasticity consistent standard errors and covariance				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.*
LDTP(-1)	1.188375	0.136221	8.723848	0.0000
LDTP(-2)	-0.225420	0.134059	-1.681501	0.1003
LPIB	-2.025364	0.735055	-2.755389	0.0087
LDP	0.298157	0.213368	1.397384	0.1698
LDP(-1)	0.519188	0.289057	1.796147	0.0798
LRP	0.223027	0.241076	0.925133	0.3603
LINF	0.039840	0.034573	1.152339	0.2559
LTCH	-0.135862	0.071464	-1.901118	0.0643
C	9.807864	3.760697	2.607991	0.0126
@TREND	0.036129	0.016854	2.143684	0.0380
R-squared	0.948395	Mean dependent var		3.652908
Adjusted R-squared	0.937067	S.D. dependent var		0.773576
S.E. of regression	0.194062	Akaike info criterion		-0.267371
Sum squared resid	1.544068	Schwarz criterion		0.111418
Log likelihood	16.81796	Hannan-Quinn criter.		-0.122624
F-statistic	83.72212	Durbin-Watson stat		1.995245
Prob(F-statistic)	0.000000			
*Note: p-values and any subsequent tests do not account for model selection.				

Source : Elaboré par nous-même, à partir du logiciel Eviews 12

**Graph 21 : Nombre de retards optimal du modèle**



Source : Elaboré par nous-même, à partir du logiciel Eviews 12

Comme on peut le voir dans le graphe 21, le modèle ARDL (2, 0, 1, 0, 0, 0) est le plus optimal pour la première spécification avec la variable LDTP parmi les vingt autres présentées. Le modèle ARDL (2, 0, 1, 0, 0, 0) a été sélectionné car il offre la plus petite valeur du critère de Akaïke.

## 2.5. Le test de cointégration aux Bornes (Persan et al, 2001)

Dans l'étude de la stationnarité (tableau 2), nous avons mentionné que nos variables ont des degrés d'intégration différents. A titre d'exemple, la dette publique est stationnaire en première différence I (1) d'après le teste ADF, tandis que le PIB est stationnaire en niveau. Cela justifie d'une part l'utilisation de la modélisation ARDL et d'autre part le recours au test de cointégration de Persan et al. (2001).

Ainsi, nous testons l'hypothèse nulle (H0) de l'absence de cointégration contre l'hypothèse alternative (H1) de l'existence de relation de cointégration.

Le tableau fournissant les valeurs du *Bounds test* utilise le test de Fisher pour vérifier les hypothèses de cointégration. Il est nécessaire de comparer les valeurs des bornes avec celles de Fisher dans la procédure du test. Si cette dernière dépasse la borne supérieure I (1), l'hypothèse alternative est admise. Si, au contraire, la valeur du Fisher est inférieure à la borne inférieure I(0), l'hypothèse nulle est acceptée.

La simulation que nous avons effectuée et qui est reprise dans le tableau 5 du *test de Bounds*, montre que la statistique de Fisher, qui a une valeur de 2,73 est inférieure à la valeur de la borne inférieure I(0) au seuil de significativité de 5% pour un nombre d'observations N=51 et par conséquent, nous acceptons l'hypothèse nulle.

Tableau 5 : Bound test

F-Bounds Test			Null Hypothesis: No levels relationship	
Test Statistic	Value	Signif.	I(0)	I(1)
Asymptotic: n=1000				
F-statistic	2.737453	10%	2.75	3.79
K	5	5%	3.12	4.25
		2.5%	3.49	4.67
		1%	3.93	5.23
Finite Sample: n=55				
Actual Sample Size	51	10%	2.927	4.068
		5%	3.442	4.69
		1%	4.608	5.977
Finite Sample: n=50				
		10%	2.95	4.11
		5%	3.48	4.782
		1%	4.672	6.232
t-Bounds Test			Null Hypothesis: No levels relationship	
Test Statistic	Value	Signif.	I(0)	I(1)
t-statistic	-0.754760	10%	-3.13	-4.21
		5%	-3.41	-4.52
		2.5%	-3.65	-4.79
		1%	-3.96	-5.13

Source : Elaboré par nous-même, à partir du logiciel Eviews 12

Quand le t-statistique est inférieur aux bornes I(0) dans le *Long Run Form and Bounds Test*, cela signifie que nous ne pouvons pas rejeter l'hypothèse nulle d'absence de coïntégration. Autrement dit, il n'y a pas de preuve statistiquement significative d'une relation de long terme entre les variables de notre modèle ou simplement cela indique que les variables n'évoluent pas ensemble à long terme. Par exemple, des variables comme le PIB, l'inflation, ou d'autres, n'ont pas d'effet significatif stable sur la dette publique sur le long terme.

En l'absence de relations à long terme, il est utile de se concentrer sur les dynamiques de court termes qui nous semble **conforme à notre première hypothèse de travail** et au choix de notre modèle de type keynésien de court terme.

### 3.6. Estimation de la relation de court terme

En procédant à une forme ECM (Error Correction Régression) sur le modèle ARDL prédéfini, nous obtenons la spécification de la relation de court terme entre les variables, présentée dans le tableau 6 ci-dessous.

**Tableau 6 : ECM Regression**

ECM Regression				
Case 5: Unrestricted Constant and Unrestricted Trend				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(LDTP(-1))	0.225420	0.128839	1.749635	0.0877
LDP	0.298157	0.223958	1.331311	0.1904
LRP	0.379034	0.087463	1.097623	0.4478
D(LRP(-1))	0.285370	0.145893	2.084731	0.0487
LTCH	0.378920	0.793472	3.095837	0.0381
LINF	0.148719	0.983761	4.371037	0.0459
CointEq(-1)*	-0.037045	0.008630	-4.292753	0.0001
R-squared	0.407957	Mean dependent var		0.009776
Adjusted R-squared	0.356475	S.D. dependent var		0.228387
S.E. of regression	0.183212	Akaike info criterion		-0.463449
Sum squared resid	1.544068	Schwarz criterion		-0.274055
Log likelihood	16.81796	Hannan-Quinn criter.		-0.391076
F-statistic	7.924269	Durbin-Watson stat		1.995245
Prob(F-statistic)	0.000060			
* p-value incompatible with t-Bounds distribution.				
F-Bounds Test		Null Hypothesis: No levels relationship		
Test Statistic	Value	Signif.	I(0)	I(1)
F-statistic	2.737453	10%	2.75	3.79
K	5	5%	3.12	4.25
		2.5%	3.49	4.67
		1%	3.93	5.23
t-Bounds Test		Null Hypothesis: No levels relationship		
Test Statistic	Value	Signif.	I(0)	I(1)
t-statistic	-4.292753	10%	-3.13	-4.21
		5%	-3.41	-4.52
		2.5%	-3.65	-4.79
		1%	-3.96	-5.13

Source : Elaboré par nous-même, à partir du logiciel Eviews 12

Le coefficient de l'équation de correction d'erreur (ECM) est essentiel pour interpréter les ajustements vers l'équilibre de long terme dans un modèle ARDL et détermine la validité du modèle estimé.

Ainsi, dans notre cas, le coefficient associé est négatif (-0,037045) et très significatif. La *p-value* associée est égale à 0,1% (inférieure au seuil de significativité de 1%).

Le coefficient de correction d'erreur est interprété comme la vitesse d'ajustement vers l'équilibre de long terme. Dans notre cas d'étude, ce coefficient ECM montre qu'il y a une légère tendance à corriger les écarts à court terme, mais cette correction est faible (3,7% par an), et ce n'est pas suffisant pour conclure une relation de long terme stable.

Autrement dit, un coefficient de (-0,037045) indique que 3,7% des déséquilibres de la dette publique de la période précédente sont corrigés chaque année pour ramener cette variable à son

niveau d'équilibre. C'est-à-dire lorsqu'il y a un écart par rapport à l'équilibre de long terme, 3,7% de cet écart est ajusté chaque période.

Il est certain que cette valeur de (-0,037045) est relativement faible, ce qui suggère que le retour à l'équilibre de long terme est lent, mais cela est suffisant pour conforter la validité statistique de notre modèle et nous démontrent que les chocs sont de nature court terme et les ajustements ou le retours vers l'équilibre, à long terme, est relativement long.

Cette dynamique est cruciale pour la prise de décision concernant la dynamique de la dette publique en Algérie, car elle indique que bien que les politiques économiques puissent avoir des impacts immédiats limités, elles contribueront progressivement à stabiliser la dette publique à long terme.

Le lecture ou les interprétations des coefficients nous permet de dégager les conclusions suivantes :

- La dette publique retardé D(LDTP(-1)) a un coefficient de 0,22 avec une significativité au seuil de 10%. Cela indique que si la dette publique de la période précédente augmente de 1%, la dette publique actuelle augmente de 0.22% à court terme. Cette élasticité capture la persistance à court terme.
- Les dépenses publiques (LDP) : le coefficient associé aux dépenses publiques n'est pas statistiquement significatif. Ce qu'on peut déduire comme conclusion c'est que la dépense publique n'a pas d'influence à court terme sur la dette publique. Et cela **confirme notre deuxième hypothèse**.
- Les recettes publiques (LRP) : Les recettes publiques n'ont pas une relation significative immédiate avec la dette publique, mais un effet retardé est observé. Ainsi, le coefficient de la variable retardée D(LRP(-1)) est significatif (0,28) et désigne qu'une augmentation de 1% des recettes publiques retardées d'une période entraîne une augmentation de 0.285% de la dette publique à court terme.
- Le taux d'inflation (LINF) : L'inflation a une relation positive significative avec la dette publique à court terme, indiquant que l'inflation peut augmenter la charge de la dette. une augmentation de 1% du taux d'inflation entraîne une augmentation de 0.149% de la dette publique
- LTCH : Le coefficient du taux de change (0,37) est significatif et indique qu'une dépréciation de 1% du taux de change du dinar par rapport au dollar augmente la dette publique de 0.379% à court terme.

L'interprétation des résultats de notre estimation de l'influence des variables choisies sur la dette publique en Algérie nous a montré que cette relation est de court terme. Ainsi, nous pouvons interpréter les coefficients comme étant des élasticités puisque l'utilisation du logarithme nous le permet. La variable de la dépense publique n'est pas statistiquement significative dans le cours terme pour notre modèle. Cela est évident, car dans la gestion des finances publiques, les lois organiques (les lois qui finalisent les montants des dépenses et recettes publiques) sont établies définitivement trois ou quatre ans après leurs promulgation. Par contre, nous retrouvons une influence des recettes publiques décalées d'une année sur la dette publique car les ressources sont plus facile à comptabiliser. Cette configuration est typiquement keynesienne puisque l'Etat élabore son budget sur des priorités de dépenses (beaucoup de dépenses sont incompressibles) et non sur des recettes. C'est le principe de ce mécanisme qui engendre la dette publique.

Les résultats associés aux variables taux de change et inflation sont aussi statistiquement significatifs. Si on sait que la presque totalité des recettes pétrolières (qui représentent la moitié des recettes ordinaires en Algérie) sont libellées en dollar américain, il est naturel que toute dépréciation de la monnaie nationale entraîne une augmentation des réserves de changes libellées en dinars algérien et par ricochet une diminution de la dette publique.

Ainsi tous ces paramètres de notre modèle convergent vers les explications théoriques qui fondent la relation entre la dette publique et certains indicateurs macroéconomiques.

Cependant, dans le but de valider le modèle estimé, il est nécessaire de lui faire passer un certain nombre de tests.

### **3.7. Test de validité du model**

Dans l'analyse économétrique, l'utilisation des tests sur les résidus dans les modèles ARDL est essentielle pour vérifier plusieurs conditions indispensables à la validité des résultats. Tout d'abord, les tests de diagnostic sur les résidus, tels que le test de normalité, le test d'autocorrélation et le test d'hétéroscédasticité, permettent de s'assurer que les hypothèses classiques de l'estimation des moindres carrés ordinaires (OLS) sont respectées. L'absence d'autocorrélation des résidus, vérifiée par des tests comme le test de Breusch-Godfrey, est cruciale pour éviter les biais dans les estimations des coefficients et dans les tests statistiques. Le test d'hétéroscédasticité, tel que le test de Breusch-Pagan-Godfrey, permet de détecter la présence d'hétéroscédasticité, c'est-à-dire des variations non constantes de la variance des résidus au sein du modèle. De plus, le test de normalité, souvent effectué à l'aide du test de

Jarque-Bera, assure que les résidus suivent une distribution normale, ce qui est une condition préalable pour la validité des intervalles de confiance et des tests de significativité. Enfin, le test Les tests CUSUM et CUSUM Square qui permettent de détecter des changements structurels ou des ruptures dans le modèle. Une rupture structurelle signifie que les coefficients des variables explicatives changent à un certain point dans le temps, ce qui peut remettre en question la validité des résultats du modèle si ces changements ne sont pas pris en compte.

### 3.7.1. Diagnostic des résidus

Ces tests consistent à mettre en évidence la qualité des résidus, à savoir l'autocorrélation, l'hétéroscédasticité et la normalité.

#### 3.7.1.1. Test d'autocorrélation des résidus

La statistique de Breusch-Godfrey sert à vérifier l'absence d'autocorrélation des erreurs, c'est à dire l'indépendance de chaque écart (résidus) par rapport au précédent. Cette hypothèse est valable si la probabilité de F-stat est supérieure à 0.05, ce qui est souhaitable pour un modèle idéal.

Dans notre cas, Les probabilités associées aux statistiques F et Chi-Square sont toutes deux largement supérieures à 0.05, indiquant que nous ne pouvons pas rejeter l'hypothèse nulle d'absence d'autocorrélation. Ce qui signifie que les erreurs ne sont pas corrélées entre elles et que le modèle est correctement spécifié à cet égard.

**Tableau 7 : Test d'autocorrélation (Breusch-Godfrey)**

Breusch-Godfrey Serial Correlation LM Test: Null hypothesis: No serial correlation at up to 2 lags			
F-statistic	0.787262	Prob. F(2,35)	0.4630
Obs*R-squared	2.109437	Prob. Chi-Square(2)	0.3483

Source : Elaboré par nous-même, à partir du logiciel Eviews 12

#### 3.7.1.2. Test d'hétéroscédasticité des résidus

Le test d'hétéroscédasticité, permet d'apprécier la dispersion des résidus mais également de repérer une mauvaise spécification du modèle. La probabilité de F-statistique étant 0.10, qui est supérieure à 0.05, on accepte l'hypothèse H0.

**Tableau 8 : Test d'hétéroscédasticité (Breusch-Pagan-Godfrey)**

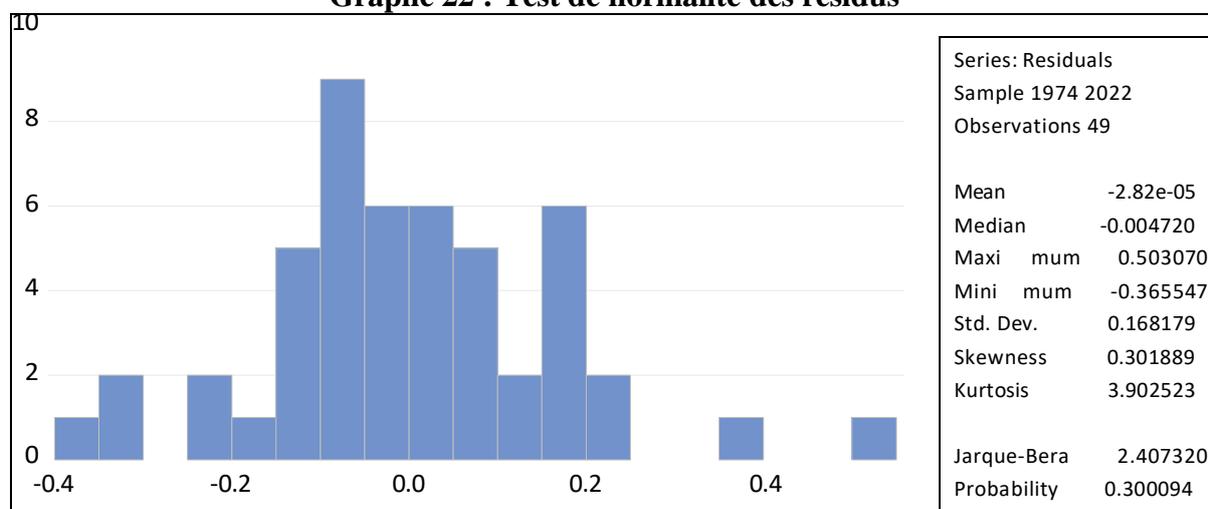
Heteroskedasticity Test: Breusch-Pagan-Godfrey			
Null hypothesis: Homoskedasticity			
F-statistic	1.725060	Prob. F(12,36)	0.1020
Obs*R-squared	17.88928	Prob. Chi-Square(12)	0.1191
Scaled explained SS	14.80196	Prob. Chi-Square(12)	0.2524

Source : Elaboré par nous-même, à partir du logiciel Eviews 12

Il en résulte qu'il n'y a pas de preuve d'hétéroscédasticité, indiquant que la variance des résidus est constante et que les erreurs sont distribuées de manière homogène. Nous sommes donc en présence d'homoscédasticité, donc les résidus correspondent bien à des aléas de mesures.

### 3.7.1.2. Test de normalité des résidus

Le graphe 22 ci-dessus est relative au test de normalité de Jarque-Bera. Le résultat de ce test nous indique que les résidus sont distribués selon une loi normale car la probabilité (0,30) associée à la statistique de Jarque-Bera est supérieure au seuil de significativité commun de 0,05. Ceci indique la validation de notre modèle étant donné que les résidus sont stationnaires.

**Graphe 22 : Test de normalité des résidus**

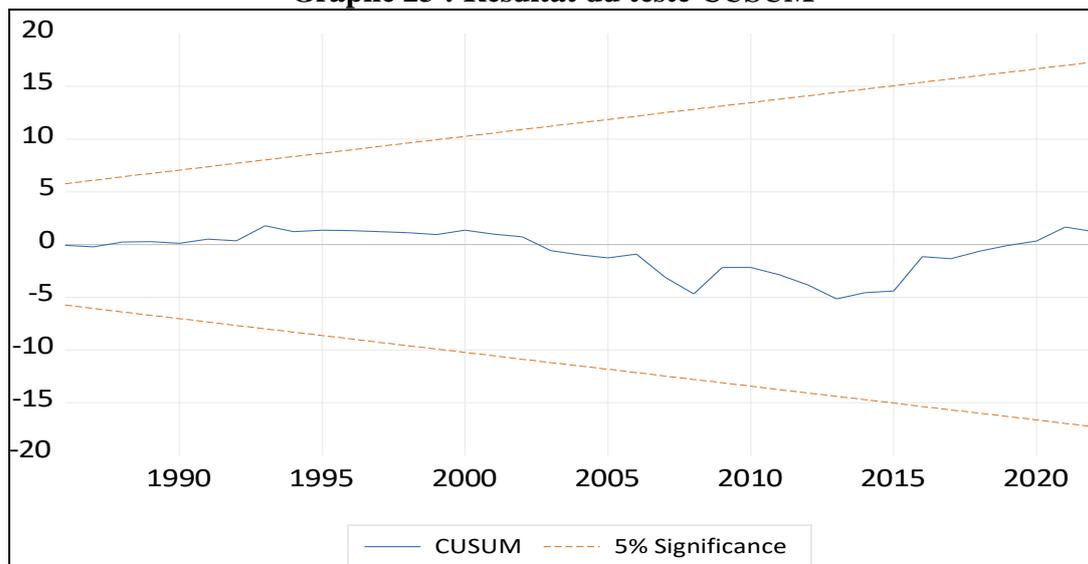
Source : Elaboré par nous-même, à partir du logiciel Eviews 12

Étant donné que nous n'avons pas rejeté l'hypothèse de normalité, nous pouvons être relativement confiants que les conclusions tirées des estimations de coefficients et des tests de significativité du modèle sont fiables et robustes.

### 3.7.2. Test de stabilité du modèle

Le test CUSUM (Cumulative Sum of Recursive Residuals) est un test de diagnostic utilisé pour vérifier la stabilité des coefficients d'un modèle de régression au fil du temps. Il s'agit d'un test de stabilité des paramètres qui permet de détecter des changements structurels dans les séries chronologiques.

Graphe 23 : Résultat du teste CUSUM



Source : Elaboré par nous-même, à partir du logiciel Eviews 12

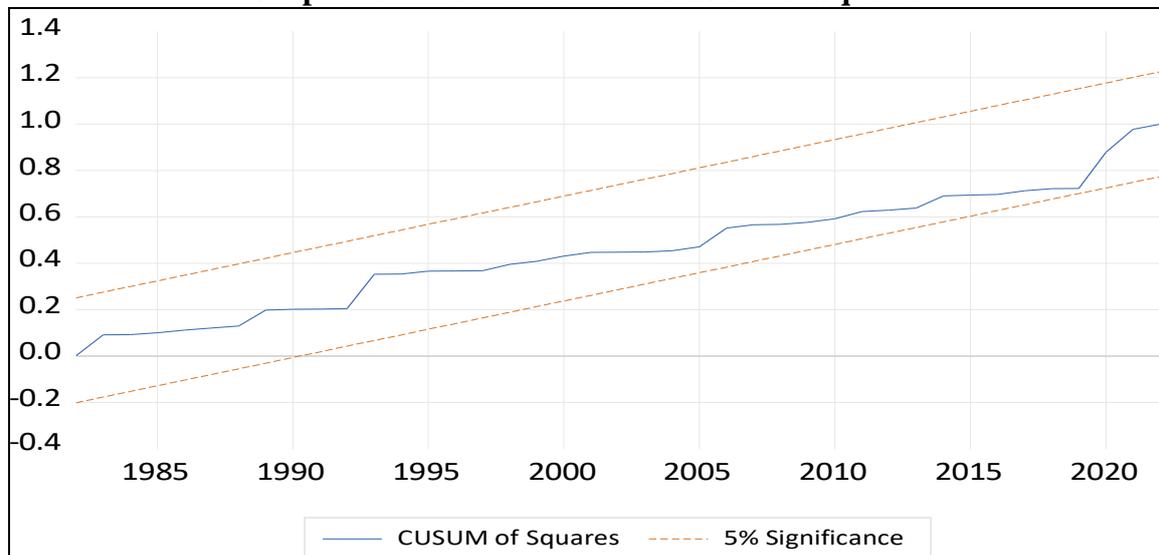
Le principal intérêt du test CUSUM est sa capacité à détecter des changements structurels dans les données. Ces changements peuvent être causés par des événements économiques, des changements de politique, des crises financières, ou d'autres facteurs exogènes. La détection précoce de ces changements permet de réagir et d'ajuster le modèle en conséquence. Il illustre également la courbe de l'ensemble des déchets. Le modèle présente donc des paramètres instables lorsque la courbe se trouve en dehors de la zone critique définie par les deux lignes critiques.

Dans notre cas d'étude, comme le montre le graphe 23, la courbe de la somme des résidus CUSUM est comprise dans la zone critique, indiquant une stabilité durant le période de 1980 à 2021.

Le test CUSUM square est utilisé pour détecter des changements dans la variance d'une série temporelle, ce qui peut indiquer une instabilité dans le processus observé. Cela aide à identifier les moments où les paramètres du modèle peuvent avoir changé de manière imprévue.

Comme le montre le graphe 24, nous constatons que la ligne du CUSUM square est comprise entre les deux droites ce qui nous permet de confirmer la robustesse de notre modèle.

**Graphe 23 : Résultat du teste CUSUM of Squares**



Source : Elaboré par nous-même, à partir du logiciel Eviews 12

## Conclusion

Au terme de ce dernier chapitre de notre présente étude et dans laquelle nous avons tenté d'évaluer et d'analyser l'importance de certains indicateurs macroéconomiques sur la dette publique en Algérie, à l'aide d'un modèle économétrique ARDL, nous pouvons avancer que nos résultats économétriques et économétriques convergent tous vers le corpus théorique qui traite de cette question.

Les résultats obtenus nous permettent ainsi de confirmer nos deux hypothèse de départ. Les chocs du PIB, des recettes publiques, des dépenses publiques, du taux de change et de l'inflation sur la dette publique en Algérie sont de nature de court terme. Les recettes publiques sont les plus susceptibles d'influencer immédiatement la dette publique en Algérie.

## Conclusion générale

L'objectif de cette étude était d'évaluer l'efficacité de la politique budgétaire dans la réduction de la dette publique. Pour ce faire, nous avons examiné en profondeur les trois chapitres précédents sur les différents aspects liés à la politique budgétaire et à l'évolution de la dette publique pour le cas de l'Algérie. Sur le plan théorique, nous avons présenté les fondements théoriques de la politique budgétaire en examinant ses instruments notamment les dépenses publiques, les recettes publiques et la dette publique. Cette politique a été développée par Keynes à partir de 1929, dans le but de soutenir la demande globale pendant les périodes de ralentissement économique.

D'après l'analyse de l'évolution des finances et de la dette publique en Algérie, on a déduit que depuis son indépendance, l'économie algérienne a subi une forte dépendance aux revenus des exportations d'hydrocarbures, ce qui la conduit à des cycles d'endettement et de désendettement en fonction des prix mondiaux du pétrole et de gaz. Et malgré cela, l'Algérie a réussi à rembourser une partie de sa dette extérieure et à générer des excédents budgétaires grâce aux périodes de la hausse des prix, mais avec le choc pétrolier qui a provoqué l'augmentation du déficit, il a replongé le pays à s'endetter de nouveau. En effet, cette vulnérabilité aux chocs extérieurs met en évidence les faiblesses d'une économie non diversifiée et fortement dépendante d'une seule source de revenus.

Même si l'Algérie a lancé des stratégies d'investissement public au cours des dernières décennies, le pays est confronté à des difficultés pour établir un modèle de croissance durable. Sur le plan empirique, notre étude porte sur la modélisation économétrique qui consiste dans un premier temps à modaliser la relation entre la dette publique en Algérie et les variables explicatives (taux de change, les dépenses publiques, les recettes publiques, l'inflation, le PIB), à l'aide d'un modèle (ARDL), sur une période allant de 1970 jusqu'à 2022. L'objectif final est de vérifier l'existence d'une dynamique de court terme.

L'application empirique a commencé par la présentation graphique des variables, suivie d'un test des statistiques descriptives pour mieux comprendre les caractéristiques des données. Ensuite la corrélation entre les variables a été examinée pour identifier d'éventuelles relations

linéaires. Des tests de stationnarité ont été effectués pour s'assurer que les variables étaient appropriées pour une analyse économétrique. Le choix des retards a été déterminé pour tenir compte des effets à court terme des subventions.

Les estimations du modèle ARDL ont été réalisées en utilisant les données disponibles. Cela a inclus la détermination du nombre de retards, l'estimation du modèle ARDL et le test de cointégration pour vérifier l'existence d'une relation à court terme entre les variables. Les estimations de la relation à court terme selon le modèle ARDL montre que la théorie économique stimule que la dette publique est caractérisé par des chocs de court terme. Ce qui confirme notre première hypothèse. Les résultats aussi nous montrent que les recettes publiques sont les plus significatifs par rapport aux variations de la dette publique. Ce qui confirme notre deuxième hypothèse de ce présent travail.

## Bibliographie

### Ouvrages et manuels :

- AISSAOUI, A. "Algeria: the political economy of oil and gas" (Vol. 5). Oxford University Press. 2001
- BENISSAD. M.E. « Economie du développement de l'Algérie ». OPU. Alger. 1979
- BENISSAD, M. E. (1994). « *L'ajustement structurel: objectifs et expériences* ». Alim éditions 1994.
- Bhatia, H. L. *Public Finance*. 26th ed., VIKAS Publishing House Pvt. Ltd., New Delhi 2008
- Claudio Araujo, All, « Économétrie », Éditions Bréal, Paris, 2004
- Chand, S.N. *Public Finance*. Atlantic Publishers and Distributors, 2008.
- Dwivedi, D. N. "Macroeconomics: Theory and Policy". McGraw-Hill Education, 2010.
- Gupta, J.R. *Public Economics in India: Theory and Practice*. Atlantic Publishers and Distributors, 2007.
- John Maynard Keynes, « La Théorie générale de l'emploi de l'intérêt et de la monnaie », Paris, Payot, 1963 (1re éd. 1936)
- Jain, T.R., and Dr. O.P. Khanna. *Managerial Economics*. V.K. Global Publications, 2008.
- KHELLADI, M. (2016). « L'Algérie pays immergeant, D'un géant sur papier à un géant en papier », L'Harmattan, Paris 2016
- Mehl, L., and P. Beltrame. *Science et techniques fiscales*. Collection Thémis, Paris.
- Nowdon, Brian, and Howard R. Vane. "Modern Macroeconomics: Its Origins, Development and Current State". Edward Elgar Publishing, 2005.
- Régis Bourbonnais, Michel Terraza « Analyse des séries temporelles, Applications à l'économie et à la gestion »
- R.K. Suri, all" A Text Book of I.S.C Economics "; Vol. II; Pitambar Publishing Company; New Delhi; 2006.
- Suri, R.K. *A Text Book of I.S.C. Economics Vol-II*. S. Chand Publishing, 2004.
- Phillipe. BOUCHEIX et Richard. JUILLARD, « Les finances publiques », Dunod, Paris, 2021

**Articles:**

- BOUDET Jean-François, « Fiche 12. Les principes classiques de la vie financière », dans : , *Fiches de Finances publiques*. sous la direction de BOUDET Jean-François. Paris, Ellipses, « Fiches », 2015, p. 126-139. URL : <https://www.cairn.info/fiches-de-finances-publiques--9782340008960-page-126.htm>
- FARQUET Christophe, « Chapitre 4. Le déclin de la finance *offshore* et l'exception du paradis fiscal suisse. De la crise des années 1930 au milieu des années 1950 », dans : , *Histoire du paradis fiscal suisse. Expansion et relations internationales du centre offshore suisse au XX<sup>e</sup> siècle*, sous la direction de FARQUET Christophe. Paris, Presses de Sciences Po, « Académique », 2018, p. 137-202. URL : <https://www.cairn.info/histoire-du-paradis-fiscal-suisse--9782724622003-page-137.htm>
- GILLES Philippe, « Chapitre 1 - De la « Loi des débouchés » aux questions de l'équilibre, de la demande effective et des crises », dans : , *Histoire des crises et des cycles économiques. Des crises industrielles du 19<sup>e</sup> siècle aux crises financières actuelles*, sous la direction de GILLES Philippe. Paris, Armand Colin, « Collection U », 2009, p. 15-60. DOI : 10.3917/arco.gille.2009.01.0015. URL : <https://www.cairn.info/histoire-des-crisis-et-des-cycles-economiques--9782200244552-page-15.htm>
- HUART Florence, « Introduction. L'évolution des finances publiques sur longue période », dans : , *Économie des finances publiques. Cours*, sous la direction de HUART Florence. Paris, Dunod, « Éco Sup », 2016, p. 1-11. URL : <https://www.cairn.info/economie-des-finances-publiques--9782100745920-page-1.htm>
- MIGNON Valérie, « IV. La nouvelle économie keynésienne », dans : Valérie Mignon éd., *La macroéconomie après Keynes*. Paris, La Découverte, « Repères », 2010, p. 72-101. URL : <https://www.cairn.info/la-macroeconomie-apres-keynes--9782707157751-page-72.htm>
- PILUSO Nicolas, « Autour de Keynes. Les équilibres multiples du marché du travail », *Idées économiques et sociales*, 2018/4 (N° 194), p. 56-61. DOI : 10.3917/idee.194.0056. URL : <https://www.cairn.info/revue-idees-economiques-et-sociales-2018-4-page-56.htm>

**Mémoires et thèses :**

- R. BOUGHIDENE, « Analyse de l'efficacité des politiques budgétaires à travers la théorie des cycles. Cas de l'Algérie ». Thèse de Doctorat. Université de Bejaia. 2019.

**Rapports :**

- ONS : Finances Publiques, Rétrospective Statistiques 1963 – 2020
- Rapport annuel de la banque d'Algérie 2002, évolution économique et monétaire en Algérie
- Rapport annuel de la banque d'Algérie 2010, évolution économique et monétaire en Algérie
- Rapport annuel de la banque d'Algérie 2020, évolution économique et monétaire en Algérie
- Rapport annuel de la banque d'Algérie 2022, évolution économique et monétaire en Algérie
- Ministère des finances, « Note sur le Programme Complémentaire de Soutien à la Croissance (PCSC) et la loi de finances complémentaire pour 2005 », Juillet 2015. Disponible sur : <https://dgpp.mf.gov.dz/wp-content/uploads/2023/01/rplfcm05.pdf>
- Banque d'Algérie, « Note de conjoncture 2023 ». disponible sur : <https://www.bank-of-algeria.dz/stoodroa/2023/03/Note-de-conjoncture-neuf-premiers-mois-2022.pdf>

**Webographie :**

- <https://www.worldbank.org>
- <https://www.imf.org>
- <https://www.vie-publique.fr>
- [www.ons.dz](http://www.ons.dz)
- [www.bank-of-algeria.dz](http://www.bank-of-algeria.dz)

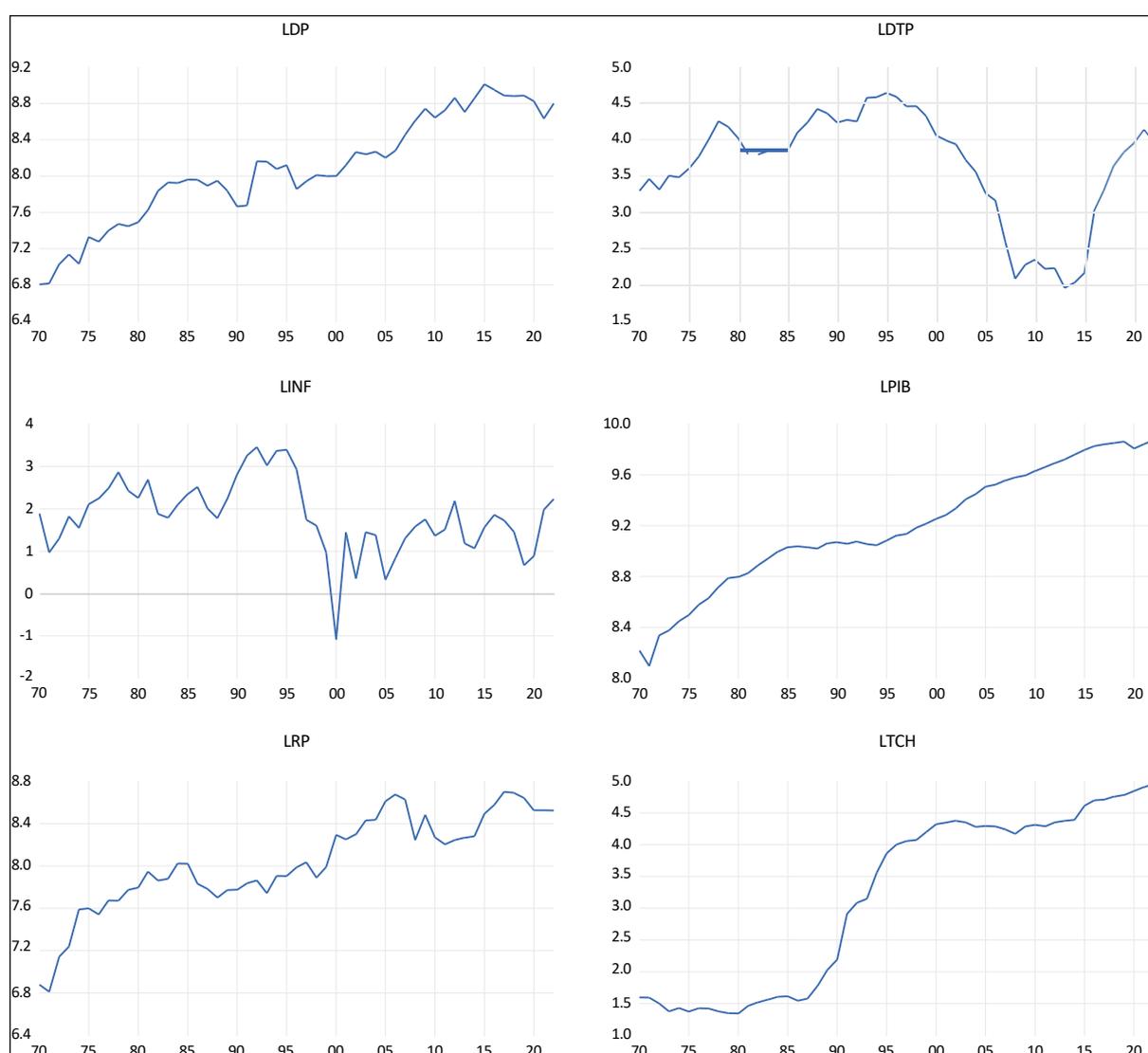
## Annexes

## Les variables brutes

Années	DTP	PIB	DP	RP	INF	TCH
1970	27,04	3 702,48	906,06	972,36	6,60	4,94
1971	31,83	3 282,93	913,58	910,68	2,63	4,91
1972	27,51	4 183,24	1 130,99	1 266,35	3,66	4,48
1973	33,39	4 342,75	1 257,21	1 392,88	6,17	3,96
1974	32,52	4 668,23	1 133,35	1 981,16	4,70	4,18
1975	36,62	4 903,76	1 521,78	1 999,35	8,23	3,95
1976	43,31	5 315,03	1 448,55	1 887,55	9,43	4,16
1977	54,44	5 594,53	1 638,67	2 153,70	11,99	4,15
1978	70,34	6 110,05	1 759,29	2 149,41	17,52	3,97
1979	65,20	6 566,95	1 718,16	2 380,21	11,35	3,85
1980	55,60	6 618,87	1 792,84	2 427,35	9,52	3,84
1981	44,73	6 817,44	2 053,60	2 827,56	14,65	4,32
1982	44,50	7 253,75	2 531,30	2 594,23	6,54	4,59
1983	46,76	7 645,45	2 775,03	2 638,25	5,97	4,79
1984	47,31	8 073,60	2 763,55	3 058,22	8,12	4,98
1985	47,05	8 372,32	2 869,55	3 042,26	10,48	5,03
1986	60,53	8 405,81	2 857,61	2 517,25	12,37	4,70
1987	69,38	8 346,97	2 681,16	2 397,70	7,44	4,85
1988	83,47	8 263,50	2 830,16	2 210,69	5,91	5,91
1989	78,44	8 627,10	2 537,38	2 372,30	9,30	7,61
1990	69,04	8 696,11	2 135,70	2 386,03	16,65	8,96
1991	71,65	8 591,76	2 157,86	2 532,25	25,89	18,47
1992	70,13	8 746,41	3 505,67	2 602,26	31,67	21,84
1993	97,53	8 562,74	3 500,20	2 305,54	20,54	23,35
1994	97,99	8 485,67	3 222,05	2 714,85	29,05	35,06
1995	104,04	8 808,13	3 361,20	2 706,82	29,78	47,66
1996	98,41	9 169,26	2 585,26	2 944,00	18,68	54,75
1997	86,35	9 270,12	2 818,17	3 089,82	5,73	57,71
1998	86,70	9 742,90	3 014,39	2 665,95	4,95	58,74
1999	75,62	10 054,67	2 986,04	2 951,31	2,65	66,57
2000	57,96	10 436,75	2 981,87	3 994,38	0,34	75,26
2001	54,27	10 749,85	3 359,47	3 828,66	4,23	77,22
2002	51,28	11 351,84	3 892,01	4 023,89	1,42	79,68
2003	41,39	12 169,18	3 798,04	4 574,67	4,27	77,39
2004	35,21	12 692,45	3 898,96	4 602,76	3,96	72,06
2005	26,31	13 441,30	3 647,46	5 479,68	1,38	73,28
2006	23,64	13 669,81	3 944,21	5 852,65	2,31	72,65
2007	13,51	14 134,58	4 697,99	5 573,35	3,68	69,29
2008	8,06	14 473,81	5 492,77	3 803,93	4,86	64,58
2009	9,77	14 705,39	6 264,43	4 832,00	5,74	72,65
2010	10,49	15 234,79	5 675,06	3 906,21	3,91	74,39

2011	9,25	15 676,59	6 158,87	3 656,92	4,52	72,94
2012	9,33	16 209,60	7 058,17	3 804,03	8,89	77,54
2013	7,09	16 663,47	6 029,76	3 898,95	3,25	79,37
2014	7,66	17 296,68	7 023,41	3 943,27	2,92	80,58
2015	8,73	17 936,66	8 217,05	4 885,95	4,78	100,69
2016	20,44	18 510,63	7 712,48	5 296,57	6,40	109,44
2017	27,24	18 751,27	7 234,44	6 007,86	5,59	110,97
2018	38,37	18 976,28	7 194,74	5 945,44	4,27	116,59
2019	46,05	19 166,04	7 237,54	5 667,09	1,95	119,35
2020	52,01	18 188,58	6 795,17	5 034,28	2,42	126,78
2021	62,82	18 806,99	5 619,70	5 038,72	7,23	135,06
2022	52,40	19 408,81	6 636,22	5 027,00	9,27	141,99

Graphe : représentation graphique des variables



### Les test de stationnarité ADF

Null Hypothesis: D(LRP) has a unit root  
 Exogenous: None  
 Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=10)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-7.427833	0.0000
Test critical values:		
1% level	-2.611094	
5% level	-1.947381	
10% level	-1.612725	

\*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation  
 Dependent Variable: D(LRP,2)  
 Method: Least Squares  
 Date: 05/22/24 Time: 23:03  
 Sample (adjusted): 1972 2022  
 Included observations: 51 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(LRP(-1))	-1.046937	0.140948	-7.427833	0.0000
R-squared	0.524573	Mean dependent var		0.001239
Adjusted R-squared	0.524573	S.D. dependent var		0.199962
S.E. of regression	0.137876	Akaike info criterion		-1.105510
Sum squared resid	0.950490	Schwarz criterion		-1.067631
Log likelihood	29.19051	Hannan-Quinn criter.		-1.091036
Durbin-Watson stat	1.830803			

Null Hypothesis: D(LDP) has a unit root  
 Exogenous: None  
 Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=10)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-6.873319	0.0000
Test critical values:		
1% level	-2.611094	
5% level	-1.947381	
10% level	-1.612725	

\*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation  
 Dependent Variable: D(LDP,2)  
 Method: Least Squares  
 Date: 05/22/24 Time: 23:01  
 Sample (adjusted): 1972 2022  
 Included observations: 51 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(LDP(-1))	-0.986706	0.143556	-6.873319	0.0000
R-squared	0.485682	Mean dependent var		0.003098
Adjusted R-squared	0.485682	S.D. dependent var		0.190044

## Annexese

S.E. of regression	0.136292	Akaike info criterion	-1.128624
Sum squared resid	0.928773	Schwarz criterion	-1.090745
Log likelihood	29.77991	Hannan-Quinn criter.	-1.114149
Durbin-Watson stat	1.921410		

Null Hypothesis: LPIB has a unit root  
 Exogenous: Constant, Linear Trend  
 Lag Length: 1 (Automatic - based on SIC, maxlag=10)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-4.608448	0.0028
Test critical values:		
1% level	-4.148465	
5% level	-3.500495	
10% level	-3.179617	

\*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation  
 Dependent Variable: D(LPIB)  
 Method: Least Squares  
 Date: 05/22/24 Time: 22:54  
 Sample (adjusted): 1972 2022  
 Included observations: 51 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LPIB(-1)	-0.221549	0.048075	-4.608448	0.0000
D(LPIB(-1))	-0.152707	0.098028	-1.557785	0.1260
C	1.928526	0.402301	4.793743	0.0000
@TREND("1970")	0.005491	0.001484	3.700165	0.0006
R-squared	0.463847	Mean dependent var		0.034843
Adjusted R-squared	0.429624	S.D. dependent var		0.039928
S.E. of regression	0.030155	Akaike info criterion		-4.089771
Sum squared resid	0.042737	Schwarz criterion		-3.938255
Log likelihood	108.2892	Hannan-Quinn criter.		-4.031872
F-statistic	13.55383	Durbin-Watson stat		0.929699
Prob(F-statistic)	0.000002			

Null Hypothesis: LINF has a unit root  
 Exogenous: Constant  
 Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=10)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-3.142458	0.0295
Test critical values:		
1% level	-3.562669	
5% level	-2.918778	
10% level	-2.597285	

\*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation  
 Dependent Variable: D(LINF)

## Annexese

Method: Least Squares  
 Date: 05/22/24 Time: 23:02  
 Sample (adjusted): 1971 2022  
 Included observations: 52 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LINF(-1)	-0.331960	0.105637	-3.142458	0.0028
C	0.610019	0.212069	2.876514	0.0059
R-squared	0.164928	Mean dependent var		0.006524
Adjusted R-squared	0.148226	S.D. dependent var		0.702844
S.E. of regression	0.648666	Akaike info criterion		2.009904
Sum squared resid	21.03835	Schwarz criterion		2.084951
Log likelihood	-50.25749	Hannan-Quinn criter.		2.038675
F-statistic	9.875043	Durbin-Watson stat		2.159962
Prob(F-statistic)	0.002815			

Null Hypothesis: D(LTCH) has a unit root  
 Exogenous: Constant, Linear Trend  
 Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=10)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-4.458827	0.0043
Test critical values:		
1% level	-4.148465	
5% level	-3.500495	
10% level	-3.179617	

\*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation  
 Dependent Variable: D(LTCH,2)  
 Method: Least Squares  
 Date: 05/22/24 Time: 23:04  
 Sample (adjusted): 1972 2022  
 Included observations: 51 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(LTCH(-1))	-0.584188	0.131018	-4.458827	0.0000
C	0.036457	0.037859	0.962950	0.3404
@TREND("1970")	9.35E-05	0.001213	0.077085	0.9389
R-squared	0.293159	Mean dependent var		0.001078
Adjusted R-squared	0.263708	S.D. dependent var		0.148414
S.E. of regression	0.127350	Akaike info criterion		-1.226729
Sum squared resid	0.778468	Schwarz criterion		-1.113093
Log likelihood	34.28160	Hannan-Quinn criter.		-1.183305
F-statistic	9.953910	Durbin-Watson stat		2.099052
Prob(F-statistic)	0.000242			

Null Hypothesis: D(LDTP) has a unit root  
 Exogenous: Constant, Linear Trend  
 Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=10)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-4.442449	0.0045
Test critical values:		
1% level	-4.148465	
5% level	-3.500495	
10% level	-3.179617	

\*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation  
 Dependent Variable: D(LDTP,2)  
 Method: Least Squares  
 Date: 05/22/24 Time: 22:55  
 Sample (adjusted): 1972 2022  
 Included observations: 51 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(LDTP(-1))	-0.585820	0.131869	-4.442449	0.0001
C	-0.000412	0.062101	-0.006631	0.9947
@TREND("1970")	0.000124	0.002020	0.061249	0.9514
R-squared	0.291387	Mean dependent var		-0.006756
Adjusted R-squared	0.261861	S.D. dependent var		0.247062
S.E. of regression	0.212263	Akaike info criterion		-0.204958
Sum squared resid	2.162671	Schwarz criterion		-0.091321
Log likelihood	8.226417	Hannan-Quinn criter.		-0.161534
F-statistic	9.868981	Durbin-Watson stat		2.045082
Prob(F-statistic)	0.000257			

Dependent Variable: LDTP  
 Method: ARDL  
 Sample (adjusted): 1972 2022  
 Included observations: 51 after adjustments  
 Maximum dependent lags: 4 (Automatic selection)  
 Model selection method: Akaike info criterion (AIC)  
 Dynamic regressors (4 lags, automatic): LPIB LDP LRP LINF LTCH  
 Fixed regressors: C @TREND  
 Number of models evaluated: 12500  
 Selected Model: ARDL(2, 0, 1, 0, 0, 0)  
 Note: final equation sample is larger than selection sample  
 Huber-White-Hinkley (HC1) heteroskedasticity consistent standard errors  
 and covariance

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.*
LDTP(-1)	1.188375	0.136221	8.723848	0.0000
LDTP(-2)	-0.225420	0.134059	-1.681501	0.1003
LPIB	-2.025364	0.735055	-2.755389	0.0087
LDP	0.298157	0.213368	1.397384	0.1698
LDP(-1)	0.519188	0.289057	1.796147	0.0798
LRP	0.223027	0.241076	0.925133	0.3603
LINF	0.039840	0.034573	1.152339	0.2559
LTCH	-0.135862	0.071464	-1.901118	0.0643
C	9.807864	3.760697	2.607991	0.0126
@TREND	0.036129	0.016854	2.143684	0.0380
R-squared	0.948395	Mean dependent var		3.652908
Adjusted R-squared	0.937067	S.D. dependent var		0.773576
S.E. of regression	0.194062	Akaike info criterion		-0.267371
Sum squared resid	1.544068	Schwarz criterion		0.111418
Log likelihood	16.81796	Hannan-Quinn criter.		-0.122624
F-statistic	83.72212	Durbin-Watson stat		1.995245
Prob(F-statistic)	0.000000			

\*Note: p-values and any subsequent tests do not account for model selection.

#### ARDL Long Run Form and Bounds Test

Dependent Variable: D(LDTP)  
 Selected Model: ARDL(2, 0, 1, 0, 0, 0)  
 Case 5: Unrestricted Constant and Unrestricted Trend  
 Sample: 1970 2022  
 Included observations: 51

Conditional Error Correction Regression				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
C	9.807864	5.072505	1.933535	0.0601
@TREND	0.036129	0.023348	1.547416	0.1294
LDTP(-1)*	-0.037045	0.049082	-0.754760	0.4547
LPIB**	-2.025364	0.846595	-2.392364	0.0214
LDP(-1)	0.817346	0.299814	2.726177	0.0094
LRP**	0.223027	0.228819	0.974687	0.3354
LINF**	0.039840	0.040815	0.976121	0.3347
LTCH**	-0.135862	0.095575	-1.421529	0.1627
D(LDTP(-1))	0.225420	0.150665	1.496173	0.1423
D(LDP)	0.298157	0.279359	1.067291	0.2921

\* p-value incompatible with t-Bounds distribution.

\*\* Variable interpreted as  $Z = Z(-1) + D(Z)$ .

Levels Equation				
Case 5: Unrestricted Constant and Unrestricted Trend				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LPIB	-54.67256	87.41667	-0.625425	0.5352
LDP	22.06339	34.76552	0.634634	0.5292
LRP	6.020387	10.49365	0.573717	0.5693
LINF	1.075441	1.523803	0.705762	0.4843
LTCH	-3.667451	6.537914	-0.560951	0.5779

$$EC = LDTP - (-54.6726 * LPIB + 22.0634 * LDP + 6.0204 * LRP + 1.0754 * LINF - 3.6675 * LTCH)$$

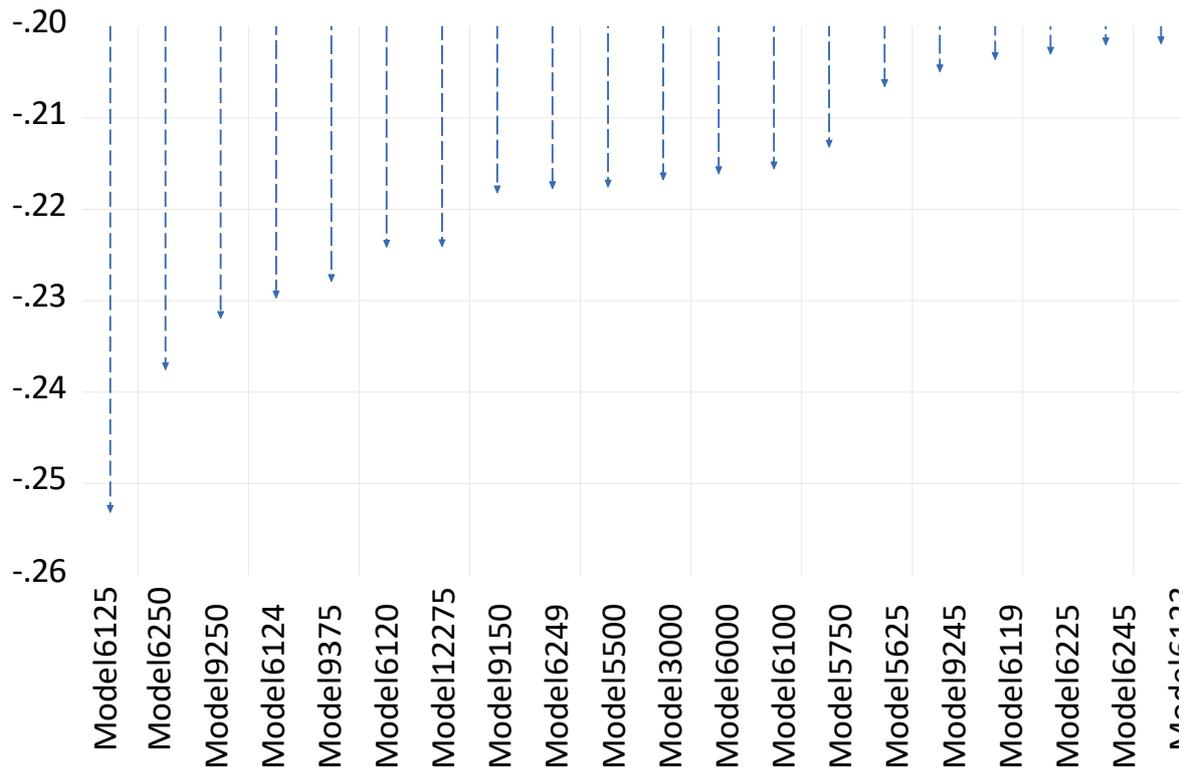
F-Bounds Test		Null Hypothesis: No levels relationship		
Test Statistic	Value	Signif.	I(0)	I(1)
			Asymptotic: n=1000	
F-statistic	2.737453	10%	2.75	3.79
k	5	5%	3.12	4.25
		2.5%	3.49	4.67
		1%	3.93	5.23
			Finite Sample: n=55	
Actual Sample Size	51	10%	2.927	4.068
		5%	3.442	4.69
		1%	4.608	5.977
			Finite Sample: n=50	
		10%	2.95	4.11
		5%	3.48	4.782
		1%	4.672	6.232

t-Bounds Test		Null Hypothesis: No levels relationship		
Test Statistic	Value	Signif.	I(0)	I(1)
t-statistic	-0.754760	10%	-3.13	-4.21
		5%	-3.41	-4.52
		2.5%	-3.65	-4.79
		1%	-3.96	-5.13

ARDL Error Correction Regression  
 Dependent Variable: D(LDTP)  
 Selected Model: ARDL(2, 0, 1, 0, 0, 0)  
 Case 5: Unrestricted Constant and Unrestricted Trend  
 Sample: 1970 2022  
 Included observations: 51

ECM Regression				
Case 5: Unrestricted Constant and Unrestricted Trend				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(LDTP(-1))	0.225420	0.128839	1.749635	0.0877
LDP	0.298157	0.223958	1.331311	0.1904
LRP	0.379034	0.087463	1.097623	0.4478
D(LRP(-1))	0.285370	0.145893	2.084731	0.0487
LTCH	0.378920	0.793472	3.095837	0.0381
LINF	0.148719	0.983761	4.371037	0.0459
CointEq(-1)*	-0.037045	0.008630	-4.292753	0.0001
R-squared	0.407957	Mean dependent var		0.009776
Adjusted R-squared	0.356475	S.D. dependent var		0.228387
S.E. of regression	0.183212	Akaike info criterion		-0.463449
Sum squared resid	1.544068	Schwarz criterion		-0.274055
Log likelihood	16.81796	Hannan-Quinn criter.		-0.391076
F-statistic	7.924269	Durbin-Watson stat		1.995245
Prob(F-statistic)	0.000060			
* p-value incompatible with t-Bounds distribution.				
F-Bounds Test		Null Hypothesis: No levels relationship		
Test Statistic	Value	Signif.	I(0)	I(1)
F-statistic	2.737453	10%	2.75	3.79
k	5	5%	3.12	4.25
		2.5%	3.49	4.67
		1%	3.93	5.23
t-Bounds Test		Null Hypothesis: No levels relationship		
Test Statistic	Value	Signif.	I(0)	I(1)
t-statistic	-4.292753	10%	-3.13	-4.21
		5%	-3.41	-4.52
		2.5%	-3.65	-4.79
		1%	-3.96	-5.13

## Akaike Information Criteria (top 20 models)



Model6125: ARDL(3, 0, 1, 0, 0, 0)  
 Model6250: ARDL(3, 0, 0, 0, 0, 0)  
 Model9250: ARDL(2, 0, 1, 0, 0, 0)  
 Model6124: ARDL(3, 0, 1, 0, 0, 1)  
 Model9375: ARDL(2, 0, 0, 0, 0, 0)  
 Model6120: ARDL(3, 0, 1, 0, 1, 0)  
 Model12275: ARDL(1, 0, 1, 4, 0, 0)  
 Model9150: ARDL(2, 0, 1, 4, 0, 0)  
 Model6249: ARDL(3, 0, 0, 0, 0, 1)  
 Model5500: ARDL(3, 1, 1, 0, 0, 0)  
 Model3000: ARDL(4, 0, 1, 0, 0, 0)  
 Model6000: ARDL(3, 0, 2, 0, 0, 0)  
 Model6100: ARDL(3, 0, 1, 1, 0, 0)  
 Model5750: ARDL(3, 0, 4, 0, 0, 0)  
 Model5625: ARDL(3, 1, 0, 0, 0, 0)  
 Model9245: ARDL(2, 0, 1, 0, 1, 0)  
 Model6119: ARDL(3, 0, 1, 0, 1, 1)  
 Model6225: ARDL(3, 0, 0, 1, 0, 0)  
 Model6245: ARDL(3, 0, 0, 0, 1, 0)  
 Model6123: ARDL(3, 0, 1, 0, 0, 2)

# Table des matières

*Remerciements*

*Dédicaces*

*Sommaire*

*Liste des abréviations et acronymes*

*Liste des tableaux et figures*

<b>Introduction générale</b> .....	1
<b>Chapitre 01 : Quelques aspects de la politique budgétaire</b> .....	5
Introduction.....	5
<b>1. Définition de la politique budgétaire et son évolution historique</b> .....	6
1.1. Définition de la politique budgétaire .....	6
1.2. L'évolution de la politique budgétaire.....	7
1.2.1. La politique budgétaire dans la pensée classique .....	7
1.2.2. La politique budgétaire dans la pensée keynésienne .....	8
<b>1. Les instruments de la politique budgétaire</b> .....	9
1.2. La fiscalité.....	10
2.1.1. Les caractéristiques de la fiscalité .....	10
2.1.2. Les objectifs de la fiscalité .....	11
1.3. Les dépenses publiques.....	12
1.3.1. Les fonctions des dépenses publiques.....	12
1.3.2. Les principes des dépenses publiques .....	13
1.3.2.1. Principe de bénéfice ( <i>Canon of benefict</i> ) .....	13
1.3.2.2. Principe de l'économie ( <i>Canon of Economy</i> ) .....	13
1.3.2.3. Principe de sanction ( <i>Canon of sanction</i> ).....	14
1.3.2.4. Principe du surplus ( <i>Canon of surplus</i> ).....	14
1.4. La dette publique .....	14
1.4.2. Les facteurs de l'endettement public .....	15
1.4.3. Financement des déficits budgétaires .....	15
1.4.4. Soutien de l'activité économique.....	16
1.5. Les modalités de la dette publique .....	16
1.5.1. Le type de prêt.....	16
1.5.2. Les sources du prêt .....	17
1.5.3. La durée du prêt à rembourser.....	17
<b>3. L'efficacité de la politique budgétaire et ses objectifs</b> .....	18
3.1. Détermination de l'équilibre macroéconomique à l'aide du modèle IS-LM .....	18
3.1.1. L'équilibre du marché des biens et services : la courbe IS .....	18
3.1.2. L'équilibre du marché monétaire : la courbe LM.....	20
3.1.3. Marché d'équilibre des biens et services et marché monétaire : IS-LM.....	21
3.2. Les objectifs de la politique budgétaire .....	22

3.2.1. Atteindre l'efficacité économique dans l'allocation des ressources .....	22
3.2.2. Atteindre la croissance économique .....	22
3.2.3. Parvenir à la stabilité économique.....	22
3.2.4. Atteindre le plein emploi.....	23
3.2.5. Redistribution du revenu national .....	23
3.2.6. Réaliser le développement économique.....	23
Conclusion .....	24

## **Chapitre 02 : L'économie algérienne et l'évolution de ses finances publiques..... 25**

Introduction.....	25
<b>1. Bref rappel sur l'évolution de l'économie algérienne .....</b>	<b>26</b>
1.1. La période de planification 1965-1980.....	26
1.2. Tentatives de restructuration des années 1980 .....	27
1.3. Arrêt des réformes et ajustement structurel.....	27
2.4. Hausse des revenus des hydrocarbures et relance budgétaire post-années 2000 .....	28
2.5. L'Algérie post-COVID (2018-2023) .....	33
<b>2. Analyse descriptive des finances publique en Algérie .....</b>	<b>34</b>
2.1. La période 1970-1989.....	34
2.2. La période 1990-1999.....	35
2.3. La période 2000-2022.....	36
2.4. Evolution du stock la dette extérieure en % RNB.....	37
2.4.1. La période 2000-2010 .....	37
2.4.2. La période 2011-2022 .....	37
2.5. Évolution du solde budgétaire.....	38
2.5.1 Les recettes budgétaires en Algérie dans la période (1990-2022).....	39
2.5.2. Les dépenses publiques (1990-2022).....	39
2.5.3. Le solde budgétaire 1990-2019 .....	40
Conclusion .....	41

## **Chapitre 03 : Modélisation économétrique des facteurs influençant la dette publique algérienne .....**

Introduction.....	44
<b>1. Méthodologie et spécification du modèle .....</b>	<b>45</b>
1.1 Justification du choix des variables et du modèle .....	45
1.1.1. Variable Dépendante (endogène) .....	45
1.1.2. Variables Indépendantes (exogènes).....	45
1.1.3. Intégration des Variables dans le Modèle .....	46
1.2. Les sources des données utilisées.....	46
1.3. Généralités sur le modèle ARDL .....	47
1.4. Présentation des variables et du modèle .....	48
1.4.1. Présentation graphique de l'ensemble des variables.....	48
1.4.2. Présentation graphique individuelle des variables.....	49

1.4.2.1. Dette Publique (LDTP) .....	49
1.4.2.2. Le Produit Intérieur Brut (LPIB).....	50
1.4.2.3. Dépenses Publiques (LDP) .....	51
1.4.2.4. Les recettes publiques (LRP) .....	52
1.4.2.5. Le taux d'inflation (LINF) .....	52
1.4.2.6. Le taux de change (LTCH) .....	53
<b>2. Estimation économétrique des facteurs influençant la dette publique algérienne .....</b>	<b>54</b>
2.1. Test de statistiques descriptives .....	54
2.2. Test de Corrélacion .....	55
2.3. Etude de la stationnarité.....	56
2.4. Choix du retard optimal .....	57
2.5. Le test de cointégracion aux Bornes (Persan et al ,2001) .....	59
3.6. Estimation de la relation de court terme .....	60
3.7. Teste de validité du model .....	63
3.7.1. Diagnostic des résidus .....	64
3.7.1.1. Test d'autocorrélacion des résidus .....	64
3.7.1.2. Test d'hétéroscédasticité des résidus.....	64
3.7.1.2. Test de normalité des résidus .....	65
3.7.2. Teste de stabilité du modèle.....	66
Conclusion .....	67
 <b>Conclusion générale</b> .....	 <b>68</b>
<b>Bibliographie</b> .....	<b>70</b>
<b>Annexes</b> .....	<b>73</b>
<b>Table des matières</b> .....	<b>80</b>

## Résumé

L'objectif de cette étude est d'évaluer l'efficacité des politiques budgétaires dans la réduction de la dette publique en Algérie. Ce mémoire examine comment les décisions budgétaires de l'État, notamment en matière de dépenses et de recettes, influencent l'évolution de la dette publique. L'étude utilise des modèles économétriques, en particulier le modèle ARDL, pour analyser les séries chronologiques des finances publiques et de la dette sur la période de 1970 à 2022. Les résultats montrent que les politiques budgétaires jouent un rôle crucial dans la gestion de la dette publique. Une attention particulière est accordée à la manière dont les dépenses publiques et les recettes influencent la dette.

**Mots-clés :** politiques budgétaires, dette publique, ARDL, séries chronologiques, Algérie

## Abstract

The aim of this study is to evaluate the effectiveness of fiscal policies in reducing public debt in Algeria. This thesis examines how state budget decisions, particularly regarding expenditures and revenues, influence the evolution of public debt. The study employs econometric models, especially the ARDL model, to analyze time series data on public finances and debt from 1970 to 2022. The results indicate that fiscal policies play a crucial role in managing public debt. Special attention is given to how public expenditures and revenues influence debt levels.

**Keywords:** Fiscal policies, public debt, ARDL, Time series analysis, Algeria

## ملخص

هدف هذه الدراسة هو تقييم فعالية السياسات المالية في خفض الدين العام في الجزائر. يتناول هذا البحث كيف تؤثر قرارات الدولة المالية، ولا سيما فيما يتعلق بالنفقات والإيرادات، على تطور الدين العام. تستخدم الدراسة نماذج اقتصادية قياسية، خاصة نموذج **ARDL**، لتحليل البيانات الزمنية للمالية العامة والدين خلال الفترة من 1970 إلى 2022. تُظهر النتائج أن السياسات المالية تلعب دورًا حيويًا في إدارة الدين العام. يتم التركيز بشكل خاص على كيفية تأثير النفقات العامة والإيرادات على مستويات الدين.

**الكلمات الرئيسية:** السياسات المالية، الدين العام، نموذج **ARDL** تحليل السلاسل الزمنية، الجزائر